

A B R I D G M E N T

O F T H E

M E M O R I A L

A D D R E S S E D T O T H E

K I N G O F F R A N C E,

B Y

M. DE CALONNE, *C.A. &c*

M I N I S T E R O F S T A T E.

I N F R E N C H A N D E N G L I S H,

By W. W A L T E R.

L O N D O N:

PRINTED AT THE Logographic Press, BY J. WALTER,
PRINTING-HOUSE-SQUARE, BLACKFRIARS,

AND SOLD BY MESSRS. ROBSON AND CLARKE, AND T. HOOKHAM, NEW
BOND-STREET; MESSRS. EGERTONS, CHARING-CROSS; P. ELMSLEY,
STRAND; AND W. RICHARDSON, ROYAL EXCHANGE.

1787.

EXTRACT
ABRIDGMENT

14-00000



E X T R A I T

DE LA

R E Q U Ê T E

ADDRESSÉE AU ROI

P A R

M. D E C A L O N N E,

MINISTRE D'ETAT.

L O N D R E S:

Imprimé chez J. WALTER, à la Presse Logographique,
PRINTING-HOUSE-SQUARE, BLACKFRIARS,
ET VENDU CHEZ MESSRS. ROBSON ET CLARKE, ET T. HOOKHAM, NEW
BOND-STREET; MESSRS. ECERTONS, CHARING-CROSS; P. ELMSLEY,
STRAND; ET W. RICHARDSON, ROYAL EXCHANGE.

1787.

E X T R A

DE LA

R E O U E T E

A D D R E S S E E A U R O I



O N T

M D E

M I N I S T E R E D E L A

V O U S P A R T I C I P E Z

A U M O M E N T O U V E R T U R E D U M U S E U M

N O U V E A U M U S E U M D E L A N A T U R E

A U M U S E U M D E L A N A T U R E

A U M U S E U M D E L A N A T U R E

A U M U S E U M D E L A N A T U R E

1857

Extrait de la Requête adressée au Roi

par M. de CALONNE.

LA Requête, qui contient la justification de M. de Calonne, forme avec les pièces qui y sont jointes, un Volume de 212 Pages in 4to. Quoiqu'il n'y ait rien de trop, ni rien qui ne mérite d'être lû, nous avons pensé, que la partie du Public qui ne peut, ou ne veut pas se livrer à des lectures de longue haleine, seroit bien aise d'avoir un Extrait des morceaux les plus intéressants, rapportés avec suite, et séparés des discussions de calcul ainsi

B

que

que des pièces justificatives. Par ce moyen, L'ouvrage se trouvera réduit à peu près au tiers de ce qu'il est dans sa totalité, et malgré cette réduction, ceux qui desireront en connoître la substance, et l'esprit, auront lieu d'être satisfaits; d'autant plus que l'extrait que nous présentons, aura l'avantage d'être presque entièrement composé des propres expressions de l'auteur, dont l'élégance, la correction, et l'énergie ne peuvent être remplacés par aucun équivalent; nous n'y avons ajouté que ce qu'il faut pour lier les citations dans un ordre qui en laisse appercevoir l'enchaînement.

Les citations de la requête seront distinguées par des guillemets au commencement, et à la fin de chaque article.

La

La requête annonce en ces termes,
son objet.

S I R E,

“ **C**ELUI qui a été l'Administrateur de
vos finances; celui qui a eu l'honneur
de siéger dans vos Conseils les plus intimes,
sans y paroître au-dessous de la place qu'il
occupoit, & qui porte encore le titre de
Ministre de votre Majesté; celui qui n'est
comptable qu'à vous seul des importantes
fonctions que vous lui aviez confiées, se voit
aujourd'hui traduit en justice, & dénoncé
en votre Parlement.

“ **C**E n'est pas, Sire, ma conduite privée
qu'on inculpe : c'est mon administration
entière qu'on attaque, par une accusation
vague, qui embrasse tout & n'articule rien.

Ce que je n'aurois pas fait si j'avois eu des reproches à craindre, est devenu l'occasion de ceux qu'on m'a suscités : c'est après que j'ai moi-même demandé & obtenu de Votre Majesté, la permission de découvrir la situation de ses finances aux yeux de la Nation, que je suis traité comme si j'avois rendu ma gestion suspecte en cherchant à la voiler ; & le prix de la démarche la plus franche, est d'être accusé de déloyauté.

“ J'avois annoncé à Votre Majesté qu'en combattant l'hydre des privilèges, des exemptions, & des abus, je m'attirerois une foule d'ennemis ; j'avois prévu qu'un ordre puissant qui avoit toujours triomphé des tentatives qu'on avoit faites pour l'affujettir aux contributions générales de l'Etat, ne me pardonneroit jamais d'y avoir réussi : les dangers n'ont point arrêté mon zèle ; les événemens ne m'en ont point fait repentir ; je me croirai dédommagé par le bien quelque chose qu'il aura procuré.

“ Mais devois-je m'attendre que, même après avoir succombé sans me plaindre, aux efforts secrets de la calomnie, je deviendrois
encore

encore l'objet d'une accusation publique ; & qu'une imputation de délits imaginaires fuivroit immédiatement le moment où celles de mes vues qui avoient été adoptées par Votre Majesté, venoient d'être exaltées comme faites pour immortaliser son règne, & pénétrer ses peuples de reconnoissance ?

“ Je n'ai commencé à connoître les objets dont on m'accuse que par l'arrêt du 10 Août dernier, qui a donné acte au Procureur Général de sa plainte de *déprédations de finance, soit par des échanges & acquisitions, soit par des manœuvres dans la refonte des monnoies, soit dans les fonds du Trésor Royal fournis clandestinement pour soutenir un agiotage funeste à l'Etat, soit par l'extenſion des emprunts, soit enfin par des abus d'autorité & autres en tous genres, commis dans l'administration des finances, circonstances & dépendances.*

“ C'est sur cette plainte indéfinie, c'est sur ces alternatives indéterminées, c'est sur des abus quelconques & en tous genres que le Parlement a permis d'informer.

“ Je n'ai pas sollicité la cassation de cet arrêt : je n'ai pas prétendu en relever l'in-

compétence, ni discuter s'il convient que l'administration supérieure soit soumise à la juridiction ordinaire; s'il est dans la constitution de la Monarchie que les Parlemens puissent scruter, & entreprennent de juger ce qui se passe dans le Conseil et dans le Cabinet même du Souverain; enfin, s'il n'est pas du plus grand danger que les Ministres, souvent obligés de s'élever contre les entreprises des Tribunaux, se voient soumis à leur animadversion; que celui surtout dont les pénibles fonctions sont le plus sujettés à encourir des critiques & à exciter des ressentimens, soit à la merci de ceux qu'il est forcé de mecontenter. Il n'appartient qu'à Votre Majesté de peser dans sa sagesse la valeur de ces considérations, & d'en prévenir les conséquences. Elle seule peut décider ce qu'en pareille conjoncture elle se doit à elle-même, ce qu'elle doit à sa dignité & au bon ordre.

“ Mais mon honneur est attaqué; il l'est par une accusation dont la publicité, quelque fâcheuse qu'elle soit, l'est beaucoup moins encore que ces insinuations occultes qui m'ont nui, à mon insu, dans l'esprit de
 Votre

Votre Majesté. Je n'ai présentement qu'un desir, ma supplication n'a qu'un objet, c'est que la vérité puisse être éclaircie ; & je n'aurois rien de plus à craindre que la défense même portée par Votre Majesté, de continuer aucune poursuite, si elle devoit laisser subsister le plus petit doute sur la pureté de mon administration. Non, Sire, je ne demande ni secours d'autorité, ni grâce, ce n'est pas quand je suis inculpé qu'il m'est permis d'implorer vos bontés : si, après en avoir été comblé, je m'étois mis dans le cas d'avoir besoin d'indulgence, je ne me le pardonnerois jamais, & j'irois ensevelir ma honte aux extrémités de l'univers.

“ C'est donc, Sire, à votre justice seule que j'ai recours en ce moment ; je la réclame avec cette confiance respectueuse que les rigueurs de mon sort n'ont pu affoiblir, & je ne saurois croire que j'aie perdu le droit de la réclamer, puisque la justice est une dette du Trône plutôt qu'une faveur du Souverain.

“ Ce que j'ose en attendre, c'est de ne pas me laisser dans l'impossibilité de prendre un

parti qui ne blesse pas ou mon devoir, ou mon honneur; & de daigner prescrire ce qui doit être, quand un sujet sûr d'avoir bien servi son Roi & sa Patrie, se trouve traduit devant un tribunal qu'il ne lui est ni permis de reconnoître, ni honorable de décliner."

M. de Calonne examine ensuite quels moyens l'autorité peut employer pour arrêter des poursuites judiciaires, qui seroient jugées contraires aux principes de l'administration; ce seroit ou par des defenses suspensives, ou par cassation d'arrêt, ou par evocation à la personne du Roi, ou par attribution à des Commissaires: il fait voir les inconveniens de ces differents partis, et finit par dire.

"Tous ces moyens, Sire, permettez-moi de le dire avec la franchise que Votre Majesté me connoît, tous ces moyens ne valent rien; ils laissent l'innocence entachée, excitent des réclamations, & paroissent toujours être des entorses à la règle. Il me semble en conséquence qu'il ne reste que deux partis dignes d'être proposés à Votre Ma-

Majesté : celui de me justifier elle-même, ou celui d'autoriser ma défense dans la forme la plus solennelle. Daignez, Sire, permettre que j'explique de quelle manière j'entends l'un & l'autre."

Il entre ensuite dans l'examen des cinq differents chefs d'accusation.

Le premier chef d'accusation concerne les acquisitions, et échanges que sa Majesté a faits pendant son ministere.

M. de Calonne rappelle qu'il a remis au Roi des le Mois d'Octobre 1786, un etat détaillé de tous les objets acquis, ou échanges, et des decisions de sa Majesté.

" Il étoit impossible de rendre un compte plus exact, & plus éloigné de toute dissimulation ; je l'ai fait de mon propre mouvement, dans un tems où j'étois assurément bien éloigné de croire qu'il seroit jamais venu dans l'esprit de me faire un procès criminel pour des opérations ordonnées toutes par Votre Majesté, revêtues toutes des formalités prescrites par les Loix, & dans aucune desquelles je n'ai intérêt.

Non,

Non, Sire, je n'ai intérêt dans aucune : la seule où l'on m'ait imputé d'en avoir un indirect, c'est cet échange du Comté de Sancerre sur lequel on a si indécemment & si mal-adroitemment déclamé, tandis que ses conditions dépendantes d'évaluations non terminées, ne sont pas même encore arrêtées définitivement. Votre Majesté sait que, spécialement dans cette affaire, j'ai poussé jusqu'au scrupule l'attention à lui rendre compte de tout, & à ne rien faire que de son aveu."

Pour prouver que les acquisitions, ou les échanges qui ont eu lieu pendant son ministère, ne sont pas aussi considérables qu'on le suppose, et qu'ils ont été exagérés méchamment, a dessein d'échauffer les esprits, Mr. de Calonne en a donné le détail : ils se réduisent à huit articles d'acquisitions, et à cinq articles d'échange, pendant les trois années et demi qu'il a été chargé des finances.

Comme dans le nombre des échanges, les deux qu'on paroît vouloir lui reprocher, sont d'un côté celui du Comté de Sancerre ; on l'on dit qu'il est personnellement intéressé

effé ; et celui de la Vicomté d'Auvillars qui intereffe le Marquis de Fourquet son Neveu, il s'arrete particulièrement à ces deux objets. Sur le premier, qui n'est pas même encore terminé, il explique toutes les circonstances dont il avoit rendu compte au roi dans le tems, et qui prouvent qu'il ne peut y avoir aucune lésion pour le domaine. C'est l'objet d'un developpement qu'il a rejeté à la suite du Memoire parmi les pièces justificatives.

Quant au second objet, il fait voir que le Bien cédé au Marquis de Fourquet, ne vaut pas autant que celui qu'il cede au Roi ; et cependant, s'ecrie t'il, on a osé dire qu'il y avoit pour sa Majesté, une lésion de deux tiers !

“ Par cet exemple, jugez, Sire, de la fidélité du Mémoire que je viens de citer ; & permettez qu'à cette occasion j'exprime enfin à vos pieds, l'étonnement, l'indignation, l'horreur dont j'ai été pénétré lorsque j'ai lu cette ténébreuse production d'une ambition d'autant plus dévorante qu'elle avoit été plus long-tems repoussée. J'en favois

savois seulement l'existence, la source, & le funeste usage, lorsqu'il m'en est parvenu une copie que je ne pourrois pas avoir, si l'envie de nuire de plus en plus avoit pu se contenter de ses premiers succès. J'y ai retrouvé tous les fils qui ont servi à ourdir la trame dont le tissu m'étoit déjà connu de plus d'une manière; j'y ai vu le germe de tout ce qui s'est reproduit depuis sous différentes formes, de ce qu'on s'est efforcé de confirmer par de fausses apparences de réalité, de ce qu'on a fait filtrer jusques dans les Dénonciations Parlementaires, en même tems qu'on affectoit de paroître les reprouver. A combien de pièges soigneusement déguisés, à combien d'exécrables artifices revêtus des dehors du zèle & de la bonne-foi, la justice des Souverains n'est-elle pas exposée ! C'est en paroissant ne vouloir que dévoiler à Votre Majesté un désordre criant qui se déroboit à ses yeux, c'est en n'annonçant que l'intention de prouver la nécessité d'un Conseil actif de finances comme la seule barrière à opposer aux effets ruineux d'un régime arbitraire, c'est en invoquant & dénaturant les principes des Sulli & des Colbert, dont les

manes

manes s'indigneroient sans doute de se voir employées à servir l'intrigue, qu'on a rempli dans ce Mémoire son véritable but ; celui de décrier l'administration pour renverser le Ministre, d'inspirer de la défiance jusques sur la démarche la moins compatible avec le besoin du mystère, d'alarmer Votre Majesté par des phantômes d'embarras menaçans, et de troubler ses regards par l'exposition rapide d'un foule de prétendus abus, la plupart jettés confusément pour effrayer par leur nombre, & quelques-uns trop circonstancés pour ne pas faire impression.

“ Je puis affirmer, Sire, & je pourrois démontrer que dans cet écrit vraiment infernal, il y a autant de mensonges que de phrases, autant de perfidies que de raisonnemens, autant de faits altérés que de faits cités, & plus de venin que dans aucun des Libelles qui aient jamais pu tomber sous les yeux de Votre Majesté. Il n'y a point à se méprendre sur la main qui l'a tracé. N'y eût-il aucune autre preuve, le hasard ne m'eût-il pas appris ce que j'en fais, un indice frappant, un indice du genre de ceux

par lesquels l'iniquité se décèle presque toujours elle-même, résulte de la seule confrontation de ce que contient ce Mémoire, & de la conduite qu'on a tenue depuis ; des vues qu'il annonçoit & de celles qu'on a exécutées ; des calomnies qu'il renferme, & de celles qu'on s'efforce aujourd'hui d'appuyer d'une apparence de preuve ; de l'intérêt qu'on a d'empêcher que Votre Majesté ne reconnoisse qu'on l'a trompée, & du soin qu'on a pris d'écarter tout éclaircissement ; enfin de l'intention qui s'y manifeste à chaque ligne, & de l'utilité qu'on en a retirée."

M. de Calonne compare plusieurs articles du Mémoire anonyme, qu'on a fait parvenir au Roi, lors qu'il étoit encore ministre de finances, avec ce qui s'est dit et s'est fait depuis qu'il ne l'est plus ; ce qui fait appercevoir à qui il est naturel de l'attribuer.

Il passe ensuite au second chef d'accusation, qui est relatif à la refonte des monnoies. M. de Calonne expose d'abord sa surprise qu'on ait pu imaginer de lui faire le moindre reproche sur cet objet.

“ Si à force de demander ce qu'on pouvoit trouver à me reprocher dans ce qu'on a jugé à-propos d'appeler *la refonte des monnoies*, quoiqu'on n'ait refondu que les seules espèces d'or, je n'avois pas reçu par la voie d'un ami, une copie des notes atroces qu'on a fait courir sur cet objet, & en même tems le détail de tout ce que la Cour des Monnoies a fait depuis mon départ, je n'aurois jamais deviné comment une opération si juste en elle-même, si utile au bien général de l'Etat, si avantageuse à vos finances, & en même tems si profitable à tous vos sujets, une opération où tout a été décidé par Votre Majesté elle-même dans son Conseil, réglé par des Loix enregistrées, & exécuté sous les yeux des principaux officiers de votre Cour des Monnoies, une opération où tout a été public, notoire, & traité par les intermédiaires qui en sont chargés par état, pouvoit devenir contre moi le sujet d'une accusation.

“ Quand on est né avec des sentimens nobles & généreux; quand on regarde l'honneur transmis héréditairement par ses ancêtres depuis plus de quatre siècles, comme
son

son plus précieux patrimoine ; quand on s'est toujours montré jaloux de le conserver dans toute sa pureté, on ne conçoit pas qu'on puisse jamais être soupçonné d'un vil intérêt, d'un infâme pécumat. L'approche seule d'une pareille inculpation fait tressaillir une ame délicate & fière. Que ceux qui l'ont telle, jugent à quel point la mienne est, je ne dirai pas flétrie, car rien ne peut l'abattre, mais navrée, mais déchirée, lorsque je me vois obligé de me justifier de prétendues manœuvres à mon profit, dans la refonte des monnoies.

“ Ah ! Sire, vous me connoissez trop pour m'en croire capable ; vous m'avez toujours regardé, je le fais, comme un honnête homme ; vous faites tant de cas de ceux qui le sont ; vous méritez si bien ce qu'on a dit souvent, que vous l'êtes plus que personne ; pourriez-vous n'être pas ému de me voir réduit à prouver que je n'ai pas cessé de l'être ? Et Votre Majesté pourroit-elle ne pas se courroucer quand elle verra clairement que ce chef d'accusation, non-seulement n'a aucune apparence de réalité, mais même que les appuis qu'on lui donne, sont
 not d'une

d'une part des erreurs de fait inexcusables, d'autre part d'horribles impostures, telle que la supposition d'une lettre qui n'a jamais existé, & qui, s'il est vrai qu'on en cite la teneur, seroit fabriquée par la main de la calomnie la plus criminelle ?

“ Votre Majesté n'a point oublié deux vérités qui furent reconnues par elle & par tout son conseil lorsque j'y fis le rapport de l'affaire des monnoies.

“ 1^o, La nécessité de fixer une nouvelle proportion entre le prix de l'or & le prix de l'argent, & de refondre à cet effet les monnoies d'or, pour que la France ne continuât pas à être lésée dans son commerce & ses échanges, par l'infériorité considérable qu'il y avoit de notre proportion à celle des pays étrangers, particulièrement à celle de l'Espagne depuis qu'elle y avoit été haussée d'un quinzième, comme aussi pour arrêter le cours de l'exportation exorbitante de nos espèces d'or, qui, jointe aux fontes frauduleuses, les avoit rendu excessivement rares.

C

2^o, L'im-

“ 2°, L'importance dont il'étoit que les nouveaux Louis devant par ce changement éprouver, quant au poids, la diminution nécessaire pour les ramener à leur valeur comparative avec l'argent, loin de rien perdre quant au titre, regagnassent au contraire, en degré de fin, tout ce que dans l'espace de soixante ans écoulés depuis la dernière refonte, des contrefactions étrangères, ou des négligences imperceptibles dans nos propres fabrications, avoient pu introduire d'altération sur leur totalité.”

M. de Calonne a joint à sa requête un mémoire particulier, pour développer toute l'opération de la refonte des monnoies. Ce mémoire que est aussi clair que savant, est d'autant plus curieux, que c'est une matière peu connue; nous y renvoyons nos lecteurs, et nous citerons seulement les termes dans les quels il est annoncé.

“ J'établirai, Sire, toutes ces propositions avec plus de développement dans un Mémoire particulier que je joindrai à la suite de cette Requête, & qui contiendra des détails fort intéressans. Quelque abstraite que soit
cette

cette matière, je ferai voir clairement la nécessité, l'utilité, le succès, & l'irréprochabilité de l'opération que j'ai eu le courage d'entreprendre sur les monnoies d'or, sans m'en être dissimulé ni les difficultés, ni les dangers, & sans les avoir craints. Si Votre Majesté prend la peine de lire ce Mémoire, qui ne sera qu'un précis, elle reconnoîtra qu'elle a lieu de s'applaudir de la détermination par elle adoptée, dont le résultat a non-seulement arrêté l'écoulement de l'or, mais aussi produit une augmentation de plus de 40 millions dans le numéraire du royaume, un bénéfice de 16 millions au moins pour le peuple, & un profit d'environ sept millions pour le Trésor Royal.

“ Faut-il que la calomnie s'arme contre moi du bien que j'ai fait à ma patrie ! Faut-il que mon zèle soit le principe de mes malheurs ! ”

Ce qui suit nous a paru fort extraordinaire et bien capable d'exciter l'indignation. On a supposé qu'à la mort d'un des directeurs de monnoie, on avoit trouvé sous les scellés une lettre de M. de Calonne, qui ordonnoit.

donnoit de ne pas mettre dans les fontes tout la quantité d'or fin, qui suivant les ordres donnés precedemment, devoit y etre ajoutée, en même tems quelle autorisoit ce directeur à porter cette quantité entiere dans ses comptes. On en a conclu qu'il y avoit eu par cette manœuvre sur l'affinage, dans toutes les fabrications de louis d'or, un benefice enorme, et que sans doute le ministre y avoit en part.

M. de Calonne s'eleve avec la plus grande force contre cette calomnie. Il soutient que les ordres donnés pour augmenter le degré de fin de l'or des nouveaux Louis, n'ont jamais été revoqués, ni changés; qu'ils ont été executés dans tout le royaume, et que s'il s'est commis quelque fraude Strasbourg seulement, et sur une petite partie de fabrication, loin de les avoir autorisés, il a ordonné d'en poursuivre criminellement les auteurs; il affirme que s'il existe une lettre pretendument écrite par lui, qui soit contraire à ses premiers ordres, ce ne peut être qu'une lettre fausse, et calomnieusement fabriquée, puis qu'il n'en a écrit aucune autre que celle qui est imprimée, parmi les pieces justificatives, à la suite du memoire.

Enfin

Enfin il oppose une preuve positive, à cette atroce allegation. C'est une lettre d'un conseiller au parlement de Nanci, fils du directeur de la monnoie de Strasbourg, qui dement formellement les faux Bruits qu'on affectoit de repandre de la lettre ecrite a son pere par le Ministre. La lettre de ce conseiller est rapportée en entier dans les pieces justificatives.

M. de Calonne conclut ainsi cet article.

“ Par cette lettre, Sire, qui n'est qu'un surcroit de démonstration, Votre Majesté voit à quel point on a cherché à m'avilir, & combien il est humiliant pour une ame pure & honnête d'avoir à repousser le soupçon même d'une pareille infamie. Je puis bien dire que j'ai avalé jusqu'à la lie ce calice d'horreur : car ne voulant laisser aucune des allégations qui y ont rapport, sans réponses, j'en ai mis à la marge de chaque article de l'écrit le plus circonstancié de ceux qu'on a répandus à ce sujet. Je ne crois pas que j'eusse besoin de tous ces détails pour me disculper dans l'opinion de Votre Majesté. Mais il m'a paru qu'il étoit de la plus grande im-

C 3

portance

portance pour le bien même de votre service, & pour l'intérêt de l'Etat, qu'il ne restât aucun nuage sur ce qui s'est passé dans la refonte des espèces d'or ; & que non-seulement vos peuples, mais aussi toutes les nations, fussent parfaitement convaincus de la perfection du titre dans les nouveaux Louis, & de la supériorité qu'ils ont à cet égard sur les anciens.

“ Combien sont criminels ceux qui sacrifiant le bien public à leur animosité particulière, ne craignent pas de distribuer des erreurs capables d'altérer la confiance ; qui saisissent le prétexte d'une prévarication de la part d'un seul agent, dans une très petite partie de la masse entière, pour calomnier ce qui s'est fait avec exactitude dans la totalité ; qui enfin, sans se mettre en peine du danger, qu'il y a toujours à inquiéter le peuple sur l'objet des monnoies, comme sur celui des subsistances, osent décrier dans leur pays, & par contre-coup chez l'étranger, une opération dont il est de l'intérêt national que la fidélité soit universellement reconnue !

Elle

“ Elle le fera, Sire, malgré leurs indignes efforts : ma justification constatera la foi qui lui est due : leur punition y mettroit le sceau. Si j'étois coupable de ce qu'ils semblent vouloir m'imputer, si j'avois fait tourner à mon profit ce qui a dû servir & ce qui a servi effectivement à rétablir dans sa plénitude, le titre de vos monnoies, je mériterois la mort. Quelle doit donc être la peine de leur calomnie ? En pareille matière, d'est-elle pas un crime public ? ”

Le troisieme chef d'accusation est celui auquel. M. de Calonne paroît s'être attaché d'avantage, comme étant celui dont il paroît qu'on s'est servi le plus pour lui nuire dans l'esprit du Roi. Il consiste à prétendre qu'il avoit fourni clandestinement des fonds considérables sortis du trésor Royal sans autorisation, pour soutenir l'agiotage ; on veut dire pour favoriser ceux qui parioient à la hausse des effets.

Comme dans tout cet article, M. de Calonne est en contradiction avec le principal Ministre de France, M. l'Archevêque de Thoulouse & qu'il le presse vivement, nous

nous abstiendrons de toute reflexion, & nous citerons seulement les endroits les plus notables du texte”—

Il commence ainsi :

“ Mon plus grand embarras, Sire, sur l'inculpation d'avoir employé les fonds du Trésor Royal à soutenir l'Agiotage, c'est d'avoir pour accusateur, Votre Ministre lui-même celui qui me remplace comme Administrateur en chef de vos Finances. S'il m'étoit encore possible d'en douter ; s'il avoit continué de n'être sur cet objet, comme sur les autres, que l'instigateur secret, l'ame & le fauteur non-avoué, de tout ce qu'on a fait contre moi ; quelque indice qu'on eût pu me donner de sa nuisible influence, quelque facile qu'il m'eût été d'en manifester la cause, je n'aurois pas fait tomber le voile de sa feinte modération ; je n'aurois pas rompu le silence que je m'étois prescrit à son égard, par respect pour ce même caractère dont Votre Majesté l'a honoré, & plus encore par la crainte de nuire au bien de votre service en affoiblissant la confiance nécessaire aux fonctions qu'il remplit ; mais aujourd'hui,

que

que toute la France & les étrangers même savent le tort qu'il m'a fait dans l'esprit de Votre Majesté, par les couleurs qu'il a données au prêt d'assignations employées pour le soutien du crédit ; aujourd'hui, que j'en ai l'aveu de sa main dans sa lettre du 17 Juin, où après m'avoir reproché d'avoir fait sortir du Trésor Royal des sommes considérables, sans autorisation, & pour une destination qu'il présente comme suspecte, il déclare que sans avoir eu besoin d'aucun éclaircissement de ma part, il a dû en informer Votre Majesté ; aujourd'hui, que déjà frappé d'une marque éclatante de votre mécontentement que sa lettre m'avoit annoncé, & qui fait le tourment de ma vie, je me vois en outre traduit au Parlement par une dénonciation calquée sur ses propres expressions ; puis-je séparer sa personne de l'accusation qui n'existe que par la manière dont il en a dénaturé l'objet ? Puis-je ne pas le trouver dans son ouvrage ? Et ma défense seroit-elle complète si je ne repouffois pas jusques dans sa source, le témoignage dont je dois détruire l'effet ? Votre Majesté daignera donc me pardonner, si pressé du désir de regagner ses bontés, j'attaque avec force les insidieux rapports

ports qui me les on fait perdre. Le devoir de me justifier à ses yeux, m'impose celui de ne taire aucune des circonstances capables de l'éclairer sur les surprises dont je suis la victime.

“ Je vais retracer à Votre Majesté avec exactitude, & sans rien dissimuler par ménagement pour moi-même, le fait qui donne lieu à l'accusation : j'exposerai ensuite tout aussi exactement, & sans rien exagérer par ressentiment contre mes ennemis, ce qui s'est passé depuis ma retraite sur ce même fait, & comment il a été présenté. Votre Majesté reconnoîtra la vérité dans ces deux récits ; elle comparera ce qui est, avec ce qu'on lui a dit, & elle jugera.

“ Aux approches de l'Assemblée des Notables, & des qu'elle eut été déterminée par Votre Majesté, je redoublai d'attention sur le cours des effets publics. Ils souffroient dès-lors une dépression sensible ; j'en favois les causes, & j'en craignois les suites. L'agiotage y influoit principalement. Des spéculations démesurées avoient d'abord élevé à un prix excessif ceux des effets dont la va-
leur

leur est absolument éventuelle, comme les actions de la Compagnie des Indes, celles des Eaux de Paris, celles même de la Caisse d'Escompte : d'autres spéculations s'étoient ensuite formées en sens contraire, & tendoient à les faire tomber rapidement. Le Gouvernement ne peut voir avec indifférence aucune de ces révolutions subites, de ces agitations convulsives de la Place qui en troublent le cours, qui compromettent les fortunes des particuliers, & qui nuisent nécessairement au crédit public.

“ Il est bien vrai qu'à ne considérer, qu'en eux mêmes & dans leur nature, les effets du genre de ceux que je viens de citer, ils sont très-distincts des effets royaux, & qu'il semble que le sort des uns ne devroit pas influencer sur le sort des autres : mais on peut dire que les diverses négociations qui forment le mouvement de la Bourse, se touchent toutes, & se pressent en tous sens ; elles réagissent les unes sur les autres avec une telle réciprocity qu'il est impossible qu'une partie reçoive un choc violent, sans que toutes les autres s'en ressentent, & que la masse entière en soit ébranlée. C'est ce qui fait que quoique
le

le jeu funeste des agioteurs ne se soit porté que sur les actions spéculatives dont les chances dépendent de l'opinion, il n'a pas moins dérangé le cours des fonds publics en général. On a même remarqué que celui de tous qui par la solidité de sa base, par la sagesse de sa mesure, & par la certitude du bénéfice graduel qui y est attaché, devoit naturellement être le plus à l'abri des vicissitudes, & le moins sujet aux décroissemens de valeur, je veux dire l'emprunt de 125 millions, en avoit néanmoins souffert de si sensibles à cette époque, que quiconque n'a pas été à portée d'observer ce qui les occasionnoit, a dû les trouver inconcevables."

M. de Calonne expose ensuite le fait qui a donné lieu à l'accusation,

"A l'influence pernicieuse de l'agiotage s'étoient jointes vers la fin de l'année 1786, plusieurs autres circonstances défavantageuses au crédit des effets publics. Dès le mois d'Octobre, on avoit affecté de semer des doutes sur la stabilité de la Caisse d'Escompte, & ses actions avoient perdu. Le doublement de celles de la Compagnie des Indes avoit

avoit causé un egorgement momentané qui avoit refroidi les spéculations à leur égard, & elles étoient tombées. Plusieurs manœuvres pratiquées contre l'utile entreprise des Eaux de Paris en avoient fait baisser considérable les actions. Dans le même tems des malheurs arrivés à plusieurs maisons de banque, de commerce, & de finance, avoient fait une sensation nuisible au crédit général.

“ Votre Majesté en apperçut d'elle-même les effets ; elle sentit de quelle conséquence il étoit d'en arrêter les suites, & de s'occuper plus que jamais du crédit de la Place, au moment où elle avoit résolu de dévoiler l'état de ses finances à la Nation, & dès-lors à toute l'Europe. Elle voudra bien se souvenir qu'elle me fit l'honneur de m'en parler, de son propre mouvement, au commencement du mois de Décembre dernier. Elle s'expliqua sur la nécessité de prévenir le mauvais effet que la moindre apparence de discrédit pouvoit produire chez l'étranger, d'un manière absolument conforme aux réflexions que M. le Comte de Vergennes venoit de me fair faire sur le même sujet. J'en étois d'autant plus pénétré, que j'avois plus de raisons

raisons de prévoir que les efforts des parieurs à la baisse seroient soutenus par ceux de l'intrigue, qui toujours faisoit avidement les momens de crise, & nourrit ses espérances des malheurs publics. Je pris la liberté de joindre cette observation à toutes celle que Votre Majesté avoit faites d'elle même; j'ajoutai que quoiqu'en général il ne me parût pas à propos que le Gouvernement voulût diriger & forcer le cours des effets publics, & que jusque-là j'eusse toujours été fort éloigné de rien proposer dans cette vue, je croyois qu'en cette occasion extraordinaire & vraiment digne d'une grande attention, il étoit indispensable de prendre quelque mesure pour contrebalancer les manœuvres de l'agiotage, & soutenir le crédit de la Place. Votre Majesté me témoigna l'approuver, pourvu néanmoins que ce fût par des voies indirectes & ignorées.

“ Je me crus en conséquence obligé de m'en occuper, & certainement tout concouroit à m'en faire un devoir essentiel. Je conçus qu'on pourroit se servir utilement de ceux des spéculateurs qui s'étoient déclarés avec le plus de constance pour la hausse des effets:

le

le maintien du secret exigeoit que je ne les employasse que par le canal d'un intermédiaire. Il s'en présenta un qui me proposa de remplir mes vues conformes aux intentions de Votre Majesté, par un moyen qui ne seroit ni connu, ni onéreux aux finances.

“Ce moyen consistoit à délivrer par anticipation aux Trésoriers Généraux de la Guerre ou autres, des assignations sur les domaines pour les dépenses ordinaire de leur exercices, de manière qu'ils pussent s'en dessaisir pendant 5 à 6 mois, sans inconvénient, & sans frais ni pour le Trésor Royal ni pour eux; & à les autoriser à confier ces assignations, par forme de prêt à des sociétés accréditées sur la Place, lesquelles se soumettroient à les rendre un mois avant leur échéance, & s'en serviroient jusques-là pour se mettre en état de soutenir les actions sur lesquelles il y avoit le plus de fonds engagés, dont par conséquent la baisse pouvoit faire le plus d'impression sur le crédit.”

M. de Calonne prouve que l'exécution de ce Moyen ne devoit occasionner aucune dépense au Trésor Royal; & que s'il en résulte quelque

quelque perte, c'est parce qu'on a voulu qu'il y en eut pour pouvoir lui en faire un crime.

“ J'en ai, dit il, preuve en mains dans deux soumissions qui ont été proposées à M. le Contrôleur Général par d'excellentes Maisons de Banque & de Commerce, il y a environ deux moix. Suivant les ordres qui y étoient contenus, la totalité des actions de la Compagnie des Indes, dont le prix doit servir à dégager les assignations, se trouvoit placée ; & l'on s'en chargeoit à des conditions telles que, suivant une de ces deux soumissions, on auroit eu au-delà des fonds nécessaires pour retirer les assignations, & que suivant l'autre, s'il restoit encore possible qu'il y eût quelque perte, elle ne pouvoit être que modique.

“ Je ne fais point imprimer ces deux Pièces, parce que je ne fais s'il convient aux souscripteurs des soumissions que je les nomme, & qu'il pourroit d'ailleurs y avoir quelque inconvénient à publier trop de détails sur la quantité de ces actions & sur les conditions auxquelles on offroit de s'en charger ; ces

combien de Comités consécutifs, tous les motifs pour & contre, tous les mémoires, tout les écrits des Négocians, ont été discutées par les Ministres réunis, avant qu'elle se soit déterminée, sur leur avis, à ordonner ce rétablissement, & à en régler toutes les conditions; elle n'a furement pas perdu de vue les considérations politiques qui se sont jointes aux combinaisons commerciales, & aux leçon de l'expérience, pour démontrer que nous ne pouvions ni abandonner le commerce de l'Inde, ni le faire utilement pour tout le royaume, sans le secours d'une Compagnie.

“ Qu'il y ait des théoristes tellement épris de leurs principes généraux, qu'ils n'y admettent aucune exception; qu'un jurisconsulte plein d'esprit, de zèle, & d'humanité, ému par des plaintes qu'il a cru générales, & séduit par des calculs qu'il n'a pu vérifier, ait erré fort affirmativement dans un matiere où il ne pouvoit avoir que des doutes; que la plume énergique d'un autre écrivain ait adopté avec chaleur la même thèse, il ne faut pas s'en étonner; c'est le fort des plus grandes opérations du Gouvernement, que
presque

presque jamais ceux qui prétendent les juger, ne sont en position d'en appercevoir l'ensemble & d'en pénétrer les motifs. Mais il y auroit plus qu'un fujet d'étonnement, si dans le conseil même de Votre Majesté, où en matière d'Etat, ce n'est ni une réclamation de Particulier, ni l'intérêt d'une Ville, ni même l'opinion des Négocians, qui peut faire pencher la balance au préjudice de l'intérêt général du Royaume nécessairement relatif à ce qui a lieu au-dehors, on pensoit que quand les nations les plus commerçantes ont des Compagnie des Indes, on pût s'en passer en France, & qu'on dût anéantir celle qui, rétablie depuis deux ans, existe aujourd'hui sous le sceau de la foi publique.

“ Non, Sire, il n'est point à craindre que Votre Majesté, dont l'exacte justice est connue dans tout l'univers, voulût jamais manquer à l'engagement synallagmatique qu'elle a contracté avec la masse collective des intéressés dans cette Compagnie ; qu'elle pût se résoudre à bouleverser un genre de propriétés qui a sa parole sacrée pour garant ; & qu'aucunes raisons, fussent-elles aussi so-

lides qu'elles font sophistiques, lui parussent pouvoir entrer en comparaison avec le tort irréparable qu'elle se feroit à elle-même & à son Etat, si la confiance que les étrangers ont prise dans un effet sanctionné par l'autorité souveraine, & accrédité par des actes multipliés du Gouvernement, venoit à être déçue. Il n'y a certainement pas à se repentir d'avoir adopté le parti que les hommes de tous les pays qui connoissent le mieux l'Inde & son commerce, ont regardé & regardent encore comme le seul admissible : mais quand cela seroit, quand de grandes considérations pourroient être contre-balancées par de petits motifs, quand l'administration variroit dans ses principes, ce ne seroit pas même encore une raison suffisante pour varier dans une opération consommée, qui ne pourroit être détruite aujourd'hui sans entraîner à toujours la destruction du crédit national.

“ Si donc on paroît avoir des doutes qu'un habile administrateur ne peut avoir sincèrement ; si on se laisse attribuer une opinion que le devoir ordonne de désavouer ; si on permet que le refus d'une offre avantageuse

tageuse sur une grande quantité d'actions des Indes, soit interprété comme une preuve de vacillation dans la stabilité de la Compagnie, ce ne peut être que pour me nuire ; ce ne peut être que pour occasionner de la perte sur les assignations prêtées, quand il ne doit pas y en avoir ; ce ne peut être que pour acquérir aux dépens de l'Etat, le droit de me calomnier.

“ C'est ainsi que dans cette occasion, comme sur les monnoies, comme sur la prétendue contradiction entre différent actes émanés de Votre Majesté, comme sur plusieurs autres points relatifs à l'administration de vos finances, une apologie éclatante des vues du Gouvernement devient ma défense contre le très-impolitique acharnement des mes ennemis, & que je me trouve forcé de traiter encore la chose publique, quand je n'ai plus à m'occuper que de ma justification. Et sans doute j'éprouve une vraie consolation, au milieu de cette tâche douloureuse, lorsqu'elle me fournit l'occasion, que je ne saurois laisser échapper, de manifester la continuation de mon zèle pour l'intérêt de l'Etat & le service de Votre Majesté.”

Vient à present la discussion que M. de Calonne établie entre l'Archeveque de Toulouse & lui, en presence de sa Majesté sur le contenu de la lettre que ce prelat ministre lui a ecrite. Ce passage est un argument si ferré, qu'on ne peut en faire un extrait. Nous croyons que nos lecteurs seront bien aise de l'avoir dans son integrité.

“ Ce qui suffit pour éclairer Votre Majesté sur l'infidélité de l'accusation, c'est l'énoncé même de l'accusateur comparé avec les faits prouvés, avec ceux que j'affirme, & qu'il ne sauroit nier. Quoique ce qu'il m'a écrit, soit surement moins fort que ce qu'il a dit à mon insu, je m'arrête uniquement à sa Lettre comme au seul objet sur lequel il puisse s'établir une discussion contradictoire entre nous sous les yeux de Votre Majesté.

Vous n'ignorez pas, me dit-il, que des sommes considérables sont sorties du Trésor Royal sans autorisation du Roi.

“ Je pourrois également l'avouer, ou le dénier. J'avouerai sans doute, qu'il est sorti & qu'il sort tous les ans, du Trésor
Royal

Royal des sommes considérables, sans qu'il y ait une autorisation du genre de celles qu'on appelle *bon du Roi*: Votre Majesté fait qu'elles n'ont pas lieu pour les dépenses ordinaires, qui font plus que les neuf dixièmes du total. Mais je dénie qu'il soit sorti, & qu'il puisse sortir, la moindre somme du Trésor Royal, sans une ordonnance de comptant signée de Votre Majesté. La proposition est donc totalement insignifiante, ou totalement fausse.

“ Je la reprends cette proposition dans le sens que son auteur a voulu lui donner, & comme elle s'explique par les discours qu'il a tenus au même moment. Ce qu'il a entendu par des *sommes considérables sorties du Trésor Royal sans autorisation*, ce sont ces assignations à longues échéances qui ont été confiées, pendant le tems seulement de leur inutilité, pour le soutien du crédit. Qui pourroit les reconnoître dans le déguisement sous lequel M. l'Archevêque de Toulouse les fait paroître? Et comment Votre Majesté, sur un pareil exposé, n'auroit-elle pas cru que j'avois effectivement fait sortir de la Caisse du Trésor Royal les onze millions

lions cinq cens mille livres qu'on m'accuse d'avoir employés à votre infu ? Comment le Public & les Magistrats, à qui on a donné connoissance de cette lettre, ne l'auroient-ils pas regardée comme une preuve qu'on avoit épuisé les fonds publics, en les faisant servir à des usages clandestins ?

“ Il est cependant certain que de ces onze millions 500 mille livres, il n'est pas sorti du Trésor Royal un seul écu ; que dans l'ordre naturel, il n'en devoit pas sortir un seul pour cet objet ; & que les fonds disponibles n'en ont été en aucune sorte diminués.

“ Est-il donc permis de présenter au Roi & au Public comme *des sommes sorties du Trésor Royal*, un prêt de valeurs mortes restituables un mois avant leurs échéances ? Quel nom donner à cet étrange abus de qualifications qui dénature ainsi les faits pour les envenimer ? Il falloit bien les dénaturer, & supposer une extradition pécuniaire, pour pouvoir me reprocher le défaut d'autorisation ; car si l'on avoit seulement dit que j'avois fait délivrer quelques mois d'avance,
aux

aux Trésoriers de la Guerre, des assignations sur le Domaine, à compte de la dépense ordinaire de leur service, réglée dès le commencement de l'année par Votre Majesté, il eût été visible que je n'avois fait en cela que ce qu'ont toujours fait & dû faire les administrateurs quand ils l'ont jugé utile, & ce qui est laissé entièrement à leur disposition. Le mot *sans autorisation* n'auroit donc eu alors ni force, ni apparence d'application à la chose; & cependant on auroit dit le fait tel qu'il est, & tel qu'il eût été rapporté à Votre Majesté, si l'on n'avoit pas eu mauvaise intention,

“ *Vous n'ignorez pas, ajoute M. l'Archevêque de Toulouse, quelle en a été la destination, & vous ne devez pas être étonné si Sa Majesté a été mécontente.*

“ Ah ! Sire, quelle phrase ! & quelle affreuse lueur son obscurité même ne répand-elle pas sur le caractère des rapports qu'on vous a faits contre moi ! C'est après m'avoir annoncé au commencement de la lettre, que Votre Majesté ne changeroit rien à l'ordre qui me dépouilloit de la décoration de ses ordres,

ordres, que M. l'Archevêque de Toulouse, rapprochant la cause de l'effet, semble ici interpellé ma conscience sur la destination des sommes qu'il me reproche d'avoir fait sortir indûment du Trésor Royal. Suivant lui, cette destination est telle que son souvenir ne me permet pas d'être étonné du mécontentement de Votre Majesté.

“ Qu'il me soit permis, Sire, d'interpeller à mon tour, en votre présence, celui qui, non content de s'être élevé sur ma ruine, me déchire encore quand je ne suis plus, & croit s'exempter de toute explication en me renvoyant à mes propres connoissances, comme s'il me citoit au tribunal de mes remords.

“ Répondez, répondez, vous que je ne conçois plus que comme mon accusateur, quelle est-elle cette destination que sûrement vous avez travestie en crime puisqu'à moi-même vous la présentez comme suspecte ? Vous me direz que je ne l'ignore pas ! Non, certes, je ne l'ignore pas ! j'affirme que le bien public en a été l'unique objet ; j'affirme que les assignations pour valeur de 11,500,000

I liv.

liv. n'ont été délivrées, prêtées & employées, que pour le soutien de la Place & du crédit ; les faits que j'ai rapportés le prouvent ; & je suis sûr que tous ceux qui en ont eu connoissance l'attesteroient. Ce n'est pas là l'idée que vous en avez donnée, & que vous voulez qu'on en ait. Cette destination ne mérite qu'éloges : vous m'en imputez une autre, puisque vous faites entendre qu'elle mérite blâme. Quelle est-elle donc ? Rien ne peut vous dispenser de parler. L'accusation a été publique ; l'explication doit l'être. Nous sommes devant un Roi ami & protecteur de la vérité ; il est votre juge comme le mien ; à ses yeux, aux yeux de la nation & de l'Europe entière, la balance est égale entre nous ; & je ne vous connois, en ce moment, d'autre avantage sur moi, que celui qui est l'effet de la calomnie.

“ Oseriez vous dire que j'ai tiré quelque profit de ce dépôt d'assignation ? Je ne le crains pas ; & on ne vous croiroit pas. Depuis que j'existe, mes mains ont toujours été pures ; jamais on ne m'a cru l'ame intéressée ; jamais on ne me soupçonnera de m'être souillé par aucune *affaire d'argent*.

Vcus

“ Vous vous réduirez fans doute à dire que
 j’ai voulu favoriser l’agiotage. Mais quel
 droit avez-vous de me fuppofer, quand je
 fais une action louable en elle-même, une
 intention répréhenfible que rien n’indique,
 & que toute ma conduite dément ? Ai-
 je jamais joué dans les fonds publics ?
 Ai-je eu des rapports d’intérêt avec ceux
 qui y jouoient ? Eft-il une feule occafion,
 y a-t il eu un feul moment pendant tout le
 cours de mon miniftère, où j’aie montré la
 moindre connivence pour ce fatal agiotage
 qui en a été le tourment ? N’ai-je pas au
 contraire toujours témoigné combien j’étois
 affligé & indigné de fes progrès ? N’ai je
 pas fait notoirement tous mes efforts pour
 m’y oppofer ? N’ai-je pas confulté fur les
 moyens de l’extirper radicalement, tous
 ceux dont les lumières pouvoient feconder
 le défir que j’avois de délivrer le Royaume
 de cette épidémie ? N’y ai-je pas employé
 tous les préfervatifs qui dans le tems avoient
 paru les plus efficaces ? Ce que j’ai dit au
 Roi, ce que j’ai expofé plufieurs fois au Con-
 feil, mes rapports que j’ai confervés, l’éner-
 gie non équivoque des arrêts rendus en con-
 féquence, les voies de rigueur employées
 contre

contre les principaux agioteurs indistinctement, y compris même ceux qui se trouvoient intéressés dans les sociétés auxquelles j'avois permis de confier les assignations, ne font-ce pas autant de témoins publics de mes sentimens, & de mon éloignement constant pour ceux qu'on voudroit m'imputer ? Cherchez-moi donc des torts plus vraisemblables ; ou plutôt abandonnez cette indigne poursuite qui ne convient ni à votre état, ni à votre position, ni au caractère que vous aviez d'abord affiché.

“ Mais, dites-vous, *je n'ai pas dû déguiser à Sa Majesté ce dont l'intérêt de ses finances exigeoit qu'elle fût informée ; & comme il n'y avoit aucun doute, je ne vous ai pas demandé d'éclaircissemens.*

“ Non, non, vous n'avez rien dû déguiser ; vous deviez au Roi l'exakte vérité, & je ne me plaindrois pas si vous la lui aviez dite fidèlement. Mais votre conduite a-t-elle donc les traits qui caractérisent la vérité dirigée par le devoir ? N'y voit-on pas l'envie de nuire, plutôt que les regrets qu'on a quand on y est forcé ? Le devoir a-t-il une marche fourde & couverte par des apparen-

ces

ces trompeuses ? Refuse-t-il de s'éclairer, avant d'affirmer ? Dérobe-t-il à celui qu'il accuse, la connoissance des torts qu'il lui impute ? Pouvez-vous dire enfin que votre zèle exigeoit & les inquiétudes que vous avez montrées sur une affaire dont on ne pouvoit pas encore apprécier les suites, & la fausse opinion que vous en avez donnée au Roi, & l'éclat que vous avez voulu qu'elle eût dans le public ? N'est-il pas sensible au contraire, que tout cela ne pouvoit que nuire à l'intérêt des finances, & que c'est une dérision d'invoquer cet intérêt pour motif de votre conduite, quand par elle il a été entièrement sacrifié ?

“ Celle qu'il exigeoit de vous étoit toute tracée. Le Trésor Royal étoit couvert par les reconnoissances des Trésoriers ; il n'y avoit ni vuide à suppléer pour les fonds, ni formalité à remplir pour l'ordre de la comptabilité ; il ne falloit que veiller à la rentrée des assignations dans le cours des six derniers mois de l'année ; & pour l'affurer, il suffisoit de maintenir les engagemens auxquels les sociétés responsables de ces assignations étoient soumises, de favoriser le crédit des
actions

actions sur le prix desquelles elles devoient s'acquitter, de leur laisser de délai que la chose même comportoit, de garder le secret qu'elle exigeoit, & d'avoir l'air de sécurité qui convenoit dans tous les cas.

“ En suivant ce plan, comme je l'aurois suivi, & comme je l'avois développé dans le Mémoire que je vous avois destiné, vous auriez prévenu tout espèce de perte. C'étoit l'avis des personnes les plus éclairées sur l'objet; c'étoit le devoir d'une sage administration; & si vous n'aviés consulté que votre zèle pour les finances du Roi, vous n'auriez pas pris, comme vous avez fait, la marche absolument opposée; vous n'auriez pas annoncé & divulgué une perte qui ne devoit pas avoir lieu; vous n'auriez pas gêné, contrarié, & discrédité les opérations des agens chargés de la vente des actions & du remplacement des assignations; vous n'auriez pas ébranlé la confiance due à la Compagnie des Indes, par un étalage très-déplacé de votre aversion pour tous privilèges indistinctement; vous n'auriez pas refusé ou fait refuser les offres positives & nécessairement connues de vous, au moyen
def-

desquelles il étoit facile de rendre la rentrée des assignations indubitable.

“ Voila ce que vous avez fait : & après cela vous venez m'accuser d'avoir fait perdre au Roi onze millions cinq cens mille livres sur cet objet ! Vous faites le mal pour me l'imputer ! Vous l'exagérez au-delà de la possibilité, pour grossir votre inculpation au-delà de la vraisemblance : Vous attaquez jusqu'à mes intentions, après avoir paru d'abord leur rendre justice ! Et quand il est évident que même tout ce que la mauvaise volonté ou l'impéritie pourroient avoir occasionné de déchet dans cette affaire, ne pourroit tomber que sur une partie de la somme, vous affectez de la supposer compromise pour la totalité ! N'est-ce pas me réduire à la nécessité de vous articuler en face,

“ Qu'il n'est pas vrai que j'aie fait sortir des sommes considérables du Trésor Royal sans autorisation ;

“ Qu'il n'est pas vrai que le prêt d'assignation que vous qualifiez ainsi, ait eu une destination répréhensible ;

“ Qu'il

“ Qu'il n'est pas vrai qu'il puisse en aucun cas en résulter une perte de 11,500,000 liv ;

“ Enfin que la perte quelconque, s'il y en avoit, seroit de votre fait plutôt que du mien ; & que s'il faut qu'il y ait un coupable de cette perte, ce ne peut être que vous ? ”

Ce qui suit cette apostrophe achève d'éclaircir tout ce qui peut avoir rapport au troisieme chef d'accusation, et se termine ainsi :

“ Ce qui seul fait une grande sensation, c'est cette prétendue perte de 11,500,000 liv. que M. l'Archevêque de Toulouse a supposé être réelle, & qui d'après ce qu'il en a dit, a été regardée comme un affreux divertissement de deniers. C'est-là, Sire, ce qu'il vous a rapporté d'une manière, qui, suivant, son propre aveu, a soulevé & fait tomber sur ma tête tout le poids de votre mécontentement ; c'est-là ce qui a ému tout le Public, & a fait retentir par-tout l'horrible mot de *Déprédation* ; c'est-là enfin ce qui se retrouve, avec cette affreuse couleur, dans la plainte du Parlement, dans les dis-

cours adressés à Votre Majesté elle-même, & dans les arrêtés de toutes les Cours. Fût-il jamais une diffamation plus éclatante, & moins méritée !”

Le quatrieme chef d'accusation, est d'avoir étendu d'ancien emprunts au delà des Bornes qui leur étoient fixées.

M. de Calonne repond d'abord qu'il ne l'a fait que pour les Besoins de l'Etat, et par autorisation Expresse du Roi, ce qui seul suffiroit pour sa justification. Il rapporte l'état qu'il avoit donné à sa Majesté, de ces extensions d'Emprunts, qu'elle avoit jugé nécessaires. Il observe que tous ses predecesseurs ont usé de la meme ressource, sans qu'on leur en ait fait reproche, & qu'il merite d'autant moins que ce reproche commence à lui, qu'il est le seul qui ait remédié à l'abus de pareilles extensions qu'il a rendues impossibles pour les Emprunts faits pendant son administration par la forme qu'il leur a donnée. Enfin il rend un compte détaillé de l'emploi des sommes provenant des extensions d'emprunts qui ont eu lieu dans les quatre années de son ministère, à la concurrence

currence de 102 millions il en expose les motifs, et finit par dire que si l'on joint les 102 millions d'extensions, aux emprunts directs, aux créations de charges, aux anticipations, en un mot à toutes les ressources qu'il a employées pour procurer des fonds extraordinaires, le total est de 653 millions : or pendant le même espace de temps, il a payé pour 659 millions de dettes et dépenses extraordinaires vraiment indispensables dont il donne l'état ; il a donc *plus payé qu'Emprunté*.

“ Je n'ai pas compté, ajoute il dans ces calculs les acquisitions que sa Majesté a jugé à propos de faire, & que j'ai tâché de solder par des moyens onéreux au Trésor Royal, ou de couvrir par des bénéfices qu'il ne seroit pas injuste d'attribuer à mes soins.

“ Je n'y ai pas compté les 8,460,000 liv. versés à la caisse d'amortissement en 1785 & 1786, en vertu de l'édit de 1784, quoique les fonds consacrés à cet important établissement soient un surcroît à la dépense annuelle.

E 2

“ Je

“ Je n’y ai pas compté ce qu’ont coûté les secours, les indemnités, les soulagemens de toute espèce que Votre Majesté a versés sur son peuple, pendant les rigueurs de l’année 1784, pendant la sécheresse innouïe de 1785, & lorsque les diverses calamités qui depuis trois ans ont désolé plusieurs de vos provinces, ont attiré sur elles les regards de votre bienfaisance.

“ Enfin je n’y ai pas compté les travaux entrepris de toute part en faveur de l’agriculture, les encouragemens de tous genres accordés au commerce & aux arts, les avances considérables faites à plusieurs établissemens utiles, les sacrifices de droits onéreux & nuisibles à l’exportation des productions nationales.

“ A-t-on jamais fait plus pour exciter l’industrie, pour favoriser les pêches, pour animer les manufactures, pour affranchir la circulation, pour multiplier les canaux & les dessèchemens ?

“ Vous prescriviez, Sire, & je ne faisois qu’exécuter : mais si j’ai pu fournir à tant d’objets

d'objets en fus de la destination des emprunts dont je viens de rapporter l'emploi ; si plus d'une fois j'ai contribué à faire bénir votre nom, & à faire éclater la reconnoissance due à vos bienfaits, sans jamais avoir laissé languir aucune partie de votre service ; si pendant mon administration il n'a été rien épargné pour féconder les varies sources de la richesse de votre Empire, sans qu'il ait été rien ajouté aux charges de vos sujets ; si dans le même tems Votre Majesté a rempli tous ses engagements, non-seulement avec la fidélité qui caractérise son règne, mais même avec plus d'exactitude & de célérité dans les paiemens qu'il n'y en avoit jamais eu ; que peut donc me reprocher l'animosité qui me poursuit ? Devoit-elle se flatter que je serois embarrassé de rendre compte des fonds que j'ai administrés, lorsqu'elle doit l'être elle même d'expliquer comment ils ont pu suffire à tout ce que j'ai fait ? Espère-t-elle pouvoir convertir en blame public ce qui a paru mériter l'applaudissement général ? Et lui suffira t-il de décrier jusqu'aux effets de mon zèle, pour me faire perdre tout le fruit de mes efforts ? Comme si des clameurs vagues évidemment excitées par un

acharnement qui m'honore, pouvoient effacer en un instant tout souvenir de mes services, anéantir des faits connus de toute la terre, & rendre odieux dans sa patrie, celui qui a toujours voulu le bien, qui a fait tout celui qu'il a pu, & qui n'a point hésité à se sacrifier dans l'espérance d'en faire davantage."

Vient le cinquieme et dernier chef d'accusation, *Les abus d'autorité*. M. de Calonne observe d'abord combien cette accusation est vague.

"Après avoir écarté & réfuté toutes les imputations dont j'ai pu découvrir ou présumer quels pouvoient être les objets, je tombe dans une accusation plus vague encore que les autres, & qui est telle qu'il n'est pas un seul dépositaire de l'autorité, ni une seule partie d'administration qu'on ne puisse toujours attaquer de cette manière. Il n'est que trop commun d'entendre déclamer contre les abus d'autorité en général, & sans aucune spécification : mais il est aussi extraordinaire qu'intolérable de faire d'une expression aussi indéterminée, un chef de plainte

plainte criminelle ; & ce qui l'est encore plus, c'est qu'on ait voulu, en y ajoutant ces mots *Et autres en tous genres*, lui donner l'étendue la plus indéfinie.

“ Un véritable abus d'autorité, ce seroit sans doute d'ouvrir une information contre l'administrateur d'un grand Empire sur une accusation aussi illimitée. Car qui voudroit se charger des pénibles fonctions de la place la plus orageuse comme la plus importante du Royaume, si, après s'y être dévoué avec le zèle courageux & supérieur à toute crainte, qu'elles exigent, il étoit exposé à voir se former, au milieu même du Temple de la Justice, une espèce de recherche inquisitoriale qui appelleroit contre lui des délations de tous genres, & le livreroit à tous les effets des mécontentemens, des ressentimens, des haines que son devoir l'auroit obligé d'encourir ? Que seroit-ce, si en même tems il se trouvoit dépourvu de tout appui, & si lui créer des torts paroïssoit être un moyen de plaire au Ministre prépondérant ? La conscience la plus pure, l'intégrité la plus irréprochable, seroit-elle alors assurée d'échapper à tous les replis

tortueux de la calomnie ! Il n'est personne qui puisse répondre qu'au milieu d'une immensité de détails qui semble surpasser toutes les forces de l'attention humaine, & dans un cours de circonstances où souvent le bien de l'État est la seule règle à suivre, l'œil critique de la malveillance ne trouveroit pas ou une négligence, ou une omission de forme, ou quelque tort des subordonnés dont on pourroit être rendu responsable. Il n'en faudroit pas davantage pour servir de base à une condamnation prononcée d'avance par la prévention, & contre laquelle ensuite il ne reste plus de ressource que le triomphe tardif de la vérité qui souvent ne venge l'innocence que long-tems après qu'elle a été opprimée. L'histoire en a tracé plus d'un exemple en caractères sanglans.

“ Mais ce n'est pas, Sire, sous votre règne que ces horreurs peuvent se renouveler ; & j'ose dire aussi que personne n'est plus fondé que je le suis à n'en pas redouter les effets.

“ Toute ma vie dépose qu'on ne sauroit me reprocher d'avoir abusé de l'autorité
 iuq

qui m'étoit confiée. J'ai rempli pendant 17 ans, les fonctions d'Intendant pour Votre Majesté dans deux des plus importantes provinces de votre Royaume : on fait combien, par suite d'un ancien préjugé, on est encore porté à supposer que ceux qui sont revêtus de ce titre, exercent avec une sorte de despotisme, le pouvoir qu'il leur communique : cependant je n'ai point à craindre qu'on puisse citer, dans tout le cours de cet espace, une seul acte de violence de ma part, un seule occasion où l'autorité ait paru injuste & tyrannique en mes mains. J'ai même été assez heureux pour n'avoir jamais été réduit à employer ni à provoquer contre aucun citoyen, des ordres de détention ou Lettres-de-cachet. Leur usage est quelquefois indispensable : mais j'ai eu la satisfaction de pouvoir toujours en éviter le besoin,

“ Je me suis conduit dans le même esprit, & j'ai montré les mêmes sentimens pendant mon ministère. Certainement on ne dira pas qu'il soit marqué par des traitemens durs, ni par des punitions sévères. Je n'ai persécuté personne, exercé contre personne des
actes

actes d'oppression. Ici ce ne sont pas seulement deux grandes provinces qui le certifieroient ; ce sont toutes les parties du Royaume que je pourrois appeller en témoignage.

“ Je ne prétends pas m'en faire un mérite. Je n'ai fait que suivre les principes de douceur & de modération qui respirent dans le cœur de Votre Majesté, & qui distinguent son gouvernement. J'ai imité par devoir, mais sans effort, la répugnance qu'elle a toujours montrée à faire ressentir par des rigueurs, le poids de son autorité. Ah ! Sire, tant de fois témoin des actes attendrissans de votre bonté, m'étoit-il réservé de devenir le premier exemple d'une marque signalée de votre disgrâce !

Il faut, pour l'avoir attirée sur moi, tandis que Votre Majesté avoit daigné témoigner au moment même de ma démission qu'elle n'étoit pas mécontente de mes services, qu'une suite de récits cruellement infidèles, & d'artifices adroitement déguisés, m'ait fait paroître tout d'un coup bien différent de ce que vous m'aviez jugé, Sire,
d'après

d'après vos propres connoissances ; il faut qu'on vous ait fait douter de ma véracité, que vous n'aviez jamais vu se démentir ; il faut qu'en dénaturant les faits que je viens de retablir, & noircissant mes intentions sur lesquelles il ne doit rester présentement aucun nuage, on soit parvenu à me donner le tort impardonnable d'avoir abusé de la confiance dont Votre Majesté m'honorait ; il faut aussi qu'on lui ait dissimulé l'effet que devoit produire & sur mon ame & dans l'opinion publique, l'ordre qui est venu me frapper au sein de la retraite éloignée où j'avois résolu de finir mes jours. Je ne croirai jamais que Votre Majesté eût persisté à vouloir me faire éprouver une rigueur inouïe jusqu'à moi, s'il lui avoit été représenté que me traiter ainsi au moment où l'on étoit occupé de discuter les comptes de mon administration, c'étoit confirmer d'avance tout ce qu'on feroit pour l'attaquer ; c'étoit déchaîner, enhardir, & armer contre moi les ennemis que je m'étois faits pour votre service ; c'étoit me juger sans m'avoir entendu, & me faire souffrir un genre de peine dont tous les degrés sont infiniment douloureux pour quiconque préfère l'honneur à la vie.

On

“ On s’est bien gardé de présenter à Votre Majesté ces considérations qui surement l’auroient touchée : on n’a pas eu la générosité de retracer à ces yeux les services, j’ose dire, distingués, que j’ai rendus depuis 30 ans, & d’y joindre ceux que mon Père a rendus pendant 60 années, dans une des premières places de la magistrature. Mon Père. quel souvenir ! Souffrez, Sire, que je m’arrête pour laisser couler les larmes amères qui trempent en ce moment l’écrit, que je mets à vos pieds. Il me disoit, lorsque je lui fermai les yeux, *J’emporte, en vous laissant dans une place périlleuse, la consolation de voir que vous aurez augmenté l’héritage de bonne réputation que nos pères nous ont transmis.* Hélas ! auroit-il pu croire qu’on m’accusât jamais d’abus d’autorité, lui qui chéri de ses concitoyens pour sa bienfaisance, autant qu’il en étoit honoré pour ses vertus, m’avoit toujours vu fidèle aux sentimens que j’ai puisés dans ses exemples comme dans son sang ? Et moi, pouvois-je alors prévoir qu’il y auroit un moment où je dirois : Heureusement il n’est plus !

“ O

“ O manes qui m’êtes sans cesse présentes ! si vous ne pouvez reconnoître l’heritier de votre nom dans les portraits défigurés qu’on en fait, reconnoissez-le du moins dans le caractère de sa défense, dans sa vive sensibilité pour ce qui intéresse son honneur, dans la fermeté inébranlable que lui donne la certitude de son innocence ; & bientôt vous serez satisfaites par le triomphe de la Vérité.

“ Je vais, Sire, reprendre sous toutes les faces imaginables, cette incroyable imputation d’abus d’autorité dont je me demande vainement à moi-même quel pourroit être l’objet.

“ Ceux-la sans doute abusent de l’autorité qui la font servir à leurs passions, à leurs ressentimens, à leurs inimitiés ; qui vexent quiconque les offusque, qui poursuivent à outrance quiconque les a choqués, & qui renversent au nom du Souverain tout ce qui s’oppose à leurs vues :—je n’ai jamais rien fait de semblable ; jamais je ne connus la haine ; jamais je ne profitai de ma position pour me venger ; jamais, je crois, je n’ai fait un malheureux.

“ Ceux

“ Ceux-là encore abusent de l'autorité qui envahissent les droits d'autrui, qui dépouillent les citoyens de leurs fortunes, ou qui les attaquent dans leur honneur la première & la plus sainte des propriétés ;—personne ne se plaindra d'avoir été ma victime sous aucun de ces rapports.

“ Ceux-là abusent de l'autorité qui, sous prétexte de la servir, lui font violer ses engagements ; qui animés d'un faux zèle, sacrifient à leurs systèmes le respect dû aux anciennes possessions ; qui bouleversent la tranquillité des familles par des innovations non nécessaires : on ne m'imputera pas d'avoir eu cet esprit destructeur. Jamais peut-être la sécurité publique n'a été plus paisible, jamais chacun ne s'est cru plus assuré de son état, que sous mon administration.

“ Enfin ceux-là abusent cruellement de l'autorité qui détournent & appliquent à leurs convenances personnelles, des travaux déjà trop onéreux, lors même qu'ils sont commandés pour le bien public ; qui contraignent les malheureux habitans des compagnes ;

pagnes à employer leurs bras & leurs fueurs à des chemins d'utilité particulière :—l'état ou j'ai laissé celui qui communique de ma terre à la ville où je résidois, étant Intendant des trois Evêchés, suffiroit pour attester combien je suis éloigné de mériter le soupçon d'un abus qui m'a toujours paru excessivement odieux.

“ Cependant, au nombre des imputations par lesquels on me déchire, il en est une relative non à des chemins construits par corvées, mais à des routes ouvertes dans des bois, en vertu d'un arrêt rendu au Conseil de Votre Majesté dans le mois de Juin 1786. Si l'on pouvoit ajouter foi aux injurieuses déclamations d'un Prelat, qui s'est acharné, je ne fais pourquoi, à vouloir troubler le repos que j'avois espéré trouver dans son diocèse, il sembleroit que l'ouverture de ces routes qui étoient désirées depuis long-tems par tout le canton, pour le débouché de bois très étendus, & la communication de plusieurs villages, est un acte de violence qui a excité un cri général, sur-tout de la part des propriétaires dont, suivant lui, on auroit entamé & détérioré les plus précieuses possessions.

La

La vérité est que ces percées ordonnées en 1786, ne l'ont été qu'à la requête des communautés qui y avoient intérêt & à travers les bois qui leur appartiennent; que la demande en avoit été formée il y a dix ans; qu'ayant été renouvelée en 1783, j'ai attendu jusqu'en 1786 à y statuer, afin d'avoir les avis des Grand Maîtres & tous les renseignemens qui pouvoient en constater l'utilité; que cette utilité a été généralement reconnue; & que depuis l'exécution de l'arrêt, les habitans ont encore renouvelé dans plusieurs délibérations, les témoignages publics de leur contentement."

M. de Calonne ayant réfuté victorieusement ces cinq chefs d'accusation, conclu ainsi :

" A présent, Sire, que j'ai répondu à toutes les accusations, à présent qu'il est démontré, 1^o, que tout ce qui s'est dit sur les acquisitions & échanges, est exagéré, injuste, & sans fondement; 2^o, que l'opération de la refonte des monnoies d'or ne doit m'attirer que des éloges, & qu'il n'y a que la plus atroce calomnie qui puisse m'y imputer
aucune

aucune manœuvre; 3°, que ce n'est que par de fausses couleurs & des interprétations envenimées, qu'on a pu présenter comme une faveur accordée clandestinement à l'agiotage, les moyens employés légitimement pour le soutien du crédit; 4°, que par le compte de toutes les extensions d'emprunt, il est constaté qu'il n'y en a eu aucune qui ne fût nécessaire, qui n'ait été autorisée par Votre Majesté & employée pour le bien de l'Etat; 5°, enfin, que toute ma vie & l'opinion publique repoussent loin de moi le soupçon d'abus d'autorité; j'ai certainement le droit de conclure que la plainte de *déprédation des finances* qu'on fait rouler indéterminément sur ces cinq chefs, porte à faux de tous les côtés, & n'a pour base que des dénonciations chimériques.

“ Ces dénonciations sont sans doute excusables par la rumeur qui les a précédé: mais qui peut excuser ceux qui ont faite naître cette rumeur; ceux qui, au lieu de s'efforcer de l'étouffer, ont paru notoirement la favoriser? Ont-ils pu se dissimuler le danger de supposition vraiment incendiaire, devenue aujourd'hui le mot de ralliement d'une diffama-

tion scandaleuse qui attaque autant, Sire, la sagesse de votre Gouvernement que l'intégrité des dépositaires de votre confiance ? Ne diroit-on pas que depuis trois ans & demi le Trésor Royal ait été livré au pillage, & que Votre Majesté, qu'on ne peut pas supposer avoir eu l'intention de le souffrir, ait eu les yeux tellement fascinés qu'elle ne s'en fût pas apperçue ? Comme si tous ceux qui ont eu l'honneur de travailler avec elle, ne sa-voient pas & ne devoient pas attester qu'il est impossible de donner une application plus constante aux affaires de son royaume, d'en suivre toutes les parties plus attentivement, & d'être plus éloigné qu'elle l'est d'abandonner les finances de son Etat à la discrétion d'aucun de ceux qui en ont le maniement.

“ Qui peut calculer les suites de la fermentation générale qu'on a excitée en faisant, ou laissant circuler cette téméraire & funeste calomnie ? J'en ai senti les conséquences, dès le moment que j'en ai vu jeter le germe au milieu de l'Assemblée des Notables ; lorsqu'un jeune Militaire plein d'honneur, mais ivre de l'amour de la célébrité, se lais-

fa

sa entraîner à proférer le premier, ce reproche de *déprédation* dont en même tems il faisoit bien voir qu'il ne connoissoit pas la valeur, par le ton d'incertitude, les doutes sur tous les faits, & les hésitations continuelles qui annulloient dans sa propre bouche, la dénonciation qu'il avoit signée : tels ceux qui ne sont pas nés pour la cruauté, n'enfoncent que d'une main tremblante & mal assurée, dans le sein de leur bienfaiteur, le poignard dont une passion violente ou de perfides conseils les ont armés.

“ Je n'ai pas confondu l'instrument avec la cause ; je savois & je rapportois à leur principe les ressorts qu'on faisoit mouvoir, j'étois averti des délations successives qu'on avoit préparées, des mémoires qu'on s'étoit fait donner ; je reconnoissois à chaque pas l'adroit moteur accoutumé à faire servir les autres à ses desseins secrets ; & je voyois clairement à travers le rideau de cette intrigue, qu'on vouloit qu'une apparence d'opinion publique secondât les insinuations souterraines dont on circonvenoit Votre Majesté.

“ Mais je croyois être sûr de déconcerter tous ces efforts, & d'effacer ce qu'ils auroient produit d'impression, lorsque viendrait le moment marqué par Votre Majesté elle-même, pour l'examen de la balance générale des recettes & dépenses, ainsi que pour la fixation des moyens qui devoient remédier promptement au déficit.

C'est alors que je comptois mettre dans le plus grand jour la situation des finances, prouver l'exactitude des résultats que j'avois annoncés, réduire en même tems à leur juste valeur les conséquences qu'on en devoit tirer, & faire voir par le développement des causes qui avoient amené successivement la disproportion existante entre la recette & la dépense, qu'il n'y avoit ni sujet de l'imputer à aucun défaut de vigilance dans l'administration, ni doutes sur la possibilité de rétablir l'équilibre sans occasionner aucune secousse convulsive, & sans surcharger le peuple.

C'est alors aussi que je devois présenter le tableau général où j'aurois résumé & les réductions économiques que Votre Majesté m'avoit chargé d'annoncer, & la diminution
de

de dépense annuelle, qui seroit résultée d'un arrangement relatif aux remboursemens à époque ; & les bonifications de revenu qu'une répartition plus exacte, un meilleur ordre dans les recouvremens, & une disposition nouvelle pour la comptabilité, auroient procurées ; & des vues pour détruire l'agiotage dans son principe ; & d'autres vues très-importantes pour le crédit national : & la preuve arithmétique de la suffisance de tous ces moyens réunis, pour mettre les revenus au niveau de la dépense, & néanmoins effectuer en même tems les soulagemens destinés par Votre Majesté à la classe la moins aisée de ses sujets,

“ Cette dernière partie du travail, qui avoit été réservée pour la 4^{ème} division de tout l'ensemble, & qui devoit en être le complément définitif, m'avoit toujours paru être la plus essentielle ; & c'est sur elle que j'avois fondé ma sécurité au milieu des difficultés trop exagérées, que les discussions préliminaires des trois autres avoient fait maître. J'étois, comme je l'ai toujours témoigné à Votre Majesté, dans la ferme confiance que les observations des Notables,

inspirés par leur zèle, & tendantes au bien général, pourroient, sans changer l'esprit ni le base du plan adopté par Votre Majesté, se concilier avec les nécessités de l'Etat : l'événement s'est accordé avec mon opinion. J'étois sûr, aussi que par des calculs très-corrects & appuyés de pièces nullement susceptibles de controverse, j'aurois éclairci tous les doutes qui s'étoient élevés tant sur la véritable consistance du déficit que sur son origine & ses progrès ; j'avois fort à cœur que mes assertions à cet égard fussent constatées par l'examen le plus approfondi ; & j'avois proposé à Votre Majesté qu'en ce qui concerne la situation de 1781, elles le fussent contradictoirement avec M. Necker lui-même, en présence d'un nombre suffisant de Commissaires choisis dans l'Assemblée des Notables. Il me paroissoit évident qu'après cette vérification, & lorsque tous les renseignemens raisonnablement désirables, auroient été fournis sur tous les points, des opinions fixes succédroient à d'utiles débats, & des résolutions calmes au trouble inquiet que le premier apperçu d'un grand vuide avoit pu naturellement occasionner.

“ Il est impossible de ne pas regretter que cet examen n'ait pas eu lieu complètement, quand on considère les dangereux effets qu'a produits une incertitude qu'il étoit bien important de ne pas laisser subsister. L'objet de l'Assemblée étoit d'éclairer la nation sur l'état des finances, pour faire sentir la nécessité d'y remédier par de grands moyens : & cependant il semble que cet état soit encore enveloppé de nuages impénétrables. La crainte les épaisit, l'intrigue en abuse ; & ils entraînent à leur suite la défiance, la consternation, le bouleversement de toutes les idées.

“ Comment l'opinion publique ne seroit-elle pas égarée, lorsque celle même du Ministère se montre vacillante ; lorsque le Chef du Conseil de vos finances, dans un discours prononcé en présence de Votre Majesté à la dernière séance de l'Assemblée des Notables, en parlant du déficit qui suivant le résultat des comptes étoit de 114 millions 866 mille livres, annonce que *quelques bureaux l'ont porté entre 130 & 140 millions, que quelques-uns l'ont porté encore plus loin, & que le terme moyen de leurs recherches peut être fixé à 140 millions ;*

mettant ainsi la possibilité d'une évaluation estimative à la place d'un résultat certain, & se réduisant en conséquence à ne présenter lui-même la situation des finances que comme *presqu'entièrement éclaircie* ?

“ Quelle impression n'a pas dû produire dans toute la France, & dans l'Europe entière, une telle incertitude avouée aussi solennellement, & dans une telle circonstance ? Ne m'est-il pas permis, Sire, n'est-il pas même de mon devoir, de mon honneur, & de l'intérêt public de soutenir & protester hautement que quand, par mes premiers états remis à Votre Majesté à la fin de 1786, j'ai compté le déficit sur le pied de 111 à 112 millions, sans y avoir compris l'intérêt d'un cautionnement de 70 millions survenu depuis ; & quand ensuite, dans les états communiqués par vos ordres aux Notables, il a été fixé à 114 millions 866 mille livres, en y comprenant cet intérêt, il a été calculé avec l'exactitude la plus irréprochable ; que même il n'a été porté à un taux si élevé qu'en comptant 12 millions pour les dépenses imprévues, & mettant au rang des dépenses annuelles, les 50 millions & plus, de

de remboursemens à époque, qui devant s'étendre presqu'en totalité dans l'espace de dix ans, auroient pu n'être comptés que pour moitié ; qu'en conséquence il ne peut y avoir aucune bonne raison pour grossir davantage ce déficit, & pour le faire flotter entre 130 & 150 millions."

M. de Calonne affirme, et fait appercevoir que le déficit ne peut pas être porté au delà de l'évaluation précise qu'il en a donnée. Il fait sentir que l'incertitude que le gouvernement a montrée sur la véritable situation des finances, est le principe des idées fausses, & pernicieuses qu'on s'en est formées.

“ Quand on a vu le Gouvernement lui-même annoncer que l'état des finances n'étoit pas entièrement éclairci ; quand on a su que l'Administrateur en chef avoit écrit & publié *qu'il étoit sorti des sommes considérables du Trésor Royal sans autorisation* ; quand on l'a entendu parler sans cesse de profusions, de gaspillages, & du désordre dans lequel il avoit trouvé les affaires ; quand son co-opérateur subordonné, à qui tant de fois j'ai rendu justice,

justice, oubliant celle qu'il me devoit, & ce qu'il devoit au maintien de la confiance, a paru adopter le même langage, par un effet trop commun de cette foiblesse qui rend toutes les vertus inutiles; enfin quand les rigueurs de mon sort ont semblé confirmer les inculpations de mes ennemis, alors les plaintes, les murmures, les déclamations ont éclaté de toute part sans aucune mesure; l'opinion d'un délabrement affreux dans les finances causé par une dilapidation sans exemple, s'est répandue, s'est accrue en circulant, & bientôt est devenue presque générale. Il n'y avoit pas de vraisemblance à imputer le mal à celui qui volontairement en avoit découvert la profondeur, & qui s'étoit livré à l'examen le plus solennel : mais le Gouvernement sembloit le dénoncer ; le mécontentement de Votre Majesté sembloit le condamner ; quelques traits, plus faciles à croire qu'à discuter, sembloient autoriser à en présumer beaucoup d'autres : en falloit il davantage, avec le souffle de l'intrigue, l'influence de la faveur, & la marche rapide de la calomnie, pour entraîner la crédulité publique ?

Voilà,

“ Voilà, Sire, comment s’est formée & propagée la rumeur de déprédation, qui est devenue aussi nuisible au bien de votre service qu’injurieuse à mon honneur. Elle a pu exciter le zèle de quelques magistrats ; elle a ranimé en d’autres d’anciennes préventions ; & tel semble en triompher qui ne seroit pas mon ennemi, si je l’avois été moins de ce qu’il ose aujourd’hui m’attribuer.

“ MAIS ce qui a dû faire le plus d’impression, ce qui semble avoir autorisé les Cours à consigner dans leurs arrêtés & remontrances, comme une vérité reconnue, cette chimérique supposition d’une déprédation inouïe dans les finances, c’est le silence que le Gouvernement a gardé jusqu’à présent sur une assertion si remarquable & si souvent répétée. Ce n’étoit rien que les libelles les plus atroces l’eussent proférée impunément, & se fussent efforcés de la faire croire au peuple par des calculs qui, quelque absurdes qu’ils soient, font toujours sensation dans le premier moment ; on a pu penser que l’excès des faussetés, & la grossièreté des injures, suffisoient pour que
de

de pareilles productions demeurassent plongées dans le mépris qui leur est dû : mais ce qui n'a pu échapper à l'attention générale, c'est que le premier de vos Parlemens, Sire, ait affirmé publiquement & sans être contredit, *que vos peuples voient avec effroi une déprédation si excessive qu'elle ne leur paroît pas même possible*, & que cette proposition prononcée dans un discours adressé à Votre Majesté elle-même, au milieu de l'appareil le plus imposant de la souveraineté, sans qu'ensuite rien de contraire soit émané du Trône, ait paru acquérir le droit de se reproduire avec plus de développement & sous des traits encore plus chargés, dans les délibérations de toutes les autres Cours,

“ Et en effet, 15 jours après, on a vu paroître & se répandre avec profusion, dans tout le royaume, & dans les pays étrangers, un arrêté du Parlement du Dauphiné, qui va beaucoup au-delà des suppositions les plus choquantes qu'on eût encore jetées dans le public.

“ Ce n'est plus seulement l'allégation de
130 millions d'accroissement d'impôts depuis le
com-

commencement du règne de Votre Majesté, erreur déjà énormé qui se trouve dans l'arrêté du Parlement de Paris du 13 Août : mais c'est une charge accablante de plus de deux cens millions, qu'un génie malfaisant auroit ajoutée aux charges existantes sur les peuples.

M. de Calonne cite l'arreté du parlement de Dauphiné, qui porte à près de cinq milliards les dilapidations qu'on suppose s'être faites dans l'espace de trois ans et demie.

Quelque ridicule que doive paroître la supposition d'une depredation qui seroit d'une somme plus forte que le numeraire de toute l'Europe, M. de Calonne croit qu'étant repetée successivement par plusieurs parlements, et consignée dans leurs registres, elle ne peut être sans danger, puisque quand on ne croiroit que le quart d'une allegation appuyée par le concours de temoignages si respectables, il y en auroit encore assez pour irriter la nation la plus douce, et ternir le regne le plus respectable.

C'est là ce qui l'indigne : „ Car pour lui même il n'a point à craindre, qu'on puisse

puisse sérieusement le croire coupable d'avoir dévoré, ou dilapidé des milliers de millions, lors qu'on ne pourroit pas même l'accuser de s'en être approprié un seul ; lors qu'il devient de jour en jour plus certain, qu'a peine il à pû conserver une partie de la modique fortune qui lui appartient par des droits aussi legitimes, que ceux qu'aucun particulier puisse avoir pour ses propriétés ; enfin lors qu'il n'a enrichi, ni aucun de ses parents, ni aucun de ses plus intimes amis."

Il desie ensuite d'articuler aucune de ces prétendues depredations, il demande que son accusateur se nomme, et que la tête de celui, qui sera convaincu d'être ou calomniateur, ou coupable, en reponde.

" Mais ajoute t'il, si ma justification est complete, dois je en demeurer là, lorsque la verité reclame une autre vengeance bien plus importante, celle de l'injure qu'on fait à la sagesse de votre Gouvernement, & à votre amour pour vos Peuples ?

" C'est outrager, Sire, la sagesse de votre Gouvernement que de supposer que vous
 2
 auriez

auriez ou ignoré ou toléré *une déprédation si excessive qu'elle ne paroît pas même possible, une dilapidation telle que les annales de la monarchie, ni l'histoire ne présentent aucun exemple qui en approche.*

“ C'est outrager votre amour pour vos peuples, que de publier que depuis le commencement de votre règne, la masse des impôts est augmentée de *cent trente millions*, sans y comprendre ce qui peut résulter des nouveaux édits ; que les contributions qui composent les revenus de Votre Majesté, s'élèvent à *six cens millions* ; qu'elles arrivent à *excéder les deux tiers du produit de tout le sol du Royaume* ; que même elles vont aujourd'hui *aux trois quarts de l'entier revenu territorial de la France*. Le progrès de l'exagération a été jusques-là.

“ Mon zèle pour la gloire de Votre Majesté, mon attachement à votre Personne, mon amour pour ma Patrie, ne me permettent pas de me taire sur de pareilles suppositions. Non, Sire, lorsqu'on méconnoît vos soins vigilans, lorsqu'on jette des doutes sur vos sentimens paternels, lorsque votre

réigne

régné est calomnié, la voix de votre fidèle serviteur ne sera pas étouffée par la disgrâce ; elle ne sera retenue par aucune crainte ; elle se fera entendre aux quatre coins de l'Europe, pour anéantir l'impres-
sion qu'a pu faire l'infidèle tableau qu'on a donné de votre Gouvernement, & de l'état de votre Royaume.

Les Parlemens dont, malgré le déchaînement auquel ils semblent se livrer contre moi, je n'attaquerai jamais les intentions, ne fauroient me blâmer de m'élever avec force contre les résultats chimériques qu'on leur a fait adopter. Je connois leur zèle ; j'ai indiqué la source de leur erreur ; j'en ai moi-même présenté l'excuse ; & je crois les servir en les détrompant.

“ Ils ont assis d'abord sur des bases très-imparfaites, le rapport des tributs de la nation, au produit du territoire, lorsqu'ils l'ont supposé être comme de 600 à 800, ou à 900, tandis que, par les calculs les plus approchans de la vérité, ce rapport est comme de 500 à 1500.

“ En

“ En effet, d'un côté les impositions qu'on porte à fix cens millions, ainsi que le revenu de l'Etat, ne doivent être comptés que pour cinq cens au plus. Elles n'entrent que pour 458 millions dans les 475 qui forment le revenu total de Votre Majesté. Il est juste d'ajouter à ces 458 millions les frais de recouvrement qui sont également à la charge des contribuables : mais il faut faire attention que sur le total de ses frais, qui, suivant le compte qu'en a donné M. Necker, ne va qu'à 58 millions, & qui certainement ne peut pas être estimé au delà de 60, il y en a 23 à 24, qui s'acquittent par le Trésor Royal, & se prennent sur les 458 de recette. Ce n'est donc que 36 ou 37 à y ajouter; ce qui ne feroit que 494 à 495 millions pour le produire brut de toutes les contributions, en mettant même la loterie au rang des impôts.

“ Il est vrai, & c'est probablement ce qui aura occasionné la méprise, que dans le **Traité d'Administration des Finances**, un tableau très-bien fait des contributions des peuples, semble en élever l'universalité jusqu'à 585 millions; mais qu'on examine

G

dans

dans quel sens l'auteur présente cette évaluation ; qu'on fasse attention aux explications que M. Necker a eu soin de donner sur chaque article, on verra que déduisant de son résultat général, d'abord le troisième vingtième qu'il a compté, & qui n'existe plus ; ensuite les articles qu'il a retranchés lui-même dans un second aperçu, comme n'étant pas des contributions proprement dites, ni qui soient objets de recette ; ensuite celles des répartitions du Clergé qui ne servent qu'à l'acquittement de la propre dette de ce corps, qu'il ne seroit pas juste de confondre avec les tributs annuels ; ensuite la part que les étrangers supportent dans les droits de consommation ; enfin quelques parties d'octrois, qui étant reprises dans le paiement de certains pays d'Etat, feroient double emploi si on les comptoit séparément ; & quelques autres, qui n'étant que des cottisations volontaires productives d'avantages locaux, ne peuvent être considérés comme des impôts ; il en résulte que ses calculs s'accordent parfaitement avec le mien, & je ne doute pas que, s'agissant de compter à quoi monte la somme totale des contributions que les sujets du Roi paient
présentement

présentement & qui forment les revenus de Sa Majesté, il n'affirmât avec moi, qu'elle ne va pas au-delà de 495 millions, y compris tous les frais de recouvrement.

“ D'un autre côté, s'il n'est pas aussi strictement démontré que le produit des 27 mille lieues quarrées qui composent le territoire de la France, s'élève à la valeur de plus de quinze cens millions, c'est du moins ce que le résultat des combinaisons les mieux fondées, & le terme moyen de divers calculs faits avec tout le soin possible, peuvent établir de plus certain. Cette évaluation modérée est la seule à laquelle on doive s'arrêter, jusqu'à ce qu'on ait à y opposer des recherches aussi approfondies & vérifiées par autant de comparaisons proportionnelles, que le sont celles qui ont été rassemblées & discutées sous mes yeux.

“ J'ai donc droit d'affirmer, Sire, que les contributions de vos peuples, au lieu de s'élever au-dessus des deux tiers, & jusqu'aux trois quarts de l'entier production territoriale de votre Royaume, ne vont tout au plus qu'au tiers.—Il m'a paru important de ré-

tablir cette vérité, pour que le fardeau déjà très-lourd que supportent vos sujets, ne soit point exagéré à leurs yeux, & que la richesse naturelle de votre Etat ne soit pas dépréciée aux yeux de l'Europe."

M. de Calonne après avoir démontré l'erreur des calculs sur le montant des contributions du Royaume, et sur leur rapport avec le produit territorial, trouve encore plus important de détruire l'allegation, que depuis le commencement du regne de sa Majesté, il y auroit déjà pour 130 millions d'accroissement d'impôts ; il fait voir qu'il n'y en a eut effectivement que pour 32 ; et il entre dans tous les détails nécessaires pour constater cette vérité ; il revient ensuite à la supposition d'une depredation de plus de quatre milliards ; et pour l'honneur du gouvernement, plutôt que par le besoin de se justifier d'une pareille absurdité, il pulverise les faux raisonnements qui ont induit les parlements à l'adopter. Nous transcrivons tout cet endroit intéressant de la requête, jusqu'au morceau touchant qui termine la première partie.

J'ai

“ Je proteste plus que jamais en ce moment, que je fais abstraction totale de moi-même, en exprimant le sentiment que j’éprouve lorsque je vois une fausseté aussi révoltante s’introduire jusques dans le sanctuaire de la justice, s’y revêtir des formes imposantes que donnent les délibérations solennelles, & s’approprier ce concert de témoignages uniformes, que les Parlemens doivent réserver aux vérités les plus authentiques. En ce qui m’est personnel, rien ne m’étonne. Dès que je me suis vu, Sire, privé de votre appui, poursuivi par votre principal Ministre, livré aux ressentimens que j’ai encourus pour votre service, & bientôt après inculpé, même en votre présence, de déprédations incroyables, dont le silence du Gouvernement sembloit être l’aveu, je me suis attendu à tout ce qui m’arrive; j’y ai préparé mon ame; &, satisfait d’avoir conservé la possibilité d’une justification éclatante, je m’afermis de jour en jour dans la confiance de l’effet qu’elle doit produire sur l’esprit de Votre Majesté, même sur son cœur, & sur l’opinion publique.

“ Je l'avouerais cependant, né dans la magistrature, n'ayant jamais cessé d'être plus attaché qu'elle ne le croit peut-être, à ses véritables intérêts, & ne pouvant m'accoutumer à ne pas compter sur sa justice, je n'ai pu voir sans douleur & sans surprise, que les Ministres des Loix qui doivent être impassibles comme elles, semblaient devenir les instrumens & les organes d'un acharnement dont la cause ne sauroit leur plaire ; que les Parlemens dont le zèle s'échauffe avec tant de raison contre tout ce qui a le caractère oppressif, & qui réclament avec tant de force contre toute atteinte à la liberté ou à l'honneur non précédée d'instruction juridique, adoptassent sans examen, les perfides notions qu'on leur fait passer successivement ; qu'oubliant les conséquences de traiter un citoyen comme *convaincu d'avance*, ils appellent à grands cris sur ma tête une punition exemplaire, tandis qu'en même tems ils demandent de me juger ; qu'ils croient pouvoir diffamer publiquement, celui contre lequel ils n'ont encore acquis aucune preuve ; & que leurs arrêtés, particulièrement celui de Toulouse (peut-être devrois-je en être moins étonné), commencent par me couvrir de qualifi-

qualifications atroces, & finissent par supplier Votre Majesté de laisser informer sur ma conduite.

“ Mais est-ce à moi de me plaindre, lorsqu'on suppose que Votre Majesté auroit souffert qu'il se fît sous ses yeux une déprédation de quatre milliards ? Plus cette calomnie est gigantesque, moins je puis croire que je sois le but de son attaque. Ses coups passent beaucoup au-dessus de ma tête, & leur violence même empêche qu'ils puissent m'atteindre. Ce n'étoit point pour écraser un mortel, c'étoit pour faire la guerre au Ciel même, que les Titans conjurés lançoient d'énormes rochers.

“ Il ne me sera pas difficile de faire crouler ce colosse de dissipations vraiment fabuleuses ; il ne faut pour l'anéantir que découvrir les fondemens sur lesquels on l'a construit. Il porte sur deux bases : l'une, qu'il y avoit à la fin de 1783, un excédent de recette qu'on fait monter tantôt à 35, tantôt à 60 millions ; l'autre, qu'il y a présentement un déficit de 140 millions. On en conclut qu'un revenu de 175 millions, suivant la première version,

& de 200 suivant la seconde (ce qui correspond au capital de trois ou de quatre milliards), a été absorbé dans l'espace de trois à quatre années.

“ Mais premièrement, au lieu de ce chimerique excédent de recette à la fin de 1783, il est certain, comme je l'ai fait voir à Votre Majesté dans le grand Mémoire que j'ai laissé entre ses mains, & comme il est constaté par les comptes déposés au Contrôle Général, desquels j'ai conservé les doubles, que le déficit étoit alors de près de 80 millions. Je me sou mets à en donner les preuves les plus satisfaisantes ; & personne n'en pourra douter, à la vue des éclaircissémens détaillés sur les progrès du déficit, qu'on trouvera développés d'une manière à dissiper tous les mal-entendus, dans un écrit qui sera bientôt public.

“ Secondement, quoique les Parlemens puissent s'autoriser du discours de M. l'Archevêque de Toulouse à l'Assemblée des Notables, pour soutenir que le déficit actuel est de 140 millions, le fait est, comme je l'ai déjà établi, qu'il n'est que de 114 à 115
mi

millions tout compris, & qu'il n'y a pas plus de raison de le supposer plus fort, qu'il n'y en auroit de le supposer plus foible ; puisqu'une fixation qui ne peut être autre que la différence de la somme connue des recettes, à la somme connue des dépenses, ne sauroit être flexible à volonté.

“ Or s'il est constant qu'il y avoit 79 à 80 millions de déficit quand Votre Majesté m'a chargé de ses finances, & 114 à 115 quand elle m'en a ôté l'administration, il s'ensuit que dans cet interval, les charges de l'Etat n'ont été augmentées ni de 200 millions, ni de 175, comme on s'est permis de le répandre ; qu'elles l'ont été de 35 millions seulement,

“ Ces 35 millions ne sont, comme on peut le voir par l'état coté IX, que l'intérêt des 487 millions d'emprunts de différens genres qu'il a fallu faire pour payer les dettes de la guerre & autres dettes arriérées antérieures à mon administration.—Est-il supportable que leur emploi soit travesti aux yeux du peuple, au point de faire envisager l'acquittement des engagements les plus sacrés

crés de Votre Majesté, comme une dilapidation inouïe, comme une dépredation capable de deshonorer son règne ? Sur cela, je ne retiendrai pas mon indignation, & je dirai avec moins de force encore que je ne le fens, que quand je considère, non la crédulité qui a pu adopter une telle noirceur, mais la cause qui l'a enfantée & les effets qu'elle peut produire, mon sang bouillonne & se trouble, mes cheveux se dressent à la tête.

“ Qu'ils enseignent donc au Gouvernement, ces impitoyables détracteurs de tout ce qui en émane, ce qu'on pouvoit faire de mieux dans la position critique où se trouvoient les finances à l'époque où commence leur censure.—Nieront-ils qu'il resta à la fin de 1783, 210,794,000 liv. des dettes de la marine à payer ? Douteront-ils qu'en outre il y eût alors 169,303,000 liv. d'autres dettes & de différens arriérés, dont 80 étoient exigibles ? Contesteront-ils la réalité des 176 millions d'anticipations de cette même année 1783 sur l'année 1784 ? Ces trois parties de dettes dont j'ai remis les états détaillés à Votre Majesté, ayant été vérifiées & constatées, ainsi que le déficit annuel de

I

80 mil-

80 millions, qu'il y avoit alors & qu'on doit y ajouter, il faut bien qu'ils reconnoissent que le tout ensemble forme une masse de 645 millions qu'il y avoit à payer quand je suis entré dans le ministère ; & il est notoire qu'en même tems toutes les caisses étoient absolument vuides, tous les effets en discrédit, toute circulation de numéraire engorgée au point qu'il sembloit qu'il n'y eût plus d'argent.

“ Qu'ils disent donc ce qu'ils auroient fait dans ces circonstances incomparablement plus embarrassantes que ne peut le paroître la situation actuelle ; qu'ils disent ce qu'ils auroient pensé alors, si on leur eût annoncé qu'on feroit face à tout ; & que moyennant seulement une augmentation, qui ne feroit pas même à perpétuité, de 35 millions dans la dépense annuelle, on acquitteroit dans l'espace de trois ans, cette masse énorme de dettes & d'arriérés, sans manquer à aucun engagement, & en les remplissant au contraire avec un surcroit d'exactitude ; sans mettre le plus petit impôt sur les peuples, & en leur accordant au contraire des secours ; sans augmenter aucuns droits, & en supprimant

mant au contraire, ou allégeant plusieurs
 des plus nuisibles au commerce ; sans retarder
 aucuns des paiemens ordinaires, & en rap-
 prochant au contraire tous ceux qui étoient
 en retard ; sans interrompre aucun ouvrage
 d'utilité publique, & en les multipliant au
 contraire, entreprenant les plus désirables,
 & quadruplant les fonds du plus nécessaire
 à la défense du Royaume ; sans suspendre
 aucuns des remboursemens déterminés, &
 en y ajoutant au contraire d'autres rem-
 boursemens non exigibles ; sans négliger
 l'amortissement de la dette constituée, & en
 lui assignant au contraire de nouveaux fonds
 toujours croissans d'année en année, suivant
 une progression déterminée ; enfin sans de-
 mander aucune garantie contre les événe-
 mens extraordinaires, & en fournissant au
 contraire à tous les besoins imprévus de la
 guerre & de la politique : qu'on eût pris
 alors un tel engagement, je le demande aux
 frondeurs les plus décidés, je le demande à
 toute la France, le premier sentiment n'eût-
 il pas été de craindre qu'il fût impossible de
 le tenir, le second d'exalter d'avance l'admi-
 nistration par les soins de qui il seroit rempli,
 & de vouer une reconnoissance immortelle

au

au Souverain bienfaisant qui, en rémedian-
 à tant de maux pressans, prépareroit la pos-
 sibilité de prendre ensuite les moyens les
 plus efficaces pour extirper radicalement la
 cause ancienne du désordre des finances.

“ Or voilà, Sire, ce que vous avez fait ;
 voilà ce que j’ai exécuté sous vos commande-
 mens dans ce court espace qu’on ose au-
 jourd’hui représenter comme en temps de
 désordre & de dilapidations sans exemple ;
 —Mais quoi qu’on puisse dire, Votre Ma-
 jesté doit être sur que les trois à quatre
 années pendant lesquelles j’ai été honoré de
 sa confiance, ne feront jamais tache à son
 règne. Je viens de retracer en raccourci
 l’esquisse de ce que j’ai fait pendant cet in-
 tervalle ; j’en donnerai quelque jour le
 tableau plus en grand, avec toutes les pièces
 en dépendantes qui ne sont pas connues, &
 qui déposeront du moins de l’immensité de
 mon travail, en même tems qu’elles con-
 stateront l’attention suivie que Votre Ma-
 jesté n’a pas cessé de donner à toutes les par-
 ties de l’administration.

“ Il suffit pour ce moment qu’il soit af-
 firmé & prouvé :

“ Que

“ Que depuis 1783 le déficit ne s'est pas accru au delà de 35 millions.

“ Que cet accroissement est dans la juste proportion des emprunts qu'il a fallu faire pour payer les dettes antérieures;

“ Que le produit de ces emprunts a été employé en entier à cette destination; qu'il étoit même insuffisant pour y satisfaire, puisque la masse des dettes étoit de 645 millions, & que le capital des emprunts représentés par les millions d'intérêt, n'est que de 387 millions;

“ Que pour y suppléer ainsi qu'à l'insuffisance de revenus, il a été inévitable de recourir à de nouvelles anticipations & à d'autres ressources, jusqu'à la concurrence de 163 millions; ce qui a porté à 650 millions le total des emprunts, soit directs, soit indirects, qui ont eu lieu depuis le mois de Novembre 1783 jusqu'au mois d'Avril 1787;

“ Que

“ Que sur ces 650 millions on a satisfait aux 645 millions de dettes anciennes (*), on a couvert le déficit des années 1785 & 1786, on a emboursé ce qui restoit de rescriptions suspendues, on a fourni à toutes les dépenses imprévues & forcées que les événement politiques & différentes calamités ont occasionnées ;

“ Que la réunion de ces paiemens extraordinaires ayant surpassé de plus de 300 millions, le montant des ressources extraordinaires, l'acquittement du surplus n'a pu se faire que sur les améliorations & les économies ;

“ Qu'ainsi le raisonnement même qui a fait croire aux Parlemens qu'il y avoit eu plusieurs milliards de déprédations, dé-

(*) J'ai observé ci-dessus qu'il étoit encore dû 11 millions sur les dettes de la marine ; mais j'ai laissé plus de fonds & de reprises qu'il n'en falloit pour les acquitter. J'ai observé aussi que dans l'état des autres dettes arriérées il n'avoit été payé que 101 millions sur les fonds du Trésor Royal, le surplus ayant été soldé en rentes ou assignations à termes ; mais ces rentes & assignations entrent dans le compte général des ressources employées, & doivent aussi être comptées pour acquittement.

montre

montre en substituant seulement les calculs vrais aux calculs faux, qu'il n'y en a pas eu pour une obole ; qu'on ne peut même expliquer comment on a pu faire face au paiemens nécessaires qui sont rappelés dans les états produits, & qui tous ensemble vont à près d'un milliard, sans reconnoître les soins d'une gestion sage & intelligente ; enfin que l'administration qu'on diffame, n'a besoin pour son apologie, que de se mettre à découvert, comme elle l'a toujours désiré.

“ Ces vérités sont indestructibles ; ce sont les faits mêmes ; des faits constatés, des fait qui resteront inaltérables malgré les efforts que fait la calomnie pour les tenir de son souffle impur.

“ Ah ! qu'elle n'attaque que moi, qu'elle se borne à me déchirer sans cesse auprès de Votre Majesté, à fabriquer des histoires, à faire faire des libelles, à me prêter les traits les plus opposés à ma conduite ;—qu'on envenime tous les actes de ma vie privée, qu'on exagère tous mes défauts, qu'on me fasse passer pour frivole & inappliqué aux yeux de ceux qui ne connoissent pas l'étendue
des

des travaux sérieux & importans dont j'ai occupé toute ma vie ; — qu'après avoir conquis à l'Etat la soumission contributive du Clergé, je sois immolé à son ressentiment ; — que ma besogne soit tronquée, dénaturée, abandonnée ; — qu'on m'impute jusqu'aux embarras qu'on a causés, & qu'on veuille que j'en sois la victime expiatoire ; — que ma perte convenable à trop d'intérêts pour n'être pas jurée, soit poursuivie au-delà même du besoin qu'on en avoit ; & que l'intrigue qui ne peut se contenter ni de mon éloignement, ni de ma résignation à la nullité la plus absolue, s'inquiète encore de l'estime que Votre Majesté pourroit me conserver ; qu'elle s'acharne à m'arracher entièrement cette possession si chère à mon cœur ; — j'ai pu le souffrir en silence pendant quatre mois, & peut-être le même effort de prudence retiendrait-il encore ma voix ; peut-être la crainte de mêler mal à propos aux grands intérêts de l'Etat, la foible considération de mon personnel, prolongerait-elle de plus en plus le retard que j'ai apporté à ma justification :

“ Mais lorsque pour tâcher de me deshono-
rer on compromet l'honneur même du

H

règne

règne de Votre Majesté & la tranquillité publique; lorsqu'on laisse supposer que vous auriez souffert pendant plus de trois ans, des profusions extravagantes & des dilapidations capables d'entraîner la ruine de l'Etat; lorsque depuis six semaines une succession d'arrêtés de Parlement évidemment formés d'après le même Mémoire, & répandus dans le public par la voie de l'impression, attestent à la nation, sans être contredits, des excès de déprédation qui ont dû révolter, & dont cependant jusques-là il n'avoit pas été question; enfin lorsque déjà les papiers publics étrangers rapportant des extraits de ces arrêtés, annoncent qu'il en résulte que *la France est dans un état de détresse dont il n'y a jamais eu d'exemple*, & répètent d'après le Parlement de Grenoble, *qu'elle a reçu une plaie profonde & plus mortelle pendant les trois dernières années & demie, par les déprédations du Trésor Royal, que celle qu'auroit pu lui faire la guerre la plus longue & la plus désastreuse*; † de ce moment, Sire, il n'y a plus de motif qui doive m'arrêter; & le même principe qui me faisoit suspendre ma propre défense, la

† Vide the Daily Universal Register, Sept. 22, 1787.

rend pteffante dès qu'elle se trouve liée à celle de votre vigilance, ainsi qu'à la nécessité de détruire la fausse opinion qu'on a donnée de l'état de vos finances & des forces de votre empire: mon indignation même en pareil cas, est un devoir; & tant qu'il me restera une goutte de sang dans les veines, je ne discontinuerai pas de faire, comme j'ai toujours fait, tout ce qui est en moi, pour assurer de plus en plus à vos vertus le juste hommage qui leur est dû.—Que ceux qui ne montreroient pas la même intention, s'attendent qu'alors mon zèle ne garderoit plus pour eux aucun ménagement; & que toutes les fois qu'il s'agira de démasquer ce qui pourroit nuire à la considération de Votre Majesté dans l'Europe, ma plume deviendra un burin plus dur que l'acier, & qu'il en sortira des traits aussi brûlans que lumineux.

“ MAIS c'est assez sans doute d'avoir détruit l'erreur. La Nation, éclairée sur l'emploi des fonds consacrés à la libération de l'Etat, ne sera plus induite à croire qu'ils aient été indignement dilapidés; elle verra qu'on a plus acquitté qu'emprunté; vos Peuples, qui depuis quatre ans n'ont éprouvé que des

secours, des diminutions de droits, & des commencemens de soulagemens, reviendront de l'étonnement mêlé de consternation qu'on a dû leur causer en publiant que pendant le même tems, un vertige maléfaisant s'étoit emparé du Gouvernement pour combler leur misère : l'Etranger, instruit qu'il n'en a coûté pour l'acquittement de toutes les dettes arriérées qu'un intérêt de 35 millions, cessera de se fonder sur nos propres écrits pour nous supposer dans un moment de détresse & d'impuissance capable d'affoiblir le poids de notre influence politique, & le respect dû à la modération même de Votre Majesté : les Magistrats, que la rumeur dont j'ai expliqué la cause, & le témoignage du Ministre principal, & ma disgrâce, & tout ce qu'on a répandu ou laissé répandre, ont pu disposer à s'en rapporter trop facilement aux faux calculs qui leur ont été transmis, s'empresseront d'abjurer des erreurs qu'ils ont eux-mêmes déclaré incroyables, & dont ils ne peuvent se diffimuler le danger : ils trouveront de la satisfaction dans les vérités consolantes que j'ai démontrées par des explications lucides, & que je n'affirmerois pas en termes aussi précis,

précis, aux pieds du trône de Votre Majesté & en face de toute l'Europe, si je n'étois pas sûr qu'elles sont au-dessus de toute contradiction : détournant désormais leurs regards des affreuses chimères qu'on leur avoit présentées, ils ne verront plus que l'équitable comparaison de l'état où j'ai trouvé les finances, & de l'état où je les ai laissées ; ils ne rejetteront plus la réflexion naturelle qui ne permet pas de penser que celui qui volontairement a dévoilé la véritable situation des affaires, eût intérêt à la cacher : ils me sauront gré d'avoir eu le courage de sonder & découvrir la plaie qui depuis long-tems minoit le Royaume, d'en avoir provoqué le remède, d'avoir engagé Votre Majesté à consulter la nation, & à concerter avec eux-mêmes comme avec les autres Notables, les moyens qui seroient jugés les plus salutaires : ils sentiront que ces retranchemens économiques auxquels votre sagesse se livre d'une manière si touchante peuvent valoir un souvenir favorable pour celui qui, après en avoir constaté l'absolue nécessité, en avoit fait une des principales bases de son plan ; & qu'il est impossible que la nation me sépare totale-

ment de la reconnoissance qu'elle doit à
 Votre Majesté pour la sanction solemnelle
 qu'elle a bien voulu donner à une forme
 d'administration sollicitée depuis long-tems
 par le vœu général, & tendante à modérer
 par une distribution équitable le fardeau des
 charges publiques ; pour la proscription de
 la corvée ; pour l'entière liberté accordée au
 commerce des grains ; pour la résolution
 prise de reculer les barrières à l'extrême
 frontière ; pour la suppression d'une infinité
 de droits nuisibles à la circulation des den-
 rées ; & sur-tout pour la juste & bienfaisante
 exclusion de toute espèce d'exception, d'ex-
 emption & de privilège dans la répartition
 de l'impôt territorial : ils ne refuseront pas
 de me laisser jouir en paix de la satisfaction
 d'avoir eu quelque part aux travaux qui ont
 procuré tant de bienfaits, à ces travaux
 dont votre Garde des Sceaux, Sire, a si bien
 dit *qu'ils seront une époque mémorable du règne
 de Votre Majesté, & que nos descendans les
 compteront avec reconnaissance parmi les titres de
 gloire qui doivent honorer le Roi & la Nation :*
 enfin je me flatte, parce que je crois à la
 justice, que reconnoissant combien je suis
 éloigné d'être coupable envers Votre Ma-
 jesté

jesté & envers la Nation, ils regretteront de m'avoir dénoncé comme tel, lorsque leur zèle étoit animé par l'erreur qui me montrait à leurs yeux, comme la cause du mal dont j'ai fait connoître toute la profondeur.

“ Mais si je ne désespère pas de trouver ces dispositions dans ceux mêmes qui ont semblé se rendre mes accusateurs & que je ne crains cependant pas d'avoir pour juges, quelle confiance ne dois-je pas avoir dans la justice personnelle de Votre Majesté ; qui a vu mon travail, mes efforts, leur motif, la droiture, de mes intentions, la franchise de toute ma conduite, mon affection à son service, & le prix que j'attachois à l'espoir de n'être pas inutile à l'illustration de son règne !

“ Oui, Sire, pénétré de cette confiance, je me jette présentement à vos pieds. Je ne crains plus qu'on imagine que ce soit pour solliciter un pardon : j'y viens déposer la douleur amère où m'a plongé votre disgrâce ; j'y viens réclamer le sentiment qu'éprouvent les bons Rois à l'instant qu'ils reconnoissent qu'un serviteur irréprochable & dévoué avoit été noirci injustement. Vous serez ému ô mon Maître, de ce que j'ai

souffert ; vous m'ordonnerez de me relever ; & digne héritier des vertus d'Henri IV, quoique je ne sois pas un Sully, vous ne voudrez pas qu'ils croient que vous me pardonnez."

M. de Calonne se flatte que les preuves positives qui établissent, que des cinq chefs d'accusation, il n'en est aucun qui ait le moindre fondement, suffiront pour déterminer sa Majesté à déclarer, que parfaitement instruite de sa conduite sur tous les points, elle la juge entièrement irréprochable.

" Mais, dit il, si Votre Majesté préféroit que ma justification ne fût prononcée qu'après un examen juridique, soit que ceux qui m'ont inculpé auprès d'elle, au lieu d'avoir la générosité de reconnoître leur erreur, s'acharnassent à élever de nouveaux nuages, soit qu'il parût convenable pour l'intérêt public, qu'une accusation qui a retenti aux quatre coins du Royaume, & qui par les étranges suppositions auxquelles elle a donné lieu, semble compromettre tout à la fois la

sageffe

sagesse du Gouvernement, la tranquillité intérieure, & la considération au dehors, fût instruite & jugée solennellement; en ce cas je vous supplie, Sire, de considérer que ce n'est ni par la voie, toujours suspecte au Public, d'une commission, ni sous le voile épais dont notre jurisprudence couvre les procédures criminelles, que peut éclore cet éclaircissement authentique, qui, pour remplir son objet, doit se développer au plus grand jour.

“ Permettez-moi donc, Sire, d'insister sur l'alternative, ou de prononcer vous-même ma justification sur tous les points, ou de me permettre de l'obtenir par un examen public, & qui se fasse pour ainsi dire en présence de la Nation.”

M. de Calonne cite en faveur de la publicité de la procédure l'exemple des Romains, et celui de l'Angleterre. Il expose les trois parties de la procédure, qui à Rome precedoient la prononciation du jugement en toute affaire de nature à être jugée publiquement ; *l'accusation, la défense, et la louange.* Ce qu'il dit sur cette troisième partie
que

que les Romains appeloient *Laudatio*, ainsi que l'application qu'il en fait à la jurisprudence Britannique, est très remarquable.

“ Elle consistoit ” dit il, “ à recevoir les témoignages honorables que des personnes de poids & dignes de confiance pouvoient donner sur la bonne conduite de l'accusé, sur l'intégrité de sa vie, sur les actions qui le rendoient recommandable. Leur nombre étoit de dix, ou même au-delà s'il s'en présentoit d'avantage. — Quelle différence de législation ! En France, permettez-moi, Sire, d'attirer votre attention de Roi & d'homme sur ce contraste, en France à peine l'accusé peut-il, en certains cas seulement, obtenir, au dernier période de l'instruction, l'assistance d'un Conseil à qui tous les actes du procès ne sont pas même communiqués : mal instruit des faits qu'on lui impute, séquestré de tout le monde pendant que les témoins qu'il ne connoît pas sont entendus dans l'ombre du mystère, livré absolument à lui même lorsqu'il subit de longs & secrets interrogatoires sur des objets imprévus, troublé peut-être par l'idée de se voir à la merci d'un seul homme dont les questions
vari-

variées lui paroissent autant de pièges, son cœur flétri par la solitude, & découragé par les horreurs d'un long emprisonnement, n'est soutenu ni par les instructions de ses amis, ni par les regards de ceux qui s'intéressent à son sort !

“ A Rome, non-seulement le Patron de l'accusé pouvoit le guider à chaque pas de la procédure ; non-seulement instruit de tout, il pouvoit répondre lui-même à tout, suppléer à l'inhabileté, à l'embarras, à la faiblesse de son Client, & rédarguer pour lui les témoins, sans que ceux-ci courussent le barbare danger d'être punis de reconnoître leur erreur ; mais au défenseur justificatif se joignoient encore des défenseurs panégyristes, & la loi ne permettoit pas que celui qui toute sa vie s'étoit conduit avec honneur, qui pendant de longues années avoit bien mérité de sa patrie, dans les différentes places qu'il avoit occupées, qui pouvoit faire parler pour lui l'importance de ses services, fût réduit, au gré de l'intrigue & du ressentiment, à l'humiliation de ne paroître aux yeux de la justice que comme se défendant d'être coupable.

“ En

“ En France, qu'un homme long-tems estimé & chéri de tous ceux avec qui il a vécu, après être parvenu, par tous les grades honorifiques de son état, à une Place de grande importance, & avoir reçu des marques signalées de la confiance du Souverain, tombe en disgrâce, qu'il soit poursuivi par des ennemis puissans, & accusé d'avoir dissipé les deniers publics, sa vie passée est bientôt comptée pour rien ; les faux amis s'éloignent, les amis foibles se cachent, les vrais amis ne peuvent que gémir en silence ; les suffrages les plus respectables ne font d'aucun secours ; la Calomnie semble avoir seule le droit de se faire entendre ; diffamation publique, traits fabriqués dans les ténèbres, dépositions occultes, tout fert ses détestables efforts ; rien n'est permis à ceux qui pourroient être les soutiens de la Vérité.

“ A Rome, c'étoit sur-tout dans cette circonstance critique, qu'on recueilloit le fruit de l'estime des honnêtes gens & de la fidélité de ses amis ; on les voyoit comparoître avec l'accusé, environner sa défense d'un cortège honorable, & joindre la préconisation de ses services aux plaidoyers de ses

avo-

avocats : lui-même pouvoit, sans encourir en pareil cas le reproche d'arrogance, rappeler & faire valoir les actions louables de sa vie. Scipion, accusé par les Tribuns & par Caton lui-même, au lieu de se défendre, ne fait que rappeler l'époque de ses triomphes ; & le Peuple abandonnant ses accusateurs, le suit au Capitole pour aller en remercier les Dieux.

“ Cet usage de faire entrer dans la balance de la justice, les témoignages de mérite pour les peser avec les moyens d'accusation, n'est pas demeuré concentré dans l'enceinte de cette capitale de l'univers, il n'a pas péri avec elle. L'Angleterre, imitatrice en ce point, comme en plusieurs autres, de l'ancienne Rome, quoiqu'elle en ait rejeté les loix, reçoit aussi dans l'instruction des procès-criminels, les attestations honorables que peuvent faire en faveur de l'accusé, ceux qui sont en état de déposer de toute sa vie. On peut même dire que la Jurisprudence Britannique enchérit encore sur les précautions que celle des Romains avoient prises pour prévenir les effets des fausses accusations, & assurer à l'accusé tous les moyens possibles

possibles de défense. La manière de procéder devant les Jurés, qui est une institution particulière à la Nation Angloise, a cet avantage bien précieux pour la sûreté des citoyens, qu'elle les préserve du malheur d'être traduits en justice sur des imputations sans fondement, & exposés, par le seul effet de la méchanceté, aux dangers d'une procédure criminelle. L'accusation est discutée avant d'être admise; & si douze personnes au moins, du nombre des plus qualifiées de la province, ne s'accordent pas à trouver assez d'apparences de preuve pour permettre qu'elle soit intentée, elle est aussitôt rejetée, & ne peut avoir lieu.

“ La liberté des récusations y est d'ailleurs accordée à l'accusé, avec une telle étendue, sur-tout en matières d'Etat, qu'elle lui donne une véritable influence sur le choix des hommes qui doivent prononcer sur son sort, & qu'il n'a jamais à redouter leur partialité; il n'a pas à craindre non plus que sa vie ou son honneur dépendent d'une simple prépondérance dans le nombre des voix: aucune condamnation ne peut être prononcée que d'après une déclaration unanime des Jurés, qui

qui ne peuvent se séparer qu'après s'être réunis à un seul & même avis.

“ Du reste, la procédure est aussi publique en Angleterre qu'elle l'étoit à Rome. L'accusé y est également instruit de tout ce qu'il lui importe de savoir : il y a les mêmes facilités pour se faire aider par tels conseils & défenseurs qu'il désire ; ceux-ci ont la même liberté de prendre la parole pour lui, d'interpeller concurrement avec lui les témoins, & de leur faire les questions les plus capables de déconcerter la calomnie. Enfin l'accusé ne comparoît & ne répond que dans des lieux dont l'accès est ouvert à tout le monde ; & les témoins lorsqu'ils déposent, le juge lorsqu'il délivre son opinion, les jurés lorsqu'ils donnent leur *verdict*, sont tous sous les yeux du public.*

“ C'est cette publicité, Sire, que non-seulement je réclame en ce moment pour mon

* The prisoner neither makes his appearance, nor pleads, but in a place where every body may have free entrance ; and the witnesses, when they give their evidence, the judge when he delivers his opinion, the jury when they give their verdict, are all under the public eye.

mon affaire, qui par sa nature l'exige plus qu'aucune autre, mais que j'ose solliciter en même tems de votre justice, au nom de l'humanité, pour tous vos sujets. Elle seule peut les mettre à l'abri des erreurs involontaires des juges, & des noirs artifices de la calomnie; elle seule peut faire cesser le reproche qu'on fait depuis si long-tems à notre législation criminelle, de paroître ne tendre qu'à la destruction de l'accusé.

“ Vainement ceux qui veulent en excuser les vices, malgré le cri universel, se fondent, sur ce que la tranquillité publique exige cette espèce de guerre de la justice contre l'iniquité; comme si elle n'exigeoit pas à plus forte raison, & avant tout, la protection de l'innocence contre les attaques de la perversité. J'ai entendu, Sire, entreprendre en votre présence, l'apologie des formes établies par notre ordonnance criminelle; & bien éloigné de prévoir que jamais je dusse avoir un intérêt personnel à en désirer le redressement, j'observois dès-lors que, sans attribuer à cette loi respectable tous les maux qu'on sembloit lui imputer, on ne pouvoit s'empêcher de reconnoître que le mystère de l'in-

l'instruction étoit redoutable à la vertu même ; que le délaissement de l'accusé livré aux horreurs d'une prison, sans aucuns moyens de défense, sans aucune communication extérieure, le rendoit victime avant qu'il fût jugé ; que dans le cas où il se préservoit par la fuite d'une position si cruelle & si dangereuse, il étoit affreux que son absence entraînat sa condamnation ; & que la contumace, quand il s'agit de la vie ou de l'honneur d'un citoyen, tint lieu de preuve, tandis que le défaut n'en dispense pas pour obtenir le paiement d'une dette : qu'il étoit digne enfin de la bienfaisance de Votre Majesté d'exciter le zèle des Magistrats les plus éclairés à lui proposer une loi nouvelle qui fût telle que non-seulement il ne fût plus vrai de dire qu'en France l'accusation la plus absurde suffit pour autoriser la fuite du plus honnête homme, ce qu'exprime la plaisanterie si souvent répétée d'un Magistrat célèbre ; mais qu'au contraire l'innocence, à la moindre approche du soupçon, s'empresât de se jeter dans les bras de la justice, & d'invoquer l'examen des Tribunaux. Cette confiance, Sire, doit être la marque d'une bonne législation ; & aussi long-tems que les ter-

I

reurs

reurs contraires subsisteront dans vos Etats, il sera démontré que la jurisprudence criminelle y est très-imparfaite.

“ Jamais peut-être la nécessité de cette réforme ne sera plus sensible, jamais il n’y aura une occasion plus naturelle de la commencer d’une manière éclatante, que lorsqu’il s’agit d’une accusation qui intéresse la tranquillité de l’Etat, qui déjà détruite par des preuves claires aux yeux de Votre Majesté, paroîtroit devoir l’être encore aux yeux de tout le public, & qui, renvoyée sur ce principe au Parlement par une volonté particulière de Votre Majesté, pourroit l’être sous la condition expresse d’être entièrement instruite & jugée à l’audience. La Nation verroit avec des transports d’applaudissement & de reconnoissance un premier exemple de la publicité introduite dans la procédure criminelle ; & j’oublierois mes malheurs, s’ils devenoient la source d’un si grand bien.”

Nous terminerons nos citations par celle des six dernières pages de la requête, qui meritent d’être lues en entier ; et nous n’y ajouterons rien, parceque nous ne pourrions
rien

rien dire qui ne fut au dessous de l'impression qu'on ressent en les lisant.

“ Les plus grands Monarques, les Souverains les plus clairvoyans, ne sont pas à abri d'être trompés. Déjà Votre Majesté s'est apperçue qu'elle l'avoit été, lorsqu'on lui avoit allégué à l'époque de ma retraite, & qu'on avoit même trouvé moyen de faire certifier, qu'il ne restoit rien ou presque rien au Trésor Royal, qu'il étoit épuisé au point de faire craindre que les paiemens ne pussent pas être continués au-delà d'une ou deux semaines; quoiqu'il fût constant, comme il a été vérifié peu de jours après ma démission, par la représentation des états de caisses faite sur l'ordre de Votre Majesté devant deux de ses Ministres, qu'après l'entier acquittement de toutes les dépenses du mois d'Avril qui n'étoit alors qu'au tiers, il se trouveroit encore au Trésor Royal 22 à 23 millions de fonds effectifs tant en argent comptant qu'en valeurs à très courtes échéances; ce qui joint aux rentrées ordinaires de chaque mois faisoit commencer celui de Mai dans un état d'abondance remarquable, & d'autant plus surprenant que

le concours de plusieurs circonstances malheureuses avec les inquiétudes qu'on avoit affecté de répandre, avoient causé depuis deux mois, beaucoup de gêne dans les services & d'engorgement dans la circulation.

“ Par une fausseté aussi insigne & aussi démontrée, Votre Majesté peut juger des autres allégations qui l'ont suivie. Mon éloignement leur a laissé un champ libre, & bientôt après, l'envie de me perdre entièrement dans l'esprit de Votre Majesté, s'est donné carrière. Je viens de porter le flambeau de la Vérité tant sur les imputations particulières que sur la diffamation générale qu'elle a produite : mais ce que Votre Majesté appercevra mieux que personne, si elle veut bien tenir le fil des événemens, & ce qui bientôt sera démasqué à tous les yeux, c'est le but & l'artifice de la marche tortueuse qu'on a suivie sans être arrêté par la considération de tout ce qu'on compromettoit.

“ On avoit commencé par faire entendre que l'étrange fermentation qu'on avoit su exciter habilement dans l'Assemblée des No-

tables tenoit à mon personnel, à l'indisposition qu'ils avoient conçue contre moi, à la mal-adresse de ma conduite ; & que ma retraite calmeroit tout, termineroit tout, d'une manière satisfaisante, sans abandonner le fond des projets auxquels Votre Majesté paroïssoit atachée. Il a bien fallu se soumettre à maintenir d'abord la plus grande partie de ces projets, à les préconiser même ; & leur éloge oratoire est sortie de la même bouche qui en même tems en décrioit l'auteur : mais on en a rompu l'ensemble, on en a changé l'esprit, on en a detaché la partie uniquement bienfaisante, on n'a pris aucun des moyens qui devoient en assurer la prompte exécution, & exciter la reconnoissance publique. Au contraire, les impressions les plus sinistres sur l'état des finances ont été répandues, les idées les plus effrayantes sur les effets des désordres précédens, ont été accréditées, deux mois entiers ont été consommés à laisser germer ces funestes semences de murmure & de désespoir dans l'intérieur, de discrédit & d'inconfidération au dehors. Enfin, c'est après avoir déployé dans le plus grand éclat la plénitude de la puissance souve-

raine, qu'on semble reconnoître aujourd'hui qu'il eût été facile de s'en dispenser : c'est après que des actes de rigueur, suivis d'un arrêt foudroyant, ont paru annoncer & le mécontentement de Votre Majesté & la fermeté de ses résolutions, que tout d'un coup cédant à une résistance qui a bien servi les vues qu'on n'osoit avouer, on a proposé à Votre Majesté la révocation de loix formées d'après l'avis de l'Assemblée des Notables ; & de ce moment, ce qui avoit été étayé des plus puissans motifs, est abandonné comme insoutenable ; ce qu'on avoit exagéré sans fondement, on le diminue avec excès ; ce qu'en avoit trouvé insuffisant, paroît pouvoir suppléer à tout ; ce qui avoit été reconnu inévitable, cesse en un instant d'être nécessaire.

“ Je me ferois bien gardé, Sire, de dévoiler le tableau de tant de pernicieuses contradictions, s'il étoit possible qu'il demeurât ignoré, s'il n'étoit pas important que Votre Majesté en connût plus tôt que plus tard le principe : & s'il pouvoit être utile à son service, ou même tolérable en aucun sens, que

ce

ce qui ne peut échapper aux regards du Public, ne fût caché & couvert de prestiges trompeurs, qu'aux yeux de celui qui doit en être le premier instruit.

“ Je dois m'attendre que la révélation de ces terribles vérités irritera ceux qu'elle fait connoître, & donnera un surcroît de violence à leur acharnement ; j'ai encore plus à craindre, qu'ils ne s'efforcent de m'en faire un nouveau crime auprès de Votre Majesté, qu'ils ne cherchent à lui persuader que ma justification, quoique forcée, quoique différée aussi long-tems que l'embarras des circonstances a paru l'exiger, & pour ainsi dire jusqu'à la dernière extrémité, est capable de faire beaucoup de mal, qu'elle tend à échauffer les esprits, & que c'est afin de pouvoir attaquer l'Administration, que je suis sorti du Royaume,

“ Mais, Sire, que Votre Majesté, après avoir daigné lire attentivement toute ma supplication, malgré son inévitable longueur, s'en rapporte à elle-même sur le sentiment qui l'a dictée, & je ne craindrai pas que l'astuce

la mieux enveloppée triomphe encore par
 par une nouvelle surprise. Eh ! quoi, quand
 on me noircit par toutes les couleurs du
 mensonge, je n'appellerois pas à mon se-
 cours toutes les lumières de la vérité ? Quand
 une main perfide m'enlève les bontés de Vo-
 tre Majesté, je craindrois de lui en découvrir
 les plus secrets mouvemens ? Quand m'en-
 viant jusqu'au repos d'une retraite obscure
 on s'efforce de m'abreuver de déshonneur,
 je risquerois en me taisant, de paroître le
 mériter ? Et l'on me trouveroit violent
 quand je suis victime ! Et l'on se plaindroit
 que j'en dis trop quand je me retiens de
 toutes mes forces, pour n'en pas dire beau-
 coup davantage ! Et l'on m'accuseroit d'al-
 té rer par l'énergie de ma défense, la confi-
 ance publique qu'on annulle de jour en jour,
 tandis qu'on n'a pas craint d'en violer le
 dépôt quand il reposoit en mes mains, &
 qu'il paroïssoit inaltérable !—Croit-on faire
 toujours illusion ? Croit-on que cette fragile
 prépondérance de pouvoir, qui, tant qu'elle
 existe, en impose à la foiblesse, & captive
 l'intérêt, subjugué aussi la persuasion ? Je
 ne fais jusqu'à quel point on parviendra à la
 rendre

rendre muette au séjour de la dissimulation ; je ne fais si l'on empêchera qu'aucun de ses accens parviénne jusqu'au Trône de Votre Majesté : mais je suis bien sûr que si elle veut exiger la vérité de ses plus fidèles serviteurs, si elle ouvre quelque accès à la voix publique, si elle examine de ses propres yeux, d'un côté l'effet qu'a déjà produit dans l'Europe entière la comparaison de ce qu'on pensoit du crédit & des forces de la France il y a cinq mois, & de ce qu'on en pense en ce moment ; d'un autre côté le changement d'idée que doivent produire les faits constatés dans ma Requête, opposés aux suppositions de désastres & de déprédations inouïes qu'on avoit laissé publier ; elle aura bientôt décidé qui de moi ou de mes ennemis mérite le reproche d'avoir nui à son service, à sa considération, & à celle de son Etat.

“ Il seroit barbare que tel qui m'a réduit à une douloureuse expatriation, voulût encore en empoisonner les motifs & les effets, Je ne crains pas qu'on les juge d'après les sentimens qui régneront dans ma Requête ;
il

il n'y aura personne qui ne voie qu'ils ne respirent que zèle pour la gloire de Votre Majesté, qu'attachement à sa personne, que respect pour ses vertus. Ils sont d'ailleurs trop notoires ces sentimens qui ne sortiront jamais de mon cœur, je les ai professés trop hautement & trop constamment, pour qu'on puisse jamais croire que si au moment où ce que j'éprouvois m'apprenoit tout ce que j'avois à craindre, j'ai cherché ma sûreté hors du Royaume ç'ait été par aucune défiance de la justice personnelle d'un Roi dont j'ose dire que je connois mieux, & fais mieux connoître les grandes qualités que ceux qui ont tant d'intérêt à me faire perdre son estime. Je n'ai fui que les effets d'une première surprise ; j'ai prévenu ce que je savois m'être destiné par un ennemi qui ayant jetté le masque, n'avoit plus de ménagemens à garder ; déjà accusé dans le Cabinet, pouvant prévoir que je le serois bientôt en public, exposé à tous les ressentimens auxquels Votre Majesté fait que je m'étois attendu, froissé par tous les intérêts conjurés pour ma perte, & sûr qu'on n'épargneroit rien pour me priver de tous moyens de défense, j'ai voulu,

en

en conservant ma liberté, mes papiers, & ma plume, m'affiurer la conservation de mon honneur, & l'espoir de détromper Votre Majesté.

“ Tels sont, Sire, je vous en ait déjà rendu compte, & je crois devoir les retracer publiquement, tels sont les seuls & vrais motifs qui m'ont fait quitter à regret les Etats de Votre Majesté, & pour lesquels, après m'être retiré d'abord chez un Peuple votre allié, forcé ensuite, par l'accroissement des troubles qui l'agitoient, de m'en éloigner, je suis venu demander un asile à cette noble & fière Nation qui ne le refuse jamais au malheur, & que cet appanage honorable de sa liberté élève autant aux yeux de tout être pensant, que les flottes nombreuses qui couvrent ses ports, & l'industrielle activité de son immense commerce. La solitude profonde dans laquelle je m'y suis renfermé jusqu'à présent, pour me livrer tout entier aux soins de me justifier aux yeux de Votre Majesté, suffiroit seule pour prouver que ce soin dans lequel tous mes desirs & toutes mes pensées se sont concentrées, est l'unique
but

but pour lequel j'ai cherché une station sûre en pays étranger ; le même principe me la feroit abandonner, si, pour rendre ma justification plus éclatante, Votre Majesté vouloit qu'elle fût portée devant la première Cour de son Royaume, dans la forme & avec les sûretés que je lui ai demandé la permission de présenter comme inséparables de ma proposition.

“ Alors, Sire, je n'hésiterois pas ; je ne ferois arrêté par aucun des défavantages qui pourroient effrayer quiconque feroit moins persuadé que je le suis, qu'un tribunal aussi auguste est incapable de vouloir sacrifier à d'anciennes préventions mal-fondées, ou à des suggestions indignes d'influer sur ses décisions, celui qui se livreroit avec autant de confiance à sa justice : & si Votre Majesté trouvoit bon que l'examen solennel de ma conduite devînt le principe de la réformation de la jurisprudence criminelle, qu'elle valût à ses peuples l'introduction de procédures instruites publiquement, que l'époque de cette plaidoyerie solennelle fût celle de la première assemblée générale du Parlement depuis

depuis son rappel dans le lieu de ses séances ordinaires, & qu'elle servît à effacer totalement les impressions que des suppositions erronées ont pu faire dans la nation & chez l'étranger sur l'administration des quatre dernières années, sur l'attention vigilante que Votre Majesté n'a pas cessé d'y donner, & sur la situation des affaires de l'Etat, le jour où je verrois éclore tant d'avantages du sein même de mes malheurs, seroit le plus beau jour de ma vie ; ce seroit le triomphe de la Vérité sous un Roi qui s'en est toujours déclaré protecteur ; ce seroit la confusion de l'intrigue ; & peut-être ne seroit-il pas inutile pour le soutien du zèle patriotique, pour la consolation de l'humaine nature, & pour l'instruction des siècles à venir, qu'on vît un tel exemple de ce que peut l'innocence outragée, dans une ame fière & courageuse."

Ainsi finit cette requête digne d'intéresser tous les cabinets de l'Europe, de faire époque dans notre siècle, et de rester à la postérité. Nous laissons aux politiques à prévoir l'effet qu'elle doit produire ; mais comme échos de la voix publique nous ne pouvons douter qu'elle

qu'elle ne paroisse convainçante ; et ne la
 confiderant que comme litterateurs, nous
 ajouterons que nous n'avons encore rien lû
 qui reunisse auffi parfaitement la noblesse et
 la pureté du ftile avec la vehemence des
 mouvements oratoires, et l'energie la plus
 vigoureuse avec la sagesse la plus mefurée.

F I N.



E R R A T A.

Page 11, ligne 2 et 13, marquis de fourquet, *lisés* marquis
de fouquet.

- | | | | |
|-------|-----|---------------------------|---------------------------------|
| 18, | 16, | memoire que, | <i>lisés</i> memoire qui. |
| 23, | 10, | d'est, | <i>lisés</i> n'est. |
| 48, | 24, | destinati ^o d, | <i>lisés</i> destination. |
| 59, | 17, | rigueur, | <i>lisés</i> rigueur. |
| 64, | 1, | ordonnés, | <i>lisés</i> ordonneés. |
| 70, | 1, | inspirés, | <i>lisés</i> inspireés. |
| item. | 3, | le base, | <i>lisés</i> la base. |
| 81, | 3, | comptés, | <i>lisés</i> comptées. |
| item. | 10, | ses frais, | <i>lisés</i> ces frais. |
| 83, | 23, | l'entier, | <i>lisés</i> l'entiere. |
| 84, | 7, | des contribution, | <i>lisés</i> des contributions. |
| item. | 25, | le premiere, | <i>lisés</i> la premiere. |
| 87, | 10, | beaucoup, | <i>lisés</i> beaucoup. |
| 93, | 9, | en temps, | <i>lisés</i> , un temps. |
| 115, | 5, | à abri, | <i>lisés</i> à l'abri. |
| 115, | 13, | semain, | <i>lisés</i> semaines. |
| 118, | 3, | de rigueur, | <i>lisés</i> de rigueur. |



LIBRARY DOCUMENT

WINDMILL

SALONNE

A B R I O N E T

A

M E M O R A

M E M O R A

M.

A B R I D G M E N T

O F T H E

M E M O R I A L

O F

M. D E C A L O N N E.

ABRIDGMENT

MEMORIAL

ABRIDGMENT

KING

OF THE

MEMORIAL



TRANSLATION OF

M. DE CALONNE

MEMOIR

OF THE HOUSE OF COMMONS

AND OF THE HOUSE OF LORDS

IN THE YEAR 1790

BY J. CALONNE

A B R I D G M E N T

OF THE

M E M O R I A L

ADDRESSED TO THE

K I N G O F F R A N C E,

B Y

M. D E C A L O N N E,

MINISTER OF STATE.

TRANSLATED FROM THE FRENCH,

By W. W A L T E R.

L O N D O N:

PRINTED AT THE *Logographic Press*, BY J. WALTER,
PRINTING-HOUSE-SQUARE, BLACKFRIARS,
AND SOLD BY MESSRS. ROBSON AND CLARKE, AND T. HOOKHAM, NEW
BOND-STREET; MESSRS. ECERTONS, CHARING-CROSS; P. ELMSLEY,
STRAND; AND W. RICHARDSON, ROYAL EXCHANGE.

1787.

A B R I D G M E N T

OF THE

M E M O R I A L

A D V E R T I S E M E N T

ADDRESSED TO THE

K I N G O F F R A N C E

THE MEMORIAL

ADDRESSED TO THE

OF THE

I AM

THING

AND

THOUGH

KNOW

READ

LENGTH

TRADE

PROPERTY

FROM

AND

AND

AND

AND

AND

AND

AND

AND

AND

AND

AND

AND

AND

AND

AND

AND



T
form
of
I an
thin
and
tho
can
reac
leng
tra
prop
from

ADVERTISEMENT.

THE Memorial which contains the Justification of M. de Calonne forms, with the Appendix, a volume of 212 pages in Quarto. Although I am very sensible that it contains nothing but what is highly interesting, and which well deserves perusal, I thought that many persons who either cannot or will not spare the time to read publications of such considerable length, would be happy to have extracts of the most interesting parts, properly connected, and separated from the calculations, as well as from

A D V E R T I S E M E N T.

from the Appendix. By this abridgment, those who would wish to be acquainted with the substance and the spirit of this celebrated Memorial, will have an opportunity of gratifying their curiosity; the more so as the extracts offered to the public have the advantage of being literally selected from the most striking passages of the author. I cannot flatter myself that in giving this translation, I am able to express all the energy and beauty of the stile, nor will the idiom of the English language allow it. I trust, notwithstanding, that the ideas are as nearly collected as the nature of a translation will admit.

THE TRANSLATOR.

BLACKFRIARS,

Nov. 8, 1787.

The purport of this Memorial is announced
in these terms :

S I R E,

“THE man who has had the Administration of your Finances—he who has been honored with a seat in your most secret councils, without appearing unequal to the station which he filled, and who yet bears the title of Minister to your Majesty—the man who is amenable to you alone for the important trust you have reposed in his care, sees himself at this moment traduced, and impeached by your Parliament.

“ It is not, Sire, my private conduct of which they complain ; it is the whole of my administration which is attacked by a vague accusation, that embraces every thing, but speaks to no one particular object. Had I feared reproaches, I might not have ventured on those reforms which have given

B

rise

rise to the complaints that have been formed against me: it is after I had myself requested, and obtained your Majesty's permission to lay before the public the situation of your finances, that I am treated in a manner as if I had drawn suspicions on my administration, by endeavouring to conceal it; and the price of the most open conduct, is being accused of disloyalty.

“ In combating the hydra of privileges—of exemptions, and abuses, I acquainted your Majesty that I should bring on myself an host of enemies; I foresaw, that a powerful body, who had always triumphed over the attempts that had been made to subject them to the general contributions of the State, never would pardon my having succeeded to do it; but dangers were no discouragement to my zeal—events have given me no cause for repentance, and I think myself amply recompensed by whatever good has resulted from my counsel.

“ But could I expect that, even after yielding to the secret artifices of calumny without a murmur, I should yet become an
object

object of public accusation; and that imaginary crimes should be imputed to me at the moment when those measures of mine which were adopted by your Majesty, were extolled as acts that would immortalize your reign, and penetrate your people with the deepest sense of gratitude?

“ I was unacquainted with the objects of which I am accused, until the publication of the decree of the 10th of August last, which received the accusation of the Attorney-General, respecting *depredations in the finances, whether by exchanges, and acquisitions—whether by undue practices in the re-coinage of money, either by clandestinely appropriating the funds of the Royal Treasury to support a stock-jobbing destructive to the State, or by extending the ancient loans—whether, in short, by an abuse of authority of every denomination, committed in the Administration of the Finances, and measures depending on them.*

“ On this vague complaint—on these dubious alternatives—on these abuses of every denomination, it is, that the Parliament has permitted to inform against me.

“ I have not solicited the repeal of this decree—I have not endeavored to point out the insufficiency of it, or discuss whether it is proper that the Supreme Administration should be subjected to common jurisdiction: if the constitution of a monarchy allows the power of Parliament to scrutinize, and undertake to judge of what passes in the council, and even in the cabinet of the Sovereign; I doubt whether it is not a very dangerous principle that Ministers, who are often obliged to declare against the encroachments of the courts of justice, should be subject to their animadversions; that he especially, whose painful duties are the most liable to provoke criticism, and excite resentments, should be at the mercy of those whom he is obliged to dissatisfy. It is for your Majesty to consider in your wisdom the weight of these representations, and to prevent the consequences. You alone shall decide what in such a situation you owe to yourself—to your dignity, and to good order.

“ But my honor is attacked; and it is by an accusation, the notoriety of which, however

ever unfortunate it may be, is still much more inconsiderable, than the dark insinuations which have injured me, though made without my knowledge, in the esteem of your Majesty. I have now but one desire ; my petition has but one object, which is, that the truth may be made to appear ; and nothing could be more dreadful to me, than the order given by your Majesty to prohibit an investigation, if it could leave the smallest doubt on the purity of my Administration. No, Sire, I ask no assistance from authority, or favor ; the present is not the time to implore your goodness, when my conduct is arraigned : if after having been loaded with acts of kindness from you, I have committed any thing which makes it necessary to require your indulgence, I should never forgive myself, but would retire to the furthest corner of the universe to bury my shame.

“ It is, therefore, Sire, to your justice alone that I address myself, at this moment ; I implore it with that respectful assurance, which the severity of my fate has not been able to weaken ; nor will I suppose that I have lost the right to implore it, since jus-

tice is a debt of the throne, rather than a favor of the Sovereign.

“ My expectations have this object—that your Majesty will not leave me in a situation which may render it impossible for me to take any part, that does not either clash with my duty, or wound my honor; and that you will condescend to prescribe what ought to be, when a subject who is conscious of having served his King, and his country with fidelity, finds himself arraigned before a tribunal, to which it is not permitted him to submit, while it is not consistent with his honor to decline judgment.”

Monf. de Calonne then examines what measures Government can adopt to stop the judicial proceedings, which might be deemed contrary to the principles of Administration; this might be by suspended prohibitions—by a repeal of decrees—by removal to the presence of the King, or deputation of commissioners. He then points out the inconveniences of the different parts, and concludes with saying :

“ All

“ All these measures, Sire, permit me to say so with that freedom which your Majesty knows characterises me, all these measures are of no effect; they leave innocence attainted—excite reclamations, and appear to be a violence to all rule and order.

“ It appears to me therefore, that there are only two ways proper to be proposed to your Majesty: that of justifying me yourself, or that of authorizing my defence in the most solemn form: Deign, Sire, to allow me to explain myself in what manner I understand the one and the other.”

He then enters into an examination of five different heads of accusation ;

The first relates to the acquisitions and exchanges which his Majesty has made during his administration.

M. de Calonne mentions that he has laid before the King a circumstantial account of every thing that has been acquired, or exchanged since the month of October 1786 with his Majesty's decision on them.

“ It was impossible to render an account more exact, and more remote from every species of fallacy ; it was made of my own accord, and at a time when I certainly could have no suspicion that a criminal process would ever be instituted against me for measures framed by your Majesty’s authority, clothed in all the formalities which the laws prescribe, and in none of which I could have any interest. No, Sire, my personal interest has no concern in them : the only one imputed to me, and that indirectly, is concerning the exchange of the Lordship of Sancerre, of which there has been so much indecent, and injudicious clamor, when at the same time the conditions depending on its valuation have not yet been definitively determined. Your Majesty knows that throughout this affair particularly, I have rendered you an account with the most scrupulous attention, nor have I done any thing without your approbation.

To prove that the acquisitions, or exchanges which took place during his Administration, are not so considerable as is supposed, and that they have been maliciously exaggerated

exaggerated in order to foment a spirit of discontent, M. de Calonne enters into a detail of them: they are reduced to eight articles of acquisitions, and to five of exchanges during the three years, and a half that he presided over the finances.

Among the number of exchanges, the two they aim most to reproach him with, are, on the one hand the Lordship of Sancerre, where they say he is personally interested, and that of the Lordship of Anvillars, which belongs to the Marquess of Fouquet, his nephew. These two objects claim his particular attention. With respect to the first, which is not yet terminated, he explains every circumstance, of which he rendered account to the King at the time, and which proves that there cannot yet be any prejudice to the domaine.

In regard to the second object, he makes it appear that the estate ceded to the Marquess of Fouquet, is not of equal value to that he gives up to the King, and nevertheless, continues he, they have dared to say that there was on the part of his Majesty a prejudice of two thirds.

From

“ From this example, Sire, you may judge what degree of fidelity the memorial, I have quoted, deserves, and allow me humbly to express on this occasion, the astonishment—the indignation, and the horror that seized me, when I read that dark production of an ambitious spirit, which became the more ravenous, in proportion as its desires had been the longer restrained. I only knew of its existence—its origin, and the fatal purpose for which it was intended, when I received a copy, which would never have found its way to my perusal, if his desire to injure me more and more could have been satisfied with a first attempt. In this I discovered a clue to the plot, the texture of which I was in more than one manner acquainted with ; there I have seen the bud, reproduced since under different forms, which they have laboured to confirm by fictitious appearances of reality, and which they have made to filtrate even into parliamentary impeachments, at the same time that an appearance of condemning such measures was affected. To what well concealed snares—to what execrable artifices cloaked with a mask of zeal, and integrity,

is the justice of sovereigns exposed! Thus by an appearance of wishing only to discover to your Majesty a crying disorder concealed from your knowledge—thus, by only declaring an intention to prove the necessity of an active council of finance, as the only barrier to resist the pernicious consequences of an arbitrary system——thus, by appealing to, and perverting the principles of a Sully, and a Colbert, whose *manes* would regard with indignation an attempt to make their names subservient to intrigue, this memorial has attained its true end, which was to cry down the Administration, in order to overturn the Minister—to inspire distrust even upon measures the least compatible with a necessity of mystery—to alarm your Majesty with phantoms of impending embarrassments, and intruding on your attention by a rapid exhibition of pretended abuses, heaped in a confused manner to alarm by their numbers, and some of them too much particularized not to make an impression.

“ I can affirm, Sire, and could demonstrate, that this truly hellish production, contains
as

as many falsehoods as it does phrases—as many treacheries as it does arguments—as many facts mistated as quotations, and more venom, than the composition of the most infamous libel that has ever offended the eyes of your Majesty. There is no possibility of mistaking the hand that has traced it. Were there no other proofs, would not chance have taught me what I know? a striking mark, one of those by which iniquity almost always discovers itself, and which alone arises from being confronted by the contents of this memorial, and the conduct that has been since pursued—from the plans it lays down, with those that have been put in practice—from the calumnies it contains, with those which are endeavored to be supported by the appearance of proof—from the anxiety it discovers that your Majesty may not detect its falsehood, with the pains that have been taken to stifle all discovery—In short, from the intentions which discover themselves through every line, with the advantages they have drawn from it.”

M. de

M. de Calonne compares many articles of the anonymous memorial which was presented to the King while he was yet Minister of Finance, with what has been said, and done since he is no longer so, and makes it appear to whom it is natural to attribute it.

He then passes on to the second head of accusation, which is relative to the recoinage of the specie. M. de Calonne here expresses his surprize that any body could have contrived to make this the least ground for accusation against him.

“ If in consequence of my reiterated demands of their charges against me in regard to what they thought proper to term the *recoinage of all the money*, although the gold specie alone was what was recoined, I had not received through the medium of a friend a copy of the atrocious invectives that were propagated on this occasion, at the same time a detail of all that was done at the mint since my departure, I never could have conjectured how a measure so just in itself—so useful to the general welfare of the State—so advantageous to your own Finances, and
at

at the same time so profitable to all your subjects—a measure, the whole of which had been determined upon by your Majesty in council, regulated by laws that were registered, and executed under the inspection of the principal officers of your Mint—a measure, which in its full extent has been publicly known, and under the direction of the intermediate officers appointed by the State for the management of it, could become a subject of accusation against me.

“ When a man born with noble, and generous sentiments—who values hereditary honor transmitted to him by his ancestors upwards of four centuries, as his most precious patrimony—when a man has always shewed himself jealous of preserving it in all its purity, it is hard to conceive how he can be suspected of a vile interested spirit, or be guilty of an infamous speculation. The simple intimation of such a charge to a delicate, and susceptible mind is sufficient to make it shudder. Let those possessed of such sentiments judge how my mind must be, I will not say decayed, for nothing can depress it, but tortured, and torn to pieces,

when I am obliged to justify myself from pretended artifices of private gain, in the recoinage of public money.

“ Ah! Sire, you know me too well to believe me capable of it; I know you have always considered me as an honest man; such are always so high in your esteem; you, who deserve so well what has been often said, that no body is so much so as you are. Can you behold me without emotion reduced to the necessity of proving that I never lost sight of my honor? And can your Majesty refrain your anger, when you will clearly discover that this point of the charge has not only no appearance of reality, but that even the means by which it is supported, are on one hand in fact inexcusable errors, on the other, most horrible impostures, such as the supposition of a letter that never had any existence, and which, if it were true that the purport of it is quoted, must be a fabrication of the most criminal calumny.

“ Your Majesty, has not forgot two facts which were allowed by yourself, and by
your

your whole council, when I laid before them the report of the coins.

“ 1st.—The necessity of establishing a new proportion between the value of gold, and silver, and to recoin the gold specie for that purpose, that France should not continue to suffer an injury in its commerce, and exchange by the considerable inferiority there was between its proportion with that of foreign nations, particularly with that of Spain since its value was risen a fifteenth, as also for putting a stop to the exorbitant practice of exporting gold specie, which, together with the fraudulent melting of the gold coin, had become exceeding scarce.

“ 2d.—The necessity there was that the new *Louis d’Ors*, which, were intended by this alteration to undergo a necessary diminution in their weight to restore them to their comparative value with silver, far from losing any thing as to their standard, should have gained on the contrary in fineness all that foreign counterfeits, or imperceptible negligence in our own management could have introduced as an alteration on the whole in
the

the space of sixty years, which have elapsed since the last coinage."

Monf. de Calonne has joined to his remonstrance a particular memorial for the purpose of unfolding the whole operation respecting the recoinage of the specie. This memorial which is equally clear as ingenious, is the more interesting, as it is a matter little known; I have referred to it, and quoted the particular expressions in which it is announced.

" I shall establish, Sire, all these propositions with more detail in a separate memorial which is annexed to the end of this representation, and which contains some very interesting particulars. However abstracted this subject may be, I shall shew clearly the necessity—the use—the success, and the irreproachability of the measure I had the courage to undertake respecting the gold coin, being fully aware of the difficulties and the dangers of it, and not dreading its effects. Should your Majesty take the trouble to read this memorial, which is only an abstract, you will acknowledge the reason

C

there

there is to applaud the determination you adopted, the consequence of which not only stopped the draining of the gold coin out of the kingdom, but produced likewise an increase in it of more than forty millions—a benefit of at least sixteen millions to the nation, and a profit of about seven millions to the Royal Treasury.

“ Shall calumny then arm itself against me for the good I have done my country—shall my zeal be the foundation of my misfortunes !”

What follows, appears very extraordinary, and sufficient cause to excite indignation. It was given out, that on the death of one of the directors of the Mint, there was found under seal a letter from M. de Calonne, which directed, that the whole quantity of fine gold, which according to former orders was to have been added, should not be applied, at the same time that the director was authorized to carry the whole quantity to account. It was concluded that there had been by this manœuvre in the refinery, an enormous profit in the whole

whole fabrication of the Louis d'ors, and that without doubt the Minister must have had a considerable share.

Monf. de Calonne exclaims with the greatest energy against this calumny. He maintains that the orders given to increase the degree of fineness in the gold of the new Louis d'ors, never was revoked, or altered—that they were executed in every part of the kingdom, and that if any fraud was committed at Strasbourg only, and on a very inconsiderable part of the workmanship, that so far from giving it his sanction, he ordered a criminal prosecution against the authors of it. He affirms, that if there exists a letter which they pretend was written by him, and which is contrary to his first orders, it is a false and malicious fabrication, as he wrote no other, than what is printed in the appendix at the end of his memorial.

He lastly brings a positive proof against this atrocious allegation. It is a letter from a director of the mint at Strasbourg, son to a counsellor of the Parliament of Nanci, which

formally contradicts the false reports that were circulated of the letter written by the minister to his father. This letter is related at length in the appendix.

M. de Calonne concludes this Article thus :

“ This letter, Sire, which is a further demonstration, will discover to your Majesty what arts have been practised to disgrace me, and how humiliating it must be to a mind pure and honest, to be even under the necessity of combating the suspicion of a similar infamy. I may confess with truth that I have swallowed even to the dregs, this cup of horror : for not wishing to leave any one of the charges, which have reference to it, unanswered, I have replied in the margin to each article of the most circumstantial libel on that subject. I should hope that this detail would not be necessary to exculpate me in the opinion of your Majesty, but it appeared to me of the highest importance to the good of your service and the interest of the state, that no shadow of doubt should remain, concerning any thing

that has been practised in the gold coinage, and that not only your subjects, but likewise all nations, should be satisfactorily convinced of the full standard of the new Louis d'ors, and of their superiority in comparison to the old coin.

“ BUT how criminal are they, who sacrificing the public good to their private animosities, do not stop even to circulate reports capable of destroying public confidence—who, under pretence of the prevarication of one agent in an inconsiderable share, depreciate what was performed with the strictest honor in the aggregate—who, in short, regardless of the danger which always arises from the people's distrust of the coin, as well as every commodity, are daring enough to cry down, both at home and in foreign countries, an operation, the faithful execution of which it is of the highest national importance should be universally acknowledged!

“ And it shall be, Sire, in spite of their base endeavors. My justification shall establish the faith which is due to it—their
C 3 punish.

punishment shall stamp it. Were I culpable of the crime they wish to impute to me—had I turned to my own advantage what ought to have been appropriated, and which actually was appropriated to establish to the utmost the standard of your coins, death should be my punishment. What ought then to be the penalty of their calumny? In like cases, is it not a public crime?"

The third head of accusation M. de Calonne speaks more particularly to, as being that which it appears has been the most made use of to injure him in the eyes of the King. It consists in a pretence that he applied, in a clandestine manner, considerable sums issued without authority from the Royal Treasury to support *stock-jobbing*; meaning by that, to favor those who gambled in the funds.

As throughout the whole of this article, Mons. de Calonne is in direct contradiction with the Minister of France, the Archbishop of Toulouse, whom he presses very closely on the subject, I shall forbear any
 reflexion,

reflexion, and only quote the most remarkable sentences of the text,

It begins thus :

“ My greatest difficulty, Sire, in exculpating myself from having employed the funds of the Royal Treasury to support stock-jobbing, is having as my accuser your Minister himself, he who succeeds me as Minister of your Finances. If it were possible that I could doubt it—if he had continued to be on this point, as on the others, but the secret instigator, the soul, and under-hand fomenter of all the accusations against me; whatever indication I might have of his baneful influence—however easy it might be for me to trace the cause of it, I should not have exposed his pretended moderation—I should not have broken the silence that I imposed on myself in regard to him, from a respect to the very character your Majesty has honored him with, and still more by a fear of hurting the good of your service in weakening the confidence necessary to the duties he fills; but now that all France, and even foreign nations

know the injury he has done me in the esteem of your Majesty, by the colour he has given to the loans of assignment to support public credit—now that I have the confession of his hand writing by his letter of the 17th June, in which after reproaching me with having issued considerable sums from the Royal Treasury without authority, and for purposes which he sets forth as being suspicious, he declares that without their being any necessity for explanation on my part, he thought it his duty to inform your Majesty of it—now that being already struck with the pointed mark of your Majesty's disapprobation, which his letter had announced to me, and which makes my life miserable, I find myself moreover accused before Parliament, by an information framed from his own expressions; can I then separate him from an accusation against me, which has its very existence from the manner in which he perverted the object? Can I forbear tracing him out in his own work? Would my defence be compleat, if I did not combat in its origin the accusation, whose effect I ought to destroy? Your Majesty will therefore deign to pardon me, if, urged
by

by the desire of regaining your favor, I boldly attack the insidious reports which have occasioned me the loss of it. The duty of justifying myself in your eyes, makes it incumbent on me not to conceal any one circumstance, which may be capable of throwing a light on the misrepresentations, to which I am the victim.

“ I shall therefore faithfully lay before your Majesty, and without any disguise to serve my own cause, the fact which has given rise to the accusation against me : I shall then with the same ingenuity represent to you, and without the least exaggeration from malice to my enemies, what has happened on this subject since my retreat, and how it has been represented. Your Majesty will be sensible of the truth of these two recitals—you will compare the real facts with what has been represented to you, and judge accordingly,

“ Near the meeting of the Assembly of Notables, and from the moment it had been determined on by your Majesty, I redoubled my attention to the state of the public funds.

They

They at that time suffered a considerable depression—I knew the causes, and dreaded the consequences. Stock-jobbing had a very principal influence towards it. Funds, the value of which were eventual, had risen to an enormous price by excessive speculations, as the shares of the East India Company—those of the water-works of Paris—those even of the *Caisse d'Escompte*: other speculations were again formed, which tended in a contrary manner to lower them rapidly. It was not for Government to look on these sudden revolutions with indifference—to these convulsions which disturb the course of things—which expose the fortunes of individuals, and which necessarily hurt the public credit.

“ It is true, that in considering only in themselves, and in their nature that species of funds I have just mentioned, they are totally distinct from royal funds, although it seems the fate of the one, ought not to influence that of the other; but it may be said that the various negotiations that form the movements of the change, which are connected together, and bear on all sides a general

ral impulse—which act and counteract each other so reciprocally, that it is impossible one part should receive a violent shock, without affecting the whole, and crushing it in ruins. 'Tis therefore, that although the desperate game of stock-jobbing is only produced by speculative shares, the chances of which depend on opinion, still it does not the less obstruct the course of the public funds in general. It has been even remarked, that the fund, which of all others, from the solidity of its foundation, from the wisdom of its measure, and from the certainty of the gradual benefit which must arise from it, ought to have been naturally the most guarded from fluctuation, and the least subject to a diminution in value—I mean the loan of 125 millions, suffered nevertheless at this period in the greatest degree, inasmuch, that whoever was not in a situation to have known the cause of it, could never have conjectured the reason.”

Monf. de Calonne then proceeds to discover the matter, which gave rise to the accusation.

“ Many

“ Many other circumstances detrimental to the credit of the public funds combined towards the end of the year 1786 to encrease the destructive influence of stock-jobbing. About the end of the month of October, doubts were affected to be spread on the stability of the *Caisse d'Es-compte*, and its shares fell considerably in their value. The doubling of those of the East India Company had caused a momentary glut, which damped the speculations on them and reduced their value. Several manœuvres practised against the useful undertaking of the Paris water-works, had considerably lowered their shares. The failures which happened in the mean time to several banking and commercial houses, &c. made a very injurious impression on the general credit.

“ YOUR MAJESTY noticed these effects yourself—you felt the necessity there was to stop their progress, and to attend more than ever to the credit of the exchange, at the moment when you had resolved to expose the state of the finances to your people and afterwards to all Europe. You will deign

to

to recollect that you did me the honor, of your own accord, to speak to me of it at the beginning of the month of December last. You explained yourself on the necessity of preventing the bad effects, that the least appearance of discredit might produce in the eyes of foreign nations, and in a manner exactly agreeable to the ideas which the Count de Vergennes imparted to me on the same subject. I was the more sensible of this, as I had many reasons to foresee that the efforts of those who speculated on the fall of the funds, would be supported by the struggles of intriguing people, ever greedy to seize on the moments of a crisis, and whose hopes are nourished by public calamities. I took the liberty to join this observation to all those your Majesty made yourself: I added, that although in general it did not appear to me proper, that Government should direct and force the course of public funds, and that till then I had always been far from proposing any thing of the like tendency, I thought that on this extraordinary occasion, so deserving of great attention, it was necessary to take some step to counterbalance the manœuvres
of

of stock-jobbing, and support the credit of the exchange. Your Majesty witnessed your approbation of it, provided nevertheless that it could be done by indirect, and secret methods.

“ I considered myself therefore obliged to apply myself to it, and without doubt every thing concurred to make it an essential duty on my part. I conceived that those stock-jobbers who had been the most constant in speculating for the rise of the funds might be employed to advantage: the keeping of the secret required that I should only employ them through the channel of an intermediate person. One presented himself to me who offered to fulfil my views agreeable to your Majesty's intentions, by a means which would neither be known, or be burthenfome to the finances.

“ This measure was to deliver by anticipation to the general treasurers of the war department and others, assignments on the domains for the ordinary expences of their employs, so that they might be dispossessed of them in five or six months, without in-

con-

convenience or expence, either to the Royal Treasury, or to themselves; and to authorize them to intrust these assignments in the form of a loan to Societies credited on the Bank, who should bind themselves to restore them a month before they became due, and should make use of them till that time, that they might be enabled to keep up the shares on which there were the most considerable mortgages, and whose falling would occasion the greatest shock to public credit."

M. de Calonne proves that the execution of this measure ought not to have occasioned any expence to the Royal Treasury, and that if any loss resulted from it, it was because it was their wish that there should be one, in order to make it an accusation against him.

" I have a proof in my hand," says he, " in two proposals submitted to the Comptroller-General by some eminent banking, and commercial houses about two months since. The total amount of the shares of the East India Company, the value of which was to be appropriated for discharging

charging the assignments, was inserted in the plans proposed therein; by one of which it was intended, that there should be a surplus in the stock requisite for the redemption of these assignments, and by the other, if there still should be a possibility of any loss occurring, it could be but very inconsiderable.

“ I decline publishing these papers, because I am not certain that it would be agreeable to the subscribers to these two proposals that I should mention their names, besides, that there might be an inconvenience from publishing too minute a detail of the quantity of this stock, and of the conditions upon which the offers were made to take it up, as those offers were not accepted. But why were they not accepted? I know not what motive can be assigned for it. The true one is evident, but it would be injustice to impute it to M. Villedeuil, although he was the instrument of the refusal.

“ It would be repugnant to reason to pretend that it was founded upon an idea, that the subscribers would demand an assurance from

from government, as an essential preliminary that the establishment of the East India Company should be further consolidated—its privileges more confirmed, and its general arrangement put under better regulations.

“ Could there then be any doubt with respect to this point? And is it possible to imagine that men should be so blinded by personal animosity, as to doubt or suffer it to be doubted, whether your Majesty will maintain the Company, which was re-established upon the most mature deliberation of your council; or whether your Majesty would observe an engagement punctually, to which you had solemnly pledged yourself?

“ YOUR MAJESTY has not forgot with what care, during how long a time, and in how many succeeding committees every reason for and against each memorial, and every application of merchants was discussed by all your ministers, before you determined on their advice to ratify this re-establishment, and to settle the conditions of it—

D

your

your Majesty has not surely lost sight of the political considerations, aided by commercial combinations and experience, which evinced, that we could neither abandon the commerce of India, or prosecute it with advantage to the whole nation, without the assistance of a company.

“ If there be theorists so prepossessed with their general principles, as to admit of no exception to them—if a juris-consult, endowed with sense, zeal and humanity, touched by complaints which he believed were general, and misled by calculations which he could not verify, has made very erroneous assertions on a subject, on which he could have but doubts—if the masterly pen of another writer has strenuously supported the same opinion, still we ought not to be surprised; it is the fate of the greatest operations of government, that most of those who pretend to judge, are seldom in a situation to have a collective view and penetrate into the motives of them. But there would be still further matter of surprise, if, even in your Majesty’s council, on in an affair of state, where the claims of
an

an individual, the interest of one city, or even the opinion of merchants ought not to preponderate to the prejudice of the general interests of the kingdom unavoidably relative to what passes abroad, it could be thought that at a time when the most commercial nations have India Companies, France should be without one, and that the present should be annihilated, which, after being established two years, bears the seal of public faith as a pledge of its existence.

“ No, Sire, there is no fear that your Majesty, whose strict justice the world acknowledges, should ever be disposed to violate the commercial engagements you have entered into with the collective body of those who are concerned in this company—that you would resolve to trample on a kind of property, for the security of which your sacred word is pledged, or that any reasons, were they even as solid as they are fallacious, could appear to you sufficiently strong to bear any competition with the irreparable mischief you would do yourself and your state, if the confidence which foreign na-

tions have placed in a fund sanctioned by sovereign authority, and countenanced by repeated acts of government, should ever be disappointed. There is certainly no reason to repent having adopted that measure, which men of every nation, who are best acquainted with India and its commerce, have held and do still hold as the only admissible one; but should it ever happen, that considerations of magnitude should be counterpoised by trivial motives—when Administration should vary in its principles, even this would not be sufficient cause for deviating in a measure which has been completed, and which could not now be subverted without involving for ever the credit of the nation.

“ If, then, there appear to be doubts which an able minister cannot entertain with sincerity—if an opinion is suffered to be ascribed to him, which the dictates of his duty disavow—if it is allowed, that the refusal of an advantageous offer for a large portion of India stock is to be interpreted as a proof of the Company’s instability, it can be for no other purpose than to injure me

me—it can only be to occasion a loss upon the borrowed assignments, when there should be none—it can only be to find a pretext for calumniating me, at the expence of the state.

“ It is on this occasion, as it was on the affair of the coin—as it was on the pretended contradiction of different acts issued by your Majesty—as it was—with regard to several other points relative to the administration of your finances, that an open apology for the views of Government constitutes my defence against the very impolitic rancor of my enemies, and that I find myself obliged to treat of public affairs, when I had only to employ myself on my defence—And doubtless I feel a real consolation under this painful task, since it furnishes me with an opportunity, which I cannot omit, of manifesting the continuance of my zeal for the interest of the state, and for your Majesty's service.”

Here follows the discussion, which M. de Calonne lays before his Majesty, between the Archbishop of Toulouse and himself on

the contents of the letter which this episcopal minister wrote him. This passage is so close an argument, that it is impossible to do it any justice by giving an extract of it; I have therefore copied the whole.

“ This is sufficient to convince your Majesty of the falsehood of the accusation, this is the very declaration of the accuser compared with the facts proved with those I affirm, and which he cannot deny. Although what he has written is by no means so full as what he has said unknown to me, I will rest solely on his letter, as the only ground on which a discussion of contradictory arguments can be established between us under your Majesty’s inspection.

“ *You are not ignorant,*” says he, “ *that considerable sums have been issued from the royal treasury, without the King’s warrant for them.*

“ I could either avow, or deny this charge. I will certainly acknowledge that considerable sums have been issued, and are issued yearly from the royal treasury without that sort of warrant, which is called
Bon

Bon du Roi, or, *Consent of the King*. Your Majesty knows that they are not issued for the ordinary expenditures, which exceed nine-tenths of the whole. But I deny that there has been, or that there can be issued the smallest sum from the royal treasury without being audited by your Majesty's signature. The proposition is therefore very trifling, or totally false.

“ I shall return again to that proposition, and take it up in the sense the author wishes to give it; and as the words he made use of at the same time explain it. What he meant by *considerable sums being issued from the royal treasury without a warrant*, are those assignments which were at a long date, and which were entrusted for the maintenance of public credit for the time only that they were useless. Who could recognize them by the disguise in which the Archbishop of Toulouse sets them forth? And upon such a statement, your Majesty might suppose that I actually issued from the coffers of the royal treasury eleven millions five hundred thousand livres, which I am charged with having employed without your knowledge!

How could the public and the magistrates into whose hands this letter fell, but consider it as a proof that the public funds had been exhausted by employing them to clandestine purposes.

“ It is nevertheless true, that not a single crown of these eleven millions five hundred thousand livres was issued from the royal treasury—that in the natural order of things, there was no occasion to issue one on that account, as the funds of actual money were by no means diminished.

“ Is it then just to represent to the King and the public, a loan of dead property, which was to be restored a month after its becoming due, as *sums of money issued from the royal treasury*? What term can be applied to this strange method of perverting facts so as to make them produce such envenomed falsehood? But it was necessary to pervert them and to suppose an extra-disposal of money, to find a pretext for reproaching me with the want of a warrant; if it had been only said that I gave assignments on domains some months in advance for the
war

war department, on account of the ordinary expenditure of their service settled since the beginning of the year by your Majesty, it would have appeared that I only acted in that respect as ministers have always done and as they ought to do, when they judge it necessary, and which is always left to their own discretion. The words then, *without a warrant*, would have neither force or relation to the matter, and still they would have mentioned the fact as it really was, and such as it ought to have been reported to your Majesty, if their intentions had not been bad.

“*You are not ignorant,*” adds the Archbishop of Toulouse, “*how it has been applied, and you must not be surprised if his Majesty is discontented.*”

“Ah, Sire, what a phrase! and what darkness visible does not its obscurity throw upon the character of those reports which have been made to your Majesty against me! It is after informing me in the beginning of his letter, that your Majesty was determined in your intentions to divest
me

me of the badges of your orders, that the Archbishop of Toulouse, in annexing the cause to the effect, seems to appeal to my conscience on the application of the sums which he reproaches me to have issued unduly from the Royal Treasury. The application of these sums, by his account is such, that I am not surprized at your Majesty's displeasure in reflecting on it.

“ Allow me, Sire, in my turn to appeal to him in your presence, who not satisfied with having risen on my ruin, strikes at me violently when I am falling, and thinks he is exempted from all explanation by referring me to my private conviction, as if he summoned me to the tribunal of my conscience.

“ ANSWER ME, answer me, you whom I no longer know but as my accuser, what then is the nature of that application which you have falsified into a crime, since you present it to me as an object of your suspicion? You will tell me, that I am not ignorant of it! No, certainly, I am not. I affirm that the public good has been my sole object ;

object; I affirm that the assignments to the amount of eleven millions five hundred thousand Livres were not issued, borrowed, or employed but for the support of the funds and their credit. The facts I have stated prove it; and I am certain that those who have any knowledge of it, will attest it. But that it is not the turn you have given to it, and which you wish the world to receive. That measure well deserves praise, but you give it a different application when you insinuate that it merits censure. Which is it then? Nothing can excuse you from speaking. The accusation has been public, the explanation should be so likewise. We are in the presence of a King who is the friend and protector of truth—he is your judge, as well as mine—in his eyes, in the eyes of the nation and of all Europe, the balance between us is equal; and I know no other advantage you have over me at this moment, but what is the consequence of calumny.

“ Would you dare assert that I reaped any benefit from this fund of assignment? I have no fear if you should, for no one
would

would give you credit. Since I existed, my hands have ever been pure. I never was thought to possess a mercenary soul, nor will any one ever suspect me to have soiled my fingers by any *pecuniary concerns*.

“ Without doubt you will say, I was desirous to favor stock-jobbing. But, when I perform an action laudable in itself, what right have you to suspect me of a culpable intention, which is proved in no one instance, and to which my whole conduct gives the lie? Did I ever gamble in the public funds? Have I ever had an interested connexion with those who did? Is there one single opportunity—was there a single moment during the whole time of my administration where I shewed the smallest connivance at this fatal spirit of gambling which had been the torment of it. Have I not on the contrary marked how much the progress of it afflicted me and roused my indignation? Is it not notorious that I exerted every effort to oppose it? Have I not consulted those, whose information could forward my wishes for freeing the kingdom of this epidemic disorder, on the means of

ex-

extirpating it radically? Have I not used every preventative which appeared at the time to be the most effectual? Are not the informations I laid before the King—is not what I repeatedly stated to the council—my reports which I have by me—the unequivocal force of the decrees issued on that account—the rigorous measures made use of against the principal stock-jobbers indiscriminately, including even those who were concerned in the societies to which I entrusted the assignments, so many public testimonies of my sentiments and of my constant aversion to what is charged to me? Search therefore for delinquencies that are more probable; or rather give up this base persecution, which neither becomes your condition, your situation, or the character you have set up.

“ But you say, I could not conceal from his Majesty what it was requisite for the prosperity of his finances he should be informed of; and as there was no doubt, I did not call upon you for explanations.

“ No,

“ No, no, you should not have concealed any thing; it was your duty to inform the King of the exact truth, and had you related it to him faithfully, I should have had no cause of complaint. But has your conduct been marked with those features which characterise truth guided by duty? Does it not evince a disposition to injure, rather than the regret of a man who is compelled to it? Does duty seek a hidden path covered with false appearances? Does duty decline information before it affirms a fact? Does duty conceal from the accused the knowledge of the delinquencies which are imputed to him? Can you say, in short, that your zeal required the anxiety you have shewn in an affair, the consequences of which could not be weighed—the false impression you have given the King of it, and the eclat which you were desirous it should make with the public? Is it not evident on the contrary that this clamor must injure the prosperity of the finances, and that it is a mockery to invoke the public welfare as the motives of your conduct, when it has been wholly sacrificed to your measures.

“ All

“ All that your duty required of you was marked out. The royal treasury was secured by the receipts of the treasurers: there was neither a chasm to be supplied in the funds, or a form to be filled up in the settling of accounts. Nothing was wanting but to watch the returns of the assignments in the course of the last six months of the year; and to secure this, it was sufficient to maintain the engagements to which the Societies responsible for those assignments were bound—to favor the credit of those shares by the value of which they were to be discharged—to allow that delay which the matter required—to observe that secrecy which was requisite, and to preserve that show of security which was necessary at all events.

“ By following this plan as I would have done, and as I had laid it down in the memorial I intended for you, you would have provided against all kind of loss. It was the advice of persons the best informed on the subject—it was the duty of a wise administration; and had you only consulted your zeal for the King's finances, you

1

would

would not, as you have done, taken the contrary method—you would not have declared and published a loss which ought not to have happened—you would not have shackled, counteracted, and discredited the operations of agents commissioned with the sale of the stock and the re-investment of the assignments—you would not have shaken the credit of the India Company by an ill-timed display of your aversion to all privileges whatever—you would not have refused, or caused to be refused, the positive offers that were of course known to you, by means of which it was easy to secure beyond a doubt the returns of the assignments.

“ This is what you have done: after which you charge me with having been the cause of a loss of eleven millions five hundred thousand Livres to the King on that head. You do wrong to impute it to me! you exaggerate it beyond possibility, to swell your charge beyond what is probable! you attack my very intentions, after pretending to do them justice! and when it is evident, that even all the deficiency, which
your

your malice and inexperience has occasioned in this business, could not fall but on one part of the sum, you affect to suppose that the whole is involved! Is not this reducing me to the necessity of telling you,

“That it is not true, that I have caused considerable sums to be issued from the royal treasury without a warrant;

“That it is not true, that the loan of assignment as you qualify it, has been applied to unwarrantable purposes;

“That it is not true, that a loss of eleven millions five hundred thousand Livres can result from it at any rate;

“In short, that the loss whatever it may be, if any has happened, is rather an action of yours than mine, and that if any body is blamable for this loss, it can only be yourself.”

What follows this apostrophe, completes the elucidation of every thing that has any

E

relation

relation to the third head of accusation, and ends thus:

“What alone has made a considerable impression, is this pretended loss of eleven millions five hundred thousand Livres; that the Archbishop of Toulouse has represented as a real one, and which, after what he said, has been considered as a frightful embezzlement of money. It is that, Sire, which he has related to you in such a manner, that, according to his own confession, has excited and brought on me the weight of your displeasure—it is that, which has stirred up the people, and made the dreadful word of *depression* every where re-sound—it is that, which shews itself again in those frightful colors in the complaints of Parliament—in the speeches which have been addressed to your Majesty, and in the decrees of all the courts: was ever defamation more glaring—was it ever less deserved!”

The fourth head of accusation is having extended ancient loans beyond the bounds which were prescribed to them.

M. de Calonne on that replies—that he only did it for the exigencies of the state and by the express authority of the King, which alone might be sufficient for his justification. He relates the state he gave his Majesty of the extensions of the loans, who judged them necessary. He observes that all former Ministers made use of the same resource without their conduct even being reproached, and that he deserves the less that this censure should begin with him, as he is the only one who has effectually remedied the abuse of like extensions, which he has rendered impossible on the loans made during his administration, by the form which he has given them. Lastly, he renders a particular account of the sums produced by the extensions of the loans which took place during the four years of his administration, to the amount of one hundred and two millions. He explains the motives for it, and concludes by saying, that if they add the one hundred and two millions of extensions to the direct loans—to the new establishment of charges—to anticipations—in short, to all the resources he employed to procure extraordinary funds,

the total amount is six hundred and fifty-three millions: but during the same space of time, he paid off six hundred and nineteen millions of debts and extraordinary expences actually indispensable, of which he gives a statement. He therefore really *paid off more than he borrowed.*

“ I have not reckoned in this calculation, says he, the price of the acquisitions which his Majesty thought proper to make, and which I endeavoured to pay off by means the least burthenfome to the royal treasury, or to conceal by bounties which it is but fair to attribute to my care.

“ I have not reckoned in it the eight millions four hundred and fixty thousand Livres thrown into the sinking fund in 1785 and 1786, by virtue of a decree of 1784, although the funds appropriated to this important establishment are a surplus on the annual expence.

“ I have not reckoned what the succours have cost—the indemnities, and the reliefs of every sort which your Majesty afforded
your

your people during the severities of the year 1784—during the unheard of drought of 1785, and when the manifold calamities which for three years past have desolated your provinces, drew on them the notice of your humanity.

“ Lastly, I have not reckoned the works undertaken on every side in favor of agriculture—the encouragements of every kind given to commerce and the arts—the considerable advances made to different useful establishments, and the remission of burthensome and ruinous duties on the exportation of national productions.

Was there ever a time when more was done to awaken industry—to favor the fisheries—to animate manufactures—to encourage circulation—to increase the canals and the draining of marshes.

“ You prescribed, Sire, and I only executed; but if I was able to furnish the means for so many objects above the intended purposes of the loans, the appropriation of which, I have just rendered you an account,

count—if more than once my conduct has contributed to make your name blessed, and your people to glow with the gratitude due to your beneficence, at the same time that no part of your service was ever known to languish—if during my administration nothing has been spared to animate the true sources of the riches of your Empire, without there being any additional burthens of your people—if at the same time your Majesty has fulfilled all your engagements, not only with a fidelity which characterizes your reign, but also with an exactness and celerity in your payments which never had been before—what then can the greatest animosity reproach me with? Can it suppose that I should have been embarrassed in rendering an account of the monies which have passed through my hands, when they are themselves embarrassed to explain how it could be competent to every exigency.

“ Can my enemies hope that they will be able to convert to public blame what appeared to merit general applause? and will it be sufficient for them to cry down even the effects of my zeal, to destroy the fruit

fruit of my endeavors? As if vague clamors evidently excited by a rancor which does me honor, could blot out in an instant every recollection of my services, annihilate facts known to all the world, and render the man odious in his country, who has always fought the public good—who has done every thing he was able for it, and who has not hesitated to sacrifice himself in the hope of doing more."

Here follows the FIFTH head of accusation, "*Abuses of Authority.*" M. de Calonne then observes how very vague this accusation is.

"After having removed and refuted every imputation as far as I could discover or conjecture what might be its objects, I fall under an accusation still more vague than the others, and which is of such a nature, that there is not a single commission of authority or a single department of Administration but is liable to be attacked in the same manner. It is but too common to hear abuse of authority decried in general and without any specific charge; but it is

equally extraordinary as intolerable that so vague an expression should be made the chief point of a criminal complaint; and the more so, as they have wished to give it the most unlimited sense, by adding these words, *and other abuses of every kind.*

“ It must indeed be a real abuse of authority to institute an enquiry against the minister of a great empire on such an indefinite charge. For who would undertake the laborious duties of the most turbulent as well as the most important station in the kingdom, if, after having devoted himself to it with a zeal superior to every fear, which the situation requires, he should be exposed to behold an inquisitorial scrutiny formed in the very temple of justice for inviting informations of every kind against him, and delivering him up to the consequences of those discontents, resentments, and animosities, which his duty should have obliged him to incur? What must his situation be, if at the same time he found himself deprived of all support, and if the invention of delinquencies to lay to his charge, appeared to be a way of pleasing a
pre-

preponderating Minister? Would the purest conscience, the most irreproachable integrity be secure on such terms of escaping the intricate windings of calumny? No one can answer, but that in the immensity of minutiae, which seems to surpass the strength of human attention, and in a course of circumstances where the welfare of the state is often the only rule to guide, the critical eye of malevolence may not discover some neglect, some omission of form, or some subordinate defect, for which a man may be made responsible. Nothing more is wanting to serve as a basis to a condemnation pronounced beforehand by prepossession, and against which he has no resource, but the slow triumph of truth, which often does not vindicate innocence until it has suffered a long oppression. History produces in bloody characters more than one example of this kind.

“ But such horrors, Sire, cannot be revived in your reign; and I will venture to say, no man stands upon firmer ground for repelling their attacks than I do.

“ The

“ The whole tenor of my life proves that it is out of the power of man to reproach me with having abused the authority entrusted to my care. During seventeen years I have filled the office of your Majesty's Intendant in two of the most considerable provinces of your kingdom. From an ancient prejudice, it is well known how much those who bear this title are suspected of exercising the power it gives them with a sort of despotism : nevertheless I do not fear that any one can produce in the whole course of the time one single act of violence on my part, or a single occasion where the exercise of authority had the appearance of injustice or tyranny in my hands. I have even been happy that I was never under the necessity of employing myself, or authorizing orders for confinement, or *Lettres-de-Cachet* against any citizen. The use of them is sometimes indispensable : but I always had the satisfaction of being able to avoid the occasion.

I conducted myself with the same disposition and shewed the same sentiments during my administration. Certainly no
one

one will say, that it has been marked by harsh treatments or severe punishments. I neither persecuted or exercised acts of oppression against any man. It is not only two great provinces that will certify it ; I can appeal to every quarter of the kingdom to bear witness of it.

“ I do not pretend to make a merit of it. I only followed the principles of mildness and moderation that breathed in your Majesty’s bosom, and distinguish your government. I imitated from duty, and not from compulsion, the unwillingness you always shewed of letting the weight of your authority be felt with rigor. Ah ! Sire, after having been so repeatedly a witness of the tender acts of your goodness, was it reserved for me to be marked as the first signal example of your disgrace !

“ To have drawn it down on me, Sire, there must have been a succession of representations cruelly false and of artifices ingeniously disguised, to make me appear all at once so very different from what your own opinion led you to believe of me, as
your

your Majesty, even at the moment of my dismissal, deigned to assure me that you were not dissatisfied with my services. Some one must have induced you to suspect my veracity, which you never knew proved false; it must have been by perverting the facts which I have just cleared up and blackening my intentions, over which no cloud ought now to remain, that they have succeeded in imputing to me the unpardonable fault of having abused the confidence with which your Majesty honored me; they must also have misrepresented to you the effect which your order had on my feelings, and which was produced in the public opinion, that came to strike me in the depth of my remote retreat, where I had resolved to end my days. I can never believe that your Majesty would have persisted to inflict on me a rigor never practised before, had it been represented to you, that treating me thus at the moment when the accounts of my administration were under discussion, was confirming before-hand every thing that should be done to attack it. This was letting loose, animating and arming against me the enemies I had made myself

in

in your service—this was judging me without a hearing, and making me undergo a sort of punishment which in every degree is infinitely painful to any man who prefers honor to life.

These considerations, to which your heart would have been awakened, have been cautiously concealed from your Majesty; nor has any one had the generosity to bring to your recollection the services—I may say the distinguished services I have done during thirty years, besides those my father rendered to the state for a period of sixty years in one of the most important stations of magistracy. My father, dear remembrance! allow me, Sire, for a moment to interrupt this address and give vent to the bitter tears which at this moment bedew the Memorial I lay at your feet. He said to me, while I closed his eyes in death, “ *While I leave you in a situation surrounded with danger, I have the consolation to know, that you will enlarge the inheritance of unsullied fame which our ancestors have transmitted to us.* Alas! could he have ever believed that I should be charged with an abuse of power; he, who
was

was not more beloved by his fellow citizens for acts of liberality, than honored for his virtues, and who saw how steadfastly and faithfully I acted up to the sentiments with which his example and his blood inspired me? And for myself, could I have foreseen that the moment would ever exist when I might exclaim,—“ Happy my father is no more !”

“ O venerable shade, ever present to my imagination!—if, from the disfigured portrait that has been drawn, you should be unable to trace the heir of your name, know him at least in the character of his defence, by that lively sensibility for whatever interests his honor, by the unshaken firmness which conscious innocence inspires him with, and you will soon be satisfied in the triumph of truth.

“ I proceed, Sire, to examine into this wanton imputation of abuse of power in every possible shape, the object of which I am at a loss to conjecture.

“ THEY

“THEY undoubtedly are guilty of an abuse of power who make it subservient to their passions, their resentments and their hatreds; who pursue with vengeance those that eclipse their glory, shew resistance to their views, and who use the name of Sovereign to bring destruction on whomsoever opposes their private designs: Those enormities cannot be ascribed to me—I never knew the spirit of malice—I never availed myself of any authority to revenge private injuries, nor am I conscious of ever making one man miserable.

“THEY again are guilty of an abuse of power who seize on the rights of others, who plunder their neighbours of their property, and who attack their honor, the first and the most sacred of all possessions; no man will ever complain of falling a victim at my hands in either of these respects.

“THEY are guilty of an abuse of power, who under the mask of supporting it, make it the pretext to violate their engagements—who inspired by a false zeal, sacrifice to their ideal systems the respect due
to

to hereditary possessions—who overturn the peace and comfort of families by unnecessary innovations ; no one can impute to me such a spirit of resentment. Perhaps at no time was public safety more undisturbed and secure than under my administration ; at no period were the rights of individuals more inviolably preserved.

THEY, lastly, are guilty of a wanton abuse of power, who convert to their own private purposes the labors of individuals, who are already sufficiently burthened, under the cloak of their being exacted for the public good ; who constrain the unfortunate peasants to employ their strength and the sweat of their brow in making roads for private convenience : Let the condition in which I left that which leads from my estate to the town where I resided, and at a time when I held the station of Intendant of the three Bishopricks, bear testimony how little I merit the suspicion of an abuse, which has ever appeared to me excessively corrupt and odious.

“ But,

“ BUT, among other charges with which I am attacked, there is one which does not relate to the highways made by * *corueés*, but certain roads cut through woods in virtue of a decree of your Majesty's council in June 1786. If credit might be given to the injurious declamations of a Prelate, who, I know not on what account, obstinately endeavoured to disturb the quiet I hoped to have found in his diocese, it would appear that the opening of those avenues which was the general desire of the whole district, as inlets into woods of vast extent and means of communication into different villages, is an act of violence which has excited a general alarm, and that principally on the part of the Proprietors, who, according to his account, have been subjected to encroachments and devastation on their most valuable possessions.

“ The fact is, that the openings in question, for which orders were given in 1786, were only made at the earnest request of those Corporations who were interested in
F them,

* Roads made by the peasants according to statute law.

them, and through those woods of which they were the proprietors—that the request had been made ten years back, and that on its being renewed in 1783, I waited to decide on the measure till 1786 in order to obtain the opinions of the great Verdurers, who were the best judges of its utility. The advantages have been generally acknowledged, and since the execution of the decree, the inhabitants have on several occasions given their public testimonies of their satisfaction.”

Monf. de Calonne, having victoriously refuted these five heads of accusation, concludes thus :

“ Now, Sire, that I have answered every accusation—now that I have demonstrated—1st. That all which has been said upon the purchases and exchanges is exaggerated, unjust, and unfounded—2dly. That the recoinage of the gold specie entitles me to praise, and that it is only the most atrocious calumny which could charge me with any unfair means in it——3dly. That it was only under false colors and malicious constructions

structions; that the methods legally applied to the maintenance of public credit could be interpreted as a favor granted secretly for the encouragement of stock-jobbing—4thly. That by the account of the whole extent of the loans, it is evident that there were none but what were necessary, but what were authorized by your Majesty, and applied to the benefit of the state—5thly. In short, that my whole life and the public opinion refute the suspicion of abuse of authority. I have certainly a right to conclude, that the complaint of *depredation in the finances*, which has turned indefinitely upon these five heads, is false on every side, and has no other basis than in chimerical impeachments.

“ These impeachments are certainly excusable from the rumor that preceded them; but what excuse is there for those who give rise to this rumor, who, instead of endeavouring to stifle it, were notoriously known to encourage it? Are they able to deceive themselves so far as not to see the danger of this truly inflammatory supposition, now become the banner under which scandalous

defamations attack, Sire, the wisdom of your government, as well as the integrity of those in whom you reposed your confidence? Will they not say that the Royal Treasury was for three years and a half abandoned to pillage, and that your Majesty, whom no one could suppose would have permitted such an abuse, was so fascinated as not to perceive it? As if all those who have had the honor of acting with you did not know and would not certify, that no man can possibly pay a stricter attention to the affairs of your kingdom—search into every department of it more attentively, and be more averse than you are to abandon the finances of your State, to the discretion of any one of those who have the management of them.

“ Who can calculate the effects of the general ferment which has been excited by causing, or suffering such a rash and fatal calumny to spread abroad. I foresaw the consequences from the moment I perceived the bud unfold in the assembly of the Notables, when a young officer full of honor, but intoxicated with the love of fame, suffered himself to be persuaded to bring forward

ward the first, the charge of *depredation*; the importance of which at the same time it was clearly perceived he did not know, by the air of uncertainty—his doubts on every fact, and the continual hesitations which destroyed, whilst he spoke, the accusation he signed his name to. Thus those that are not born for cruelty, plunge with a trembling and unsteady hand into the bosom of their benefactor, the dagger with which a violent passion or perfidious councils have armed them.

“ I have not confounded the deed with the cause; I knew and traced to their origin the springs which they set in motion. I was informed of the successive complaints that were prepared, and of the memorials that were procured—I discovered at every step the skilful mover accustomed to make others subservient to his secret purposes, and I clearly perceived through the curtain of the intrigue, that they wished an appearance of public opinion should second the underhand insinuations, with which they were surrounding your Majesty.

“ But I thought myself sure of disconcerting all these efforts, and of effacing whatever impression they might make, when the period fixed by your Majesty should arrive for examining the general balance of receipts and expenditures, as well as for settling the means which were intended shortly to remedy the deficiency.

“ It was then I thought openly to declare the state of the finances—prove the accuracy of what I had announced—reduce at the same time to their just value the result that ought to be derived from them, and demonstrate, by laying open the causes which had gradually tended to the present disproportion between the receipt and expenditure, that there was neither ground for imputing it to any want of vigilance in the administration, or doubts on the possibility of re-establishing the equilibrium without causing any violent shock, and without overburthening the people.

“ It was then also that I intended to present the general feature, on which I should resume both the œconomical reductions
which

which I had your Majesty's commands to announce, and the diminution of the annual expenditure which was to arise from an arrangement relating to periodical reimbursements and the improvements in the revenue, which a more exact assessment—a better regulation in the collection, and a new mode of accounting would produce, with my schemes for destroying the very principle of stock-jobbing, and others of the greatest importance to the national credit—an arithmetical demonstration of the sufficiency of all these means when united, for putting the revenues on a level with the expenditure, and nevertheless at the same time effect the reliefs intended by your Majesty to the poorest class of your subjects.

“ This last part of the work, which had been reserved for the fourth division of the whole, and which was intended to be the winding up of it, had always appeared to be the most essential, and that on which I rested my security in the midst of difficulties which had been too much exaggerated, and which the previous discussions of the other three had given rise to. I was, as I had al-

ways informed your Majesty, in the firm confidence that the observations of the Notables, inspired by their zeal and tending to the general good, might, without changing the spirit or the basis of the plan adopted by your Majesty, conciliate themselves with the exigencies of the state. The event has turned out as I expected. I was likewise sure that by very correct calculations, indisputably supported by vouchers, I should have cleared up all the doubts which had arisen, as well on the true state of the deficiency, as on its origin and progress; I had it much at heart that my assertions on this head should be confirmed by the most minute examination, and I had proposed to your Majesty that in what concerned the situation of 1781, they should appear contradictory with M. Necker himself, in presence of a sufficient number of commissaries, chosen from the Assembly of Notables. It seemed to me evident that after this confirmation, and when all the vouchers that could reasonably be desired should have been produced on every point, settled opinions would ensue from useful debates, and composed resolutions succeed to the restless trouble which

which the first appearance of a great chasm might naturally have occasioned.

“There is no one but must regret, that this examination should not have had complete effect, when it is considered what dangerous consequences an uncertainty has produced, which, it was highly important should never have existed. The object of the assembly was to enlighten the nation on the state of the Finances, and to shew clearly the necessity of remedying them by great measures: it nevertheless appears that this information is yet wrapped up in impenetrable darkness. Fear obscured it—intrigue avails itself of it—and distrust, amazement, and confusion of all ideas rush forward with them,

“But how should public opinion not be perplexed, when even that of the ministry appears to stagger—when the head of the council of your finances, in a discourse which he delivered in presence of your Majesty, at the last sitting of the Assembly of the Notables, in speaking of the deficiency, which according to the result of the exami-

nation in the accounts was one hundred and fourteen millions eight hundred and sixty-six thousand livres, annouces, that *some offices have carried it to one hundred and thirty and one hundred and forty millions—that some have even carried it still farther, and have fixed the average of their enquiries at one hundred and forty millions*; estimating in this manner the possibility of a computed value instead of a certain result, and consequently reducing themselves to being unable to present the situation of the finances but as *nearly* cleared up.

“What impresson might not such an uncertainty, avowed in so solemn a manner and under such circumstances, have produced throughout France and throughout all Europe? Am I not permitted, Sire, is it not even my duty, for my honor, and for the public interest, to maintain and loudly to assert, that when, by my first statements remitted to your Majesty at the end of 1786, I reckoned the deficiency at about one hundred and eleven to one hundred and twelve millions, without comprehending in it the interest of an engagement of
seventy

seventy millions, which has since taken place; and afterwards when, in the statements communicated by your orders to the Notables, it had been fixed at one hundred and fourteen millions eight hundred and sixty-six thousand of livres, in comprehending this interest thereon, it had been calculated with the most irreproachable exactness; that even it had not risen to so high a rate, but in reckoning twelve millions for the unforeseen expences, and placing in the annual charges the fifty millions and upwards of periodical reimbursements, which as they were to expire almost wholly in the space of ten years, might not have been reckoned but for half of that sum; that therefore he can have no good reason for heightening the deficiencies to a greater amount, and to make it alternate between one hundred and thirty and one hundred and fifty-one millions."

M. de Calonne affirms and plainly shews, that the deficiency cannot be reckoned above the precise estimate that he has given of it. He makes it appear that the uncertainty which Government has shewn on the true situation
of

of the finances, is the foundation of the false and ruinous ideas that have been formed of it.

“ When Government has been seen to announce of its own accord that the state of the finances was not entirely cleared up—when it has been known, that the chief minister of finances had written and published, *that there had been considerable sums issued from the Royal Treasury without authority*—when he has been heard to speak incessantly of the profusions, the waste, and the disorder in which he had found the state of affairs—when his subaltern co-operator, to whom I have so repeatedly rendered justice, forgetting that which he owed me, and what he owed to the support of credit, has appeared to adopt the same language, by a weakness too common, and which renders all virtues useless—in short, when the rigor of my fate has seemed to confirm the accusations of my enemies, then complaints, murmurs, and declamations have burst out on every side without measure—an idea of a horrible ruin in the finances, occasioned by unexampled profusion, has spread abroad—
has

has increased in the circulation of it, and in a short time has become almost general. There was no probability to impute the evil to him who voluntarily had discovered the origin of it, and who had committed himself to the most solemn examination; but Government seemed to declare against him—the dissatisfaction of your Majesty seemed to condemn him—some symptoms, more easy to believe than to discuss, seemed to authorise a presumption of many others. Was there occasion for more, assisted with a whisper of intrigue, the influence of favor and the rapid movement of calumny, to establish public credulity?

“THUS, Sire, has the rumor of depredation, which has become as hurtful to the good of your service as injurious to my honor, been formed and propagated. It has excited the zeal of some magistrates—it has revived in others antient prejudices, and had I been less an enemy to what calumny dares impute to me, I should not now be witness to the triumph of my persecutor.

“BUT

“ But that which has probably made the greatest impresson—that which appears to have authorized the Courts to establish in their decrees and remonstrances, as an acknowledged fact, this chimerical supposition of an unheard of depredation in the finances, is the silence which Government has hitherto observed on so remarkable an assertion, and so often repeated. It was not enough that the most atrocious libels should have boldly circulated it, and endeavored to persuade the people by calculations which, however absurd they may be, never fail to make an impresson at the first moment ; one might have thought that the violence of falsehoods and the scurrility of invective, were sufficient for such productions to remain buried in the contempt which they so justly deserve : but what could not escape the general attention, is, that your first parliament has publicly affirmed, and without having been contradicted, *that your people see with horror a depredation so enormous that it did not appear to them even possible*, and that this proposition pronounced in a discourse addressed to your Majesty, with all the pomp of sovereignty, without being
denied

denied from the throne, appears to have acquired the right to re-produce itself with more particulars and under forms still more aggravated in the deliberations of all the other courts.

“ And in fact, fifteen days afterwards, a decree of the Parliament of Dauphiné, which far surpasses the most shocking suppositions that have yet been thrown out to the public, made its appearance, and spread itself rapidly throughout all the kingdom, and among foreign nations.

“ It is no longer an allegation of *one hundred and thirty millions of increase of taxes since the beginning of your Majesty's reign*, an error already sufficiently enormous, and which is represented in the decree of the Parliament of Paris of the 13th August: but it is *an overwhelming charge of more than two hundred millions, which an evil genius has added to the existing burthens of the people.*”

Monf. de Calonne quotes the decree of the Parliament of Dauphiné, which carries the dilapidations that are supposed to have been
made

made during the space of three years and a half, to near five thousand millions of livres.

However ridiculous the supposition may appear of a depredation which would be a greater sum than all the coin of Europe, M. de Calonne thinks that its having been repeatedly asserted by several parliaments, and attested in their records, it might be dangerous, since, although *the world might only believe a fourth part of an allegation supported by the concurrence of such respectable testimonies, there would still be sufficient to irritate the mildest nation, and tarnish the most respectable reign.*

It is that which raises his indignation: as to himself, he is not afraid that any one can seriously suppose him to be guilty of having consumed or squandered thousands of millions, when he cannot even be accused of having appropriated a single one to himself—when it appears more evident from day to day, that he has scarce been able to preserve a part of the moderate fortune which belongs to him by as lawful rights as the
pro-

property of any other private man ; in short, that he has neither enriched any of his own relations, or any of his most intimate friends.

He next defies a specification of any one of these pretended depredations—he demands the name of his accuser, and submits that the head of him, who shall be convicted of being either the slanderer or the culprit, should answer to it.

“ But,” continues he, “ if my vindication is complete, ought I to stop there, when truth demands another revenge of much greater importance, I mean the injury that has been committed against the wisdom of your government, and against your love for your people ?

“ It is an outrage, Sire, to the wisdom of your government to suppose, that you should be ignorant of, or that you would suffer a *depredation so excessive as to appear even impossible—a dilapidation, such as neither the annals of monarchy or history can furnish an example which comes near to it.*

G

“ It

“ It is an outrage to your affectionate regard for your people, when it is proclaimed, that since the beginning of your reign there has been an augmentation of taxes to the amount of *one hundred and thirty millions*, without comprehending in it, what might result from new edicts—that the contributions which compose the revenues of your Majesty amount to *six hundred millions—that they now exceed two-thirds of the produce of all the land in the kingdom—that they even amount to three-fourths of the whole territorial revenue of France.* Such has been the progress of exaggeration.

“ My zeal for the glory of your Majesty—my attachment to your person—my love for my country will not suffer me to remain silent under such assertions. No, Sire, when your watchful cares are forgotten—when doubts are cast on your paternal sentiments—when your reign is calumniated, the voice of your faithful servant shall not be stifled by his disgrace—it shall not be restrained through any fear—it shall be heard at all quarters of Europe, to destroy the impression made by the false representation
of

of the state of your government, and of your kingdom.

“ The parliaments then, in spite of the violence with which they have delivered themselves against me, but whose intention I shall not dispute, cannot blame me for raising my voice against the chimerical results, that they themselves have adopted. I know their zeal—I have pointed out the source of their error—I have myself made the excuse for it, and I think I am doing them a service in attempting to undeceive them.

“ They have besides stated upon a very imperfect basis the relation between the assessments on the nation and the produce of the lands, when they supposed them to be in the proportion of six to eight or nine hundred, when, by the most accurate calculations, this relation is as five hundred to one thousand five hundred.

“ In fact, on one hand the taxes which are rated at six hundred millions, as well as the revenue of the state, ought not to be

estimated but for five hundred at the most. They are set down but at four hundred the fifty-eight millions in the four hundred and seventy-five which is the total amount of your Majesty's revenue. It is fair to add to these four hundred and fifty-eight millions, the expence of collection, which is equally a burthen to the public: but it is only necessary to observe that upon the whole of this expence, which according to Mr. Necker's account amounts but to fifty-eight millions, and which certainly cannot be estimated at more than sixty, there are twenty-three or twenty-four millions paid by the royal treasury, which are to be charged to the four hundred and fifty-eight of the receipts. There then remains but from thirty-six to thirty-seven millions to be added, which makes the gross produce of all the taxes, even admitting the lottery to be one, no more than between four hundred and ninety-four and four hundred and ninety-five millions.

“ On the other hand, if it is not so strictly proved that the produce of twenty-seven thousand square leagues, of which the territory

ritory of France consists, amounts to a greater value than fifteen hundred millions; it is at least the greatest accuracy that could be obtained from the result of the best founded estimates, and the average of various calculations formed with the utmost possible care. This moderate computation is the only one which can be depended on, until enquiries as well examined and authenticated by as many proportionate comparisons can be opposed to it, as those which have been brought forward and discussed under my inspection.

“ I have then, Sire, a right to affirm, that the contributions of your people, instead of amounting to upwards of two thirds and near three fourths of the entire territorial produce of your kingdom, do not amount at the most to above a third. I think it important to establish this fact, that the very heavy burthens which your subjects already labor under should not be exaggerated in their opinions, and that the natural wealth of your state may not be depreciated in the eyes of Europe.”

Mr. de Calonne after having pointed out the error in the calculations on the amount of the taxes of the kingdom, and on their proportion with the produce of the land, thinks it still more important to refute the allegation, that since the commencement of his Majesty's reign, the taxes had been augmented one hundred and thirty millions. He makes it appear that in effect there was but an augmentation of thirty-two millions, and enters into all the necessary particulars for proving this fact. He afterwards returns to the supposition that there was a depredation of more than four thousand millions; and for the honor of the government, more than from the necessity of justifying himself from such an absurdity, he pulverizes the falsity of these statements that induced the parliaments to adopt them: I shall transcribe the whole of this interesting part of the memorial to the passage which concludes the first part.

“ I protest more than ever at this moment, that all consideration for myself is abstracted, in declaring the sentiments I feel, when I behold so unjust a falsehood
intro-

introduced into the sanctuary of justice, cloathed with the imposing forms which solemn deliberations give it, and assuming that union of concurring testimonies, which parliaments should reserve for the most authentic truths. I am not surpris'd at what regards me personally. As soon, Sire, as I saw myself deprived of your support—persecuted by your principal minister—abandoned to the resentments which I incurred for your service, and shortly after accused in your very presence with incredible depredations, which the silence of government seemed to admit, I expected every thing that has befallen me; I prepared my soul for it, and satisfied that I had preserved, in my own power the means of a public justification, I became every day more secure of the effect it would have on your Majesty's mind, and on the public opinion,

“ I will nevertheless confess, that having been born in the Magistracy, never having ceased to be attached to its true interests, more perhaps than you may imagine, and being unable to habituate myself not to rely on your justice, I could not see without

grief and surprize, that the guardians of the laws, who ought to be as uninfluenced as the laws themselves, should seem to become the instruments and the supporters of an inveteracy, the cause of which could not but dissatisfy them—that the Parliaments, whose zeal is so justly roused against whatever has the character of oppression, and who loudly disclaim every attempt upon liberty or honor without previous juridical information, should adopt without examination, the treacherous ideas that have been successively advanced—that forgetting the consequences of treating a citizen as if *convicted beforehand*, they call aloud for an exemplary punishment upon me, when at the same time they are demanding my trial—that they should think publicly to defame the man against whom they had yet acquired no proof, and that their decrees, particularly that of Toulouse (at which perhaps I ought to be less surprized) begin by loading me with atrocious epithets, and conclude by supplicating your Majesty to let them take cognizance of my conduct.

“ But

“ But ought I to complain, when even your Majesty is supposed to have permitted a depredation of four thousand millions to be made under your eyes. The more enormous this calumny is, the less I think myself the object of its attack. Its blows pass much above my head, and their very violence prevents my supposing they can reach me. It was not to crush a mortal, it was to make war against heaven itself, that the conspiring Titans hurled enormous rocks.

“ I shall find no difficulty to overturn this Colossus of dissipation truly fabulous—to annihilate it, is only to discover the foundation upon which it is reared. It stands on two bases: One is, that at the conclusion of 1783 there was a surplus in the receipts, which at one time was said to amount to thirty-five, at another to sixty millions; the other is, that at present there is a deficiency of one hundred and forty millions. From hence it is concluded, that a revenue of one hundred and seventy-five millions according to the first position, and of two hundred according to the second, (which corresponds with the capital of between

tween three and four thousand millions) has been consumed in three or four years.

“ But in the first place, instead of this chimerical surplus in the receipts at the end of 1783, it is certain, as I stated to your Majesty in the several accounts I left in your hands, and as it is confirmed by the accounts deposited with the Comptroller-General, duplicates of which I have preserved, that the deficiency was at that time near eighty millions. I subject myself to give the most satisfactory proofs of it, nor will any doubt be entertained, on a view of the particular explanations of the progress of this deficiency, which will be exposed in such a manner as to dissipate every obscurity in a publication that will shortly appear.

“ Secondly, although the Parliaments authorised themselves, from the discourse of the Archbishop of Toulouse in the assembly of Notables, to maintain that the actual deficiency is one hundred and forty millions, the fact is, as I have already proved, that it amounts to no more than between one hundred
and

and fourteen, and one hundred and fifteen millions in the whole, and there is no greater reason for stating it at more, than there is to suppose it less; as a fixed statement, which can be nothing but the difference between the known amounts of the receipts and the sum of the expenditure, cannot be altered at pleasure.

But if it is evident that there was a deficiency of between seventy nine and eighty millions, when your Majesty entrusted me with your finances, and between one hundred and fourteen and one hundred and fifteen millions, when you withdrew the administration of them from me: it follows that in this interval, the burthens of the state have not been augmented to two hundred millions or to one hundred and seventy-five as it was reported, but that they have been only augmented thirty-five millions.

“ These thirty-five millions, as may be seen by the estimate, are but the interest of four hundred and eighty-seven millions of different kinds of loans, which were obliged

ed to be made, to pay the debts of the war-department, and other arrears prior to my administration. Is it allowable that the application of these sums should be so perverted in the eyes of the people, as to make the discharge of the most sacred engagements of your Majesty appear as an unheard of profusion, as a depredation capable of dishonoring your reign. On this head, I shall not restrain my indignation, and I shall say much less forcibly than I feel, that when I consider, not the credulity that could adopt such baseness, but the cause that has produced it, the consequences it may have, my blood boils, and my hair stands an end.

“ Let then those unmerciful calumniators of all the measures of Government tell us, what better could be done at the critical situation in which the finances were at the period, when their censures began.— Will they deny that at the end of the year 1783, there remained a navy debt of two hundred and ten millions seven hundred and ninety-four thousand *Livres* to be paid? Will they doubt, that there was besides a debt and other arrears of one hundred and
 sixty-

sixty-nine millions three hundred and three thousand *Livres*, eighty of which were demandable? Will they dispute the fact, that there were one hundred and seventy-six millions anticipated the same year 1783, upon the year 1784? These three debts, the particular estimates of which I laid before your Majesty, having been authenticated and proved, as well as the annual deficiency of eighty millions which then existed and which ought to be added, they should acknowledge that the whole makes up a sum of six hundred and forty-five millions, which was to be paid off when I entered into administration. It is notorious at the same time that all the public coffers were absolutely empty—all the public funds in discredit—all circulation of specie so stagnated, that there appeared to be no more money left in the nation.

“ Let them say then, what would they have done in these circumstances, infinitely more embarrassing than the actual situation can be made to appear—let them say then what they would have thought, if it had been told them that all these debts would be
1
honored

honored—that excepting only one augment-
 ation, which is not even to be in perpetuity,
 of thirty-five millions in the annual expence,
 there would be discharged in the space of
 three years this enormous load of debts
 and arrears, without neglecting a single en-
 gagement, but on the contrary fulfilling
 them with additional punctuality—without
 laying the most trifling tax on the people,
 on the contrary affording them assistance—
 without augmenting any impositions, on the
 contrary suppressing or lightening many
 which were the most injurious to commerce
 —without retarding any of the ordinary
 payments, on the contrary advancing all
 those that were in arrear—without interrupt-
 ing the prosecution of any work of public
 utility, on the contrary increasing their
 number, undertaking those the most service-
 able, and quadruplying the funds the most
 necessary for the defense of the Kingdom—
 without suspending any of the reimburse-
 ments that were intended, on the contrary
 adding others that were not requisite—with-
 out neglecting the redemption of established
 debts, on the contrary assigning new funds,
 always increasing from year to year in a
 fixed

fixed progression—in short without requiring further security against extraordinary occurrences, on the contrary providing against all unforeseen exigencies of the war and political departments: had I engaged myself so far at that time, I ask the most avowed censurers, I ask all France, would not the first sentiment have been the fear of not being able to perform it—the second, to extol before hand the Minister who fulfilled such an engagement, and to vow immortal gratitude to the gracious Sovereign who, in finding a remedy for so many pressing evils, would make way for a possibility of adopting afterwards the most efficacious means of radically extirpating the original cause of disorder in the finances?

“ This, Sire, is what you have done—this is what I have executed under your commands in this short space of time, which they now dare represent as a time of disorder and of delapidation without example!—But notwithstanding any thing they can say, your Majesty may be sure, that the three or four years in which I was honored with your confidence, will never be a blot in
your

your reign. I have just given in miniature a sketch of what I have done during this interval—I will at a future day draw the picture on a larger scale, with all its appendages that are not yet known, and which will bear testimony at least of the immensity of my work, at the same time that they will prove the unwearied attention which your Majesty has not ceased to give to every department of administration.

“ It is sufficient for the present to affirm and prove,

“ That since 1783, the deficiency has not increased above thirty-five millions;

“ That this increase is in the just proportion of the loans which it was necessary to make, in order to pay off the debts before contracted;

“ That the produce of these loans has been wholly employed to this purpose—that it was even inadequate to satisfy them, as the total of the debts was six hundred and forty-five millions, and the amount of the
loans

loans represented by the thirty-five millions of interest, is only four hundred and eighty-seven millions ;

“ That to raise a supply for the insufficiency of the revenues, it was inevitably necessary to recur to new anticipations and other resources to the amount of one hundred and sixty-three millions ; which has carried the total of the loans, whether made directly or indirectly, to six hundred and fifty millions, which have been in force from the month of November 1783, to the month of April 1787 ;

“ That with these six hundred and fifty millions, six hundred and forty-five millions of old debts have been paid off ; the deficiency * of the years 1785 and 1786, have

* I have before remarked, that there were eleven millions of debts belonging to the marine department owing ; but I left funds more than adequate to discharge them. I likewise observed, that in the state of other debts in arrears, there had only been paid one hundred and one millions on the funds of the Royal Treasury, the surplus having been paid off in rents or assignments for a certain time : but these rents and assignments are entered in the general account of means employed, and ought therefore to be reckoned as a receipt.

H

been

been made good, the orders on the Farmers General which remained unpaid have been reimbursed, and all the unforeseen and necessary expences which had been occasioned by political events and various calamities, have been supplied;

“ That the reunion of these extraordinary payments having exceeded upwards of three hundred millions the amount of these extraordinary resources, the discharge of the surplus could not have been made, but by improvements and oeconomical measures ;

“ That therefore the very reason which occasioned the Parliaments to suppose there had been depredations to the amount of several thousand millions, proves, by only substituting accurate calculations for those which were erroneous, that there has not been a single farthing squandered away—that it cannot be even imagined how the necessary payments, which are stated in the accounts produced, were able to be made good, and which altogether amount to near one thousand millions, without acknowledg-
I
ing

ing the care of a wise and able administration—in short, that the Minister they cry down is in need of no other apology, than to make his measures public, as he has always wished to do.

“ These truths cannot be done away—they are facts of themselves—facts confirmed—facts, that will remain unalterable in spite of any efforts which calumny can contrive to tarnish them with its foul breath.

“ Ah ! let it only attack me, let it confine itself to decry me without ceasing in the eyes of your Majesty, fabricate stories, write libels, draw characters of me the most opposite to my conduct—let them envenom all the acts of my private life, exaggerate all my faults, let them report as frivolous and neglectful, to all those who do not know the extent of those serious and important labors to which my life has been dedicated ; let me after having conquered the submission of the clergy, and made them tributary to the state, be sacrificed to their resentment. Let my measures be mutilated, disfigured and

abandoned ; let them impute to me even the disturbances they have caused, and to which they are willing I should be the expiating victim ; let my ruin, in which too many are interested not to resolve upon it, be pursued even beyond the occasion they had for it, and let intrigue, which can neither be satisfied with my absence or with my resignation even to absolute nullity, disquiet itself still at the esteem your Majesty may have preserved for me ; let it obstinately endeavor to rob me entirely of that possession so dear to my heart. I have been able to suffer it in silence during four months, and perhaps the same effort of prudence will still withhold my voice ; perhaps the fear of mixing unseasonably to the great interests of the state, the feeble consideration of what is personal to me, would have farther prolonged the delay that I have brought to my justification.

“ But when in order to dishonor me, they even compromise the honor of your Majesty's reign and the public tranquility—when they permit the supposition that you should have suffered more than three years,
extra-

extravagant profusions and dilapidations capable of involving the ruin of the state—when, for six weeks past, a succession of parliamentary resolutions evidently proceeding from the same memorial, and circulated among the public by means of the press, inform the nation, without its being contradicted, of excessive depredations at which they might revolt, but which nevertheless till that time had never been in question—in short when even the foreign public newspapers reporting extracts of these resolutions, announce that *France is in a state of distress of which there has never yet been an example**, and repeat after the Parliament of Grenoble, that *during the last three years and a half, France has received a deeper, and more mortal wound through the depredation of public money, than if she had sustained the longest and most unfortunate war she ever was involved in.* From this moment, Sire, there can be no motive that ought to restrain me;

* See the Daily Universal Register of September 22, 1787, which in that, and in preceding papers quotes several extracts from the different decrees of the provincial parliaments of France on the state of the finances of that kingdom.

and the same principle which occasioned me to suspend my own defence, renders it now urgent, when it finds itself connected with that of your vigilance, as well as with the necessity of destroying the false opinion, that has been represented of the state of your finances and the strength of your empire. My indignation even in such a case, becomes a duty ; and as long as there remains a drop of blood in my veins, I will not cease to do, as I always have done, all that is in my power to offer more and more to your virtues the just homage which is their due. Let those who do not shew the same intention, expect that my zeal will not from hence shew any conduct towards them ; and that whenever it will be necessary to unravel any thing that may be detrimental to the consequence of your Majesty in Europe, my pen shall become an instrument harder than steel, and there shall be produced from it weapons as consuming, as luminous.

“ BUT it is enough without doubt to have destroyed the error. The nation, enlightened as to the application of the funds
dedi-

dedicated to discharge the debts of the state, will no longer be induced to believe that they have been improperly squandered away—it will see that there has been more paid off than borrowed: your people, who, for three years past, have only experienced reliefs, diminutions of taxes, and a beginning of mitigations, will return from the astonishment, mixed with amazement, which might have been occasioned by publishing, that, during the same time, a destructive giddiness had seized on the government to complete their misery—the stranger, informed that for the payment of all the arrears, it has only cost an interest of thirty-five millions, will cease on the authority of our own writings to suppose us in a moment of distress and inability, capable of weakening the importance of our political influence, and the respect due to the moderation even of your Majesty—the magistrates, whom, the reports of which I have explained the cause, the testimony of the principal minister, my disgrace, and all they have reported or allowed to be said, might have disposed them to have yielded too easily to the false calculations that had been handed to them,

will be eager to abjure the errors which they have themselves declared incredible, and the danger of which they cannot conceal from themselves: they will find a satisfaction in the consoling truths I have demonstrated by clear explanations, and which I should not affirm in such positive terms at the foot of your Majesty's throne and in the face of all Europe, were I not sure that they were beyond all contradiction: turning aside their attention henceforth from the frightful chimeras that had been represented to them, they will see only the just comparison of the state in which I found the finances, with that in which I left them—they will no more reject the natural reflection, which does not permit a thought, that he who voluntarily has unveiled the true state of affairs, had an interest in concealing it—they will thank me for having been so bold as to probe and lay open the wound which for some time past has preyed on the kingdom, of having provoked the remedy, of having prevailed on your Majesty to consult the nation, and to concert with them as well as with the other Notables on the measures which they should judge

judge the most salutary—they will be sensible that these œconomical retrenchments, to which your wisdom accedes in so condescending a manner, may produce a favorable remembrance for him who, after having proved the absolute necessity of it, had made it one of the principal bases of his plan; and that it is impossible the nation will entirely separate me from a share of the acknowledgments it owes your Majesty for the solemn sanction that you designed to give to a form of administration solicited, for some time past, by the general wish, and tending to equalize the burthen of public charges by a fair distribution; for the proscriptive abolition of the *corvée*—for the free liberty granted to the corn trade—for the resolution adopted to carry off the tolls to the extremities of the kingdom—for the suppression of a number of taxes prejudicial to the circulation of commodities; and above all for the just and gracious exclusion of every species of exception, exemption and privilege in the distribution of the territorial imposts: they will not refuse to let me quietly enjoy the satisfaction of having had some part in the labors which have produced

duced so many benefits—in those labors of which your Keeper of the Seals, Sire, has spoken so justly, *that they would be a memorable epocha in your Majesty's reign, and that posterity would acknowledge them with gratitude among the glorious acts which would do honor both to the King and the nation*: in short I flatter myself, because I have confidence in justice, that being sensible how far I am from being culpable towards your Majesty and the nation, they will regret the having impeached me as such, when their zeal was animated by the error in which they beheld me as the origin of the evil which I probed to the bottom.

“ BUT if I don't despair to find these dispositions in those even who have appeared to step forth as my accusers, and if I do not fear having them as my judges, what confidence ought I not to place in the personal justice of your Majesty, who has been a witness to my labors and endeavors; who was acquainted with their motives, the uprightness of my intentions, the frankness of my whole conduct, my affection to your service, and the value I annexed to the hope
of

of not being unserviceable to the illustration of your reign !

“ Yes, Sire, penetrated with this assurance, I now throw myself at your feet. I no longer fear that it should be thought I do so to solicit a pardon : I come to breathe the bitter sorrow with which your disgrace has overwhelmed me—I come to avail myself of the sentiment which good Kings feel at the moment when they discover that an irreproachable servant who was devoted to their interest, has been unjustly slandered. Oh ! my Sovereign, you will be moved at what I have suffered—you will bid me rise, and though I am not a Sully, the worthy heir of the virtues of Henry IV. will not have it thought that he grants me a pardon.”

Monf. de Calonne flatters himself that the positive proofs which refute every one of the five heads of accusation, and shew they have not the least foundation, will be sufficient to determine his Majesty to declare, that being perfectly informed of his conduct

duct on every point, he considers the whole of it entirely irreproachable.

“ But, says he, if your Majesty should prefer that my justification should not be pronounced till after a juridical examination, in order that those who have accused me before you, instead of having the generosity to acknowledge their error, torture themselves to raise new doubts, or that it should appear conducive to the public interest, that an accusation which has re-echoed in all corners of the kingdom, and which by the extravagant surmises to which it has given rise, seems to affect at once the wisdom of government, the inward tranquility of our nation, and the esteem of foreign countries, should be cleared up and solemnly decided ; in this case, Sire, I beseech you to consider that it is neither through the medium of a royal mandate, which always creates suspicion, or through the thick cloud which our laws cast on criminal procedures, that authentic information is to be expected, which, to fulfil its purpose, ought to be cleared up in the face of the world.

“ Permit

“ Permit me then, Sire, to insist on the alternative, that you either pronounce my justification yourself on every point, or to permit me to obtain it through a public examination which may be made in presence of the nation.”

Monf. de Calonne quotes the example of the Romans and the English nation in support of a public trial. He gives an account of the three different progresses of procedure which were practised in Rome, and which preceded the pronunciation of judgment in every matter of a public nature; *the accusation, the defence, and the commendation*. His remarks on the third part, which the Romans called *Laudatio*, and the manner in which he applies it to the English courts of law, are very ingenious and remarkable.

“ It consisted, says he, in receiving the honorable testimonies which might be offered by persons of weight and credit to the good conduct of the accused, to the integrity of his life, and to the actions which rendered it commendable. Their number was ten or even more if they offered. What
a dif-

a difference in legislation ! In France, permit me, Sire, to interest your attention as a King and as a man to this contrast ; in France, the accused can scarcely, and only in certain cases, obtain to the last moment of the trial, the assistance of a Counsel, to whom all the acts of the process are not even made known—ill instructed of the facts that are imputed to him—sequestered from all the world, while the witnesses, of whom he has no knowledge, are heard in the gloom of mystery—absolutely delivered up to himself, while he undergoes long and secret interrogatories on objects unforeseen to him—perplexed at the idea of seeing himself at the mercy of an individual, whose varied questions appear to him as so many snares—his mind withered by solitude, and disheartened by the horrors of a long imprisonment, he is neither supported by the information of his friends, or by the communication with those who are interested in his fate !

“ IN ROME, not only the advocate of the accused might advise him at every step of the process—not only informed of every thing, he might make replies to each question,

tion, supply the inability, the distress and the weakness of his client, and interrogate the witnesses for him, without hazarding them to the cruel danger of being punished for acknowledging their error : besides this advocate in his defence, there were others who spoke to his praise, and the law did not permit, that he who had conducted himself with honor all his life, who through a series of years had deserved well of his country in the different departments he had filled, who could claim the merit of important services, should be reduced, at the will of intrigue and resentment, to the humiliation of appearing in the presence of justice, for the purpose of defending himself against criminal accusation.

“ IN FRANCE, a man who has been long esteemed and beloved by all his acquaintance, after having succeeded, through every honorable gradation of his employ, to a place of the greatest importance, and having received signal marks of the confidence of his Sovereign, falls into disgrace ; if he should be persecuted by powerful enemies, and accused of having squandered the public effects,

effects, his past conduct is soon accounted as nothing—his false friends forsake him, those who are timid conceal themselves, his true friends can only lament in silence—the most respectable testimonies are of no advantage—calumny alone seems to have the right of being heard—public defamation, dark revenge, secret depositions, every thing aids its detestable efforts; nor are those who would support truth permitted to defend him.

“ IN ROME, especially at this critical period, it was that the accused derived the advantage from the esteem of honest men and the fidelity of his friends—they were waiting on the accused, setting off his defence with an honorable attendance, and joining the praise of his services to the pleadings of his counsel: he himself might without hazarding, at the same time, the reproach of being arrogant, remind them and avail himself of the laudable actions of his life. Scipio, when accused by the tribunes, and even by Cato, instead of defending himself, only reminded them of the epocha of his triumphs, and the people abandoning his

his accusers, followed him to the Capitol to offer their thanks to the Gods.

“ This custom of admitting into the scale of justice the testimonies of merit to counterbalance the malice of accusation, has not been confined within the limits of this capital of the universe, nor has it perished with it. England, the imitator in this point as well as in many others, of ancient Rome, although she has rejected the laws, nevertheless received in the establishment of her criminal processes the honorable attestations which may be made in favor of the accused, and admits those who can speak to the conduct of his whole life. It may even be said that the British jurisprudence has yet improved on the precautions which the Roman courts had taken to prevent the effects of false accusations, and secure to the accused every possible means of defence. The manner of proceeding before juries, which is an institution peculiar to the English nation, has this inestimable advantage for the security of its citizens, that it protects them from the evil of being committed on groundless accusations, and exposed by the sole effect

of malevolence, to the dangers of a criminal procedure. The accusation is discussed before it is admitted ; and if twelve persons at least, from a number of the best qualified in the county, do not agree in finding a sufficient probability of truth to allow his being committed, it is immediately rejected, and the prosecution at an end.

“ The liberty of challenging the jury is besides granted to the accused, to such an extent, especially in matters of state, that it gives him a real influence on the choice of those men who are to decide on his fate, and whose partiality he cannot suspect. He has likewise nothing to fear that either his life or his honor should depend on the simple majority of voices : no condemnation can be pronounced till after an unanimous declaration of the jury, who cannot depart, till they have agreed unanimously among themselves.

“ Moreover, the process is as public in England as it was in Rome. The accused is there equally informed of every thing which it is of consequence for him to know : there

are the same easy methods of being assisted by such counsellors and advocates as he desires; these have the same liberty of speaking for him—of summoning jointly with him the witnesses, and of asking them questions the most capable of confounding calumny. In short, the prisoner neither makes his appearance or pleads, but in a place where every body may have free entrance; and witnesses when they give their evidence—the judge when he delivers his opinion—the jury when they give their verdict, are all under the public eye*.

“ It is this public trial, Sire, that I not only demand at this moment in my affair, which from its nature requires it more than any other, but I solicit it at the same time from your justice, and in the name of humanity for all your subjects. It alone can shelter them from the involuntary errors of judges, and the base artifices of calumny—it alone can remedy the censure that has been made for some time past against our criminal legislation, of only appearing to be the destruction of the accused.

* The CONSTITUTION OF ENGLAND, Book I. Chap. 13.

“ In vain may they who wish to excuse the evils of it, notwithstanding the general outcry, pretend that the public tranquility requires this kind of combat of justice against iniquity ; as if it did not require by a much stronger reason, and above all, the protection of innocence against the attacks of malice. I have heard, Sire, the apology undertaken in your presence for the forms established by our criminal law ; and far from suspecting that I should ever have a personal interest in desiring a redress of it, I observed at the time, that, without ascribing all the evils which were imputed to this respectable law, it was impossible not to acknowledge that the mystery of the process was formidable even to virtue itself—that deserting the accused when he was delivered up to all the horrors of a prison, without any means of defence, without any communication with his friends, was making him a victim before his trial ; that in the case where he saved himself by flight from so cruel and so dangerous a situation, he was fearful that his absence might lead to his condemnation ; and that this very step, when it affects the life and honor of a citizen, should stand as
a proof

a proof against him, when it is not observed in the prosecution of payment for debt—that in short it was worthy the tenderness of your Majesty to animate the activity of the best informed magistrates to propose to you a new law, of such a nature, that it should be no longer said, that in France the most absurd accusation was sufficient to justify the flight of an honest man ; but on the contrary that innocence, on the least surmise of suspicion, should hasten to throw itself into the arms of justice, and appeal to the examination of the tribunal. Such confidence, Sire, ought to be the mark of a wise legislature ; and as long as contrary fears shall subsist in your kingdom, it will be proved that the criminal jurisprudence is very imperfect in it.

“ NEVER perhaps will the necessity of such reform be more convincing—never will there be a more proper opportunity to undertake it with greater *eclat*, than at a moment, when it affects an accusation that interests the tranquility of the state, which although done away by the clearest evidence in your Majesty’s opinion, seems to require

likewise that it should be so in the eyes of all the world, and which, referred on this principle to the Parliament by a special command of your Majesty, might be so, under the express condition of being entirely investigated in public court. The nation would behold with transports of joy and gratitude a first example of public trial introduced in criminal proceedings ; and I should forget my own misfortunes, in their becoming the source of so great a blessing to the state.”

I shall finish these extracts in quoting the few last pages of this celebrated memorial, which so well deserves the public attention of being read at large : I shall make no remarks on it, since any observation of mine can only give a very feeble idea of the impression which the original writing must stamp on the mind of every reader.

“ The greatest Monarchs, the wisest Sovereigns are not exempt from being deceived. Your Majesty has already perceived that you have been so, when it was alledged at the time of my retreat, and when there had been means found to attest it, that nothing,
or

or almost nothing was left remaining in the Royal Treasury—that it was so exhausted as to make it apprehensive the payments could not be continued above one or two weeks, although it was indisputable, as appeared a few days after my dismissal by an examination into the state of the treasury, made by order of your Majesty before two of your ministers, that after the entire acquittal of all the expences of the month of April, which was only then one-third expired, there would yet be found in the Royal Treasury twenty-two or twenty-three millions of effective funds, as well in ready money, as in bills at very short dates, which, joined to the ordinary receipts of each month, made the beginning of May open in a state of affluence; this was the more surprising, as the concurrence of many unlucky circumstances joined to the inquietudes that had been affected to be spread abroad, had occasioned for two months past much inconvenience to the public service, and obstruction in the circulation of specie.

“ From so notorious and evident a falsehood, your Majesty may judge of the other

allegations that followed it. My absence left them an open field, and the desire of ruining me entirely in your opinion, shortly afterwards gave a loose to their triumph. I have just spread the evidence of truth as well on the particular charges, as on the general defamation which it has produced: but what your Majesty will perceive better than any one, if you will only deign to follow the thread of events, and which will soon be unveiled to all the world, is the aim and artifice of the mazy steps they have followed without being stopped by the consideration of all that was involved with it.

“ They had already circulated a report that the unusual fermentation which they themselves had industriously excited in the Assembly of Notables, was personal to me—was owing to the dissatisfaction people conceived against me for the mismanagement of my conduct—that my withdrawing myself would appease the disturbances, and put an end to clamor in the most satisfactory manner, without abandoning the virtual foundation of the project your Majesty seemed to have at heart. They found it
how-

however adviseable to submit for the present to the execution of the greater part of these measures, even to speak to their excellence, and an oratorical encomium of them proceeded from the same mouth which decried the author. But they have broken asunder the connection of them—they have changed the spirit—they have detached the only part really of service, without taking one of the measures which might insure their speedy execution, and excite the public gratitude. On the contrary, impressions the most unfair on the state of the finances have been spread abroad, and ideas the most frightful on the issue of former disorders have been supported—two whole months have been consumed in permitting these unhappy seeds of murmur and despair to gain strength within, and discredit without doors. In short, it is after having displayed in the most glaring manner the right of sovereign authority, that they seem now to acknowledge it would have been an easy matter to have dispensed with it: 'tis after passing the most violent acts, followed by a menacing decree which seemed to announce both the disapprobation of your Majesty, and the sterility

ness

ness of their resolutions, that on a sudden, yielding to a resistance which served those purposes they dared not avow, they have proposed to your Majesty the revocation of laws framed by the advice of the Assembly of Notables; what had but the moment before been supported by the most powerful arguments, is abandoned as untenable; what they had exaggerated without any foundation, they lessen with excess; what they had previously considered as insufficient, appears now adequate to every thing; and what had been confessed as inevitable, ceases in an instant to be necessary,

“ I should have been very cautious, Sire, in laying open to you the tissue of such wicked contradictions, had it been possible it should have remained concealed—had it not been of the utmost consequence that your Majesty should know rather too soon than too late, the principle of them; and had it been useful for your service, that what could not escape the public eyes should have been concealed by deceitful elusions from the knowledge of him, who ought to be the first acquainted with them.

“ I am

“ I am well aware, that the discovery of these formidable truths will exasperate those who are exposed by them, and add violence to their rancor; I have yet more to dread that your Majesty may think it a further crime in me. I know they will endeavor to persuade you that my justification, though forced from me, and though delayed to the utmost of what circumstances seemed to require, and in a manner even to the last extremity, is nevertheless capable of creating much mischief—that it tends to irritate the minds of the people, and that my reason for withdrawing myself from the kingdom, was in order to attack your Administration.

“ But, Sire, may I hope, that after your Majesty shall have deigned to read with attention the whole of my defence, in spite of its unavoidable length, you will trust only to yourself the motive that has prompted me, nor do I fear that the most artful cunning will be able to triumph a second time by any new surprize. What, when my character is defamed by every species of falsehood, shall I not call to my assistance the whole evidence of truth? When a per-
fidious

fidious hand endeavors to withhold from me
 the goodness of your Majesty, shall I fear to
 bring to light his most secret machinations?
 When envying me even the comfort of an
 obscure retreat, he endeavors to overwhelm
 me with dishonor, shall I risk the appear-
 ance of deserving it, by a tacit compliance?
 Shall I be considered violent, when I myself
 am the victim! Shall it be found fault with
 that I say too much, when I impose every
 restraint on my own feelings in not saying
 much more! Shall I be accused of aliena-
 ting by the spirit of my defence the public
 confidence which they annul from day to
 day, when they did not scruple to violate
 the trust which was reposed in my hands,
 and which appeared unalterable! Can they
 think that a frail preponderance of power,
 which may impose on weak minds while it
 exists, should be able to subdue persuasion!
 I cannot tell to what degree they may be
 able to impose silence on it in the centre of
 dissimulation, nor do I know whether they
 allow one of these sentiments to reach the
 throne of your Majesty; but I am well
 assured, that if you demand the real sentiments
 of your faithful servants—if you give access to
 public

public opinion—if you will deign to examine minutely, on one hand the effect which is already produced throughout all Europe, by a comparison of what was their opinion of the credit and strength of France five months ago, and what they think of it at this moment—on the other hand if you collect the different sentiments which the facts confirmed in my memorial may naturally produce, when opposed to ideal suppositions of calamities and unheard of depredations, which they have published to my prejudice, you will soon decide whether it is myself or my enemies who most deserve the reproach of having sacrificed the public service to their own private motives.

“ It would be cruel that those who had subjected me to a painful banishment, should yet embitter it by attributing improper motives to my conduct. Let them judge of it by the sentiments which pervade throughout my memorial, and I am not afraid there should be one who will not perceive that they breathe a spirit of zeal for your Majesty’s glory, attachment to your person, and respect for your virtues. These sentiments

ments are besides too well known, and will ever live with me; I have too loudly, and too notoriously professed them to be afraid that any one could suppose that, at the moment when what I experienced warned me of what I had to fear, I sought my safety out of the kingdom, that it could be from any mistrust of the personal justice of a monarch, whom I may venture to say I know better, and whose distinguished virtues I have made more known than those who have so great an interest to ruin me in his esteem. I only avoided the effects of a first surprize; and guarded against what was intended me by an enemy, who having thrown aside the mask, had no more restraint to observe:—finding myself already accused in the cabinet—foreseeing that public accusation would soon follow—exposed to every malice which your Majesty knows I expected would be levelled against me—crushed by united interests conspiring my ruin, and convinced that no endeavors would be spared to deprive me of every means of defence, I was willing that in preserving my liberty, my papers and the use of my pen, to secure my

my own honor, and live in the hope of undeceiving your Majesty.

“ Such are, Sire, as I have already informed you, and the public shall be so likewise, such are the only and true motives that have forced me with regret to quit your Majesty’s kingdom, and for which, after having withdrawn myself to a nation your ally, forced afterwards, by the increasing troubles which agitated them, to leave that country, I am come to ask an asylum among a generous and brave people, who never refuse it to the unfortunate, and whom this invaluable heritage of liberty raises them as much in the opinion of every thinking being, as the numerous fleets which resort to their harbors, and the active industry of their extensive commerce.—The rigid solitude to which I have since confined myself for the purpose of devoting my mind to the important object of justifying myself in your Majesty’s eyes, would be alone sufficient to prove, that this solicitude in which all my desires and thoughts are concentrated, is the only reason for my having sought a secure retreat in a foreign country ; the same principle

ciple would make me abandon it, if, to render my justification more striking, your Majesty would permit it to be carried before the first court in your kingdom, in the form and with the securities that I have asked your permission to offer as inseparable from my proposal.

“ Then, Sire, I should not hesitate—I should not be alarmed by any of those disadvantages which might dismay a person less assured than I am, that so august a tribunal is incapable of wantonly sacrificing to ancient ill-founded prejudices, or to suggestions unworthy of influencing their decisions, the man who abandons himself with so much confidence to their justice; and if your Majesty thinks proper, that the solemn examination of my conduct should become the first example of a reformation in the criminal law—that it should introduce the inestimable benefit of public proceedings among your people—that the æra of this solemn pleading should be that of the first general assembly of Parliament since its recal to the place of its ordinary sittings, and that it should be the means of
totally

totally eradicating those impressions which erroneous suppositions have been able to create in the nation and in foreign countries on the administration of the four last years, on the vigilant attention which your Majesty has not ceased to bestow on it, and on the situation of the affairs of the state—when the day dawns that I shall witness so many advantages derived from the existence even of my misfortunes, I must consider it as the most glorious day of my life—it would be the triumph of truth under a King who has always declared himself the protector of it—it would be the confusion of intrigue, and perhaps it would not be unserviceable to the support of patriotic zeal, for the consolation of human nature, and for the instruction of future ages, that they should see a like example of what insulted innocence can produce in an exalted and intrepid mind,”

Thus finishes the memorial worthy of interesting all the cabinets of Europe, forming an epocha in the present age and of being handed down to posterity. It is for politicians to foresee the effects it may produce; but as the echo of the public voice, I cannot

K

not

not doubt but it will appear of the most convincing nature, nor can I forbear offering my humble testimony, that I have never yet read any thing which so perfectly unites dignity and purity of style with the force of oratory and elegance, and the most vigorous energy with the greatest moderation,

F I N I S.



E R R A T A.

Page 23, line 10, *for him, read, it*

41, 20, *for darknefs visible, read, visible darknefs*

54, 9, *for of, read, on*

N O T E.

The quotations from the original work are marked with inverted commas.



